l'unité

M 2805 - N° 592 - 8 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 35





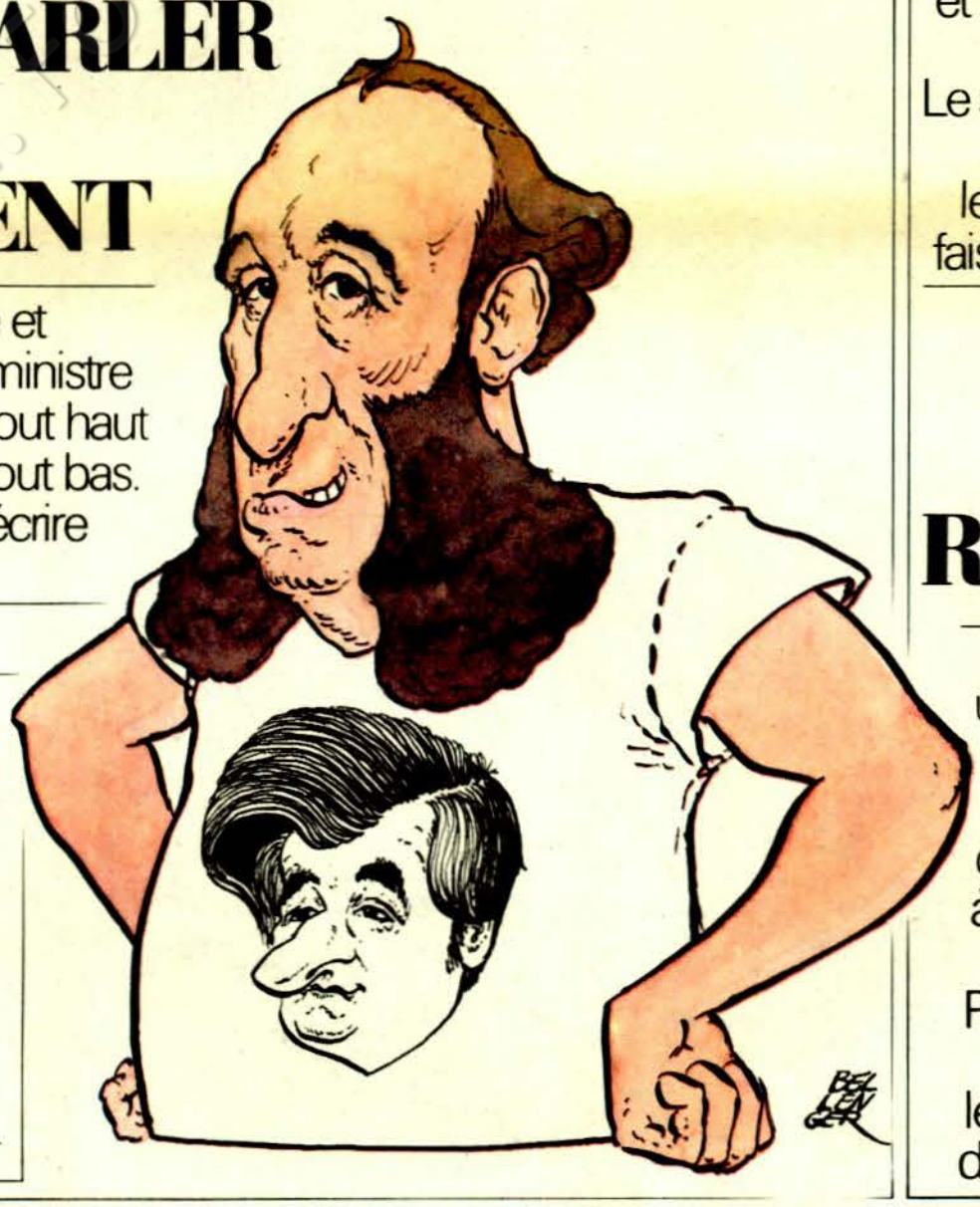
LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

SECURITE: TOUJOURS PLUS!

Les hommes ont-ils jamais vécu dans une société plus policée, plus organisée, plus protectrice bref plus sécurisante que la société européenne de cette fin de siècle ? Et pourtant jamais la demande de sécurité n'a été aussi forte et le discours sécuritaire aussi omniprésent. Le sentiment d'insécurité et son corollaire le sentiment d'injustice faisant le lit du racisme.

LE FRANC PARLER DE CHEVENEMENT

Avec une conviction sereine et dénouée de complexes, le ministre de l'Education nationale dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Mieux il va même jusqu'à l'écrire noir sur blanc.



PARLER DU RACISME...

Comment tenir un discours antiraciste sans courir aussitôt le risque d'être taxé de racisme à son tour ? La récente pirouette de Le Pen qui de tortionnaire se donne désormais le beau rôle de victime doit nous faire réfléchir.

ISRAEL SUR LA VOIE ETROITE DE LA PAIX

CAMPAGNE DES CANTONALES

JOSPIN AU PAS DE CHARGE

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

(de notre envoyé spécial)

LUNDI 16 heures 30, au Bourget. Dans le calme du salon d'attente d'une compagnie aérienne, Lionel Jospin travaille les deux discours qu'il prononcera dans la soirée. Une heure plus tôt, il était à France-Inter pour l'enregistrement de l'émission « Face au public ». Dans deux heures, il prendra la parole dans la Creuse. C'est reparti. La machine électorale du P.s., dont chacun reconnait qu'elle tourne bien, s'est remise en marche pour les cantonales. Propulsé par cette mécanique bien huilée, Lionel Jospin a repris son bâton de pèlerin pour battre la campagne électorale. Ce soir, destination Guéret, puis Cusset, tout près de Vichy. Trois journalistes, quatre collaborateurs du Premier secrétaire, un invité sont du voyage. André Chandernagor arrive. Lui aussi fait partie de l'expédition. Il regagne son fief : la Creuse. Lionel Jospin complète auprès de lui son information sur le département.

« Ne fuyez pas le débat »

17 h 10. Embarquement : le petit groupe se serre dans l'avion-taxi. Discussion sur le rapport des forces politiques dans la Creuse. 17 h 30 : décollage. Jospin se replonge dans ses notes. Les autres dans la lecture du « Monde » et des hebdomadaires. 18 h 30 : arrivée à l'aéroport de Guéret-Montluçon. Accueil des responsables fédéraux... et de la nièce de Jospin. Une demi-heure de voiture et le Premier secrétaire du P.s. fait son entrée dans la salle de la mairie, où se pressent 500 à 660 personnes. Peu de jeunes. Dans un département rural comme la Creuse, ils ont tendance à s'expatrier. N'empêche que l'enthousiasme ne manque pas, et l'on retrouve l'ambiance chaleureuse des campagnes électorales. A la tribune, Jospin démarre sur les enjeux locaux des cantonales. Ils sont plus importants encore que lors des précédentes élections : « Les socialistes ont rompu avec le vieux centralisme parisien. Avec la décentralisation, ils ont élargi les pouvoirs du conseil général et lui en ont donné de nouveaux. Une gestion de gauche et une gestion de droite de l'Assemblée départementale, ce n'est pas la même chose. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe dans les municipalités de droite... » Mais Jospin encourage aussi les socialistes à ne pas se dérober devant la dimension nationale de ces élections : « Ne fuyez pas le débat sur les enjeux nationaux. Je sais qu'il y a du mécontentement dans ce pays et une déception dans une partie de l'électorat de gauche. Après 25 ans de gestion conservatrice, le pays avait tellement envie de changer que notre démarche et nos réformes sont apparues comme naturelles. » Egrenant la liste des réformes engagées par la gauche, il conclut : « La France est le seul pays qui ait affronté la crise en faisant des réformes sociales. Aucun autre n'y est parvenu. Pas même les Etats-Unis. » Tonnerre d'applaudissements. Une occasion pour Jospin de se désaltérer. Car donnant de la voix, du geste, dans une salle de plus en plus « chauffée » et enfumée il transpire à grosses gouttes. Il continue à mouiller sa chemise en s'adressant aux abstentionnistes : « Si vous vous réfugiez dans l'abstention, comment pouvez-vous espérer trouver des solutions à vos problèmes du côté de la droite ? » D'autant plus que celle-ci « n'a plus le même visage et les mêmes idées que lorsque nous étions en période de croissance ». Aujourd'hui « ses discours et ses propositions constituent un élément de régression sociale et de déséquilibre politique ». Et de conclure sur la « politique d'équilibre » que proposent les socialistes face à une droite qui « met de l'huile sur le feu ». Dernier appel en faveur des candidats locaux, et Jospin se retrouve au pied de la tribune, entouré de militants. Les collaborateurs le conduisent au premier étage. Le bureau du maire est transformé en studio pour F.r.3. Interview de cinq minutes. Radio-Creuse enchaine avec une question. Il croit en avoir fini avec la presse, lorsque surgit un journaliste de l'A.f.p. embusqué dans un coin de la pièce. Question sur le P.c. : « Je n'ai pas à surenchérir », répond Jospin. Dans le hall de la mairie, un dernier carré attend Jospin. Ultime ovation. Le Premier secrétaire serre quelques mains et s'engouffre dans la voiture. Direction l'aéroport. 20 h 50, décollage pour Vichy. Une vingtaine de minutes de vol. Jospin repique le nez dans ses notes. Ses collaborateurs lui font remarquer que son discours était un peu long : 50 minutes. Arrivée à Vichy. En plus des responsables fédéraux, R.m.c. fait partie du comité d'accueil : « Pas d'interview avant le meeting. » Le cortège de voiture démarre pour Cusset, dans la banlieue de Vichy. « Ça va nous faire drôlement du bien, la visite de Lionel », jubile Roger Pol, candidat à Cusset. Ici la bataille va être rude. Au conseil général, la droite a 18 sièges et la gauche 16. Tout près de là, c'est la circonscription d'André Lajoinie et le P.c. est bien implanté. Devant la salle des fêtes, les candidats attendent Jospin. Ils rentreront avec le Premier secrétaire à leur tête. Là encore, 600 personnes ont pris place. La salle est plus grande qu'à Guéret, les piliers et la pénombre réduisent

A raison de deux ou trois meetings par jour le Premier secrétaire est reparti en campagne. Accueil encourageant qui prouve la remobilisation de la gauche.

Lionel Jospin devant les militants de Guéret puis à Cusset dans l'Allier.



Pascal Lebrun

© Fondation Jean-Jaurès

quelque peu la qualité du rapport entre l'auditoire et l'orateur. Jospin redouble de conviction. Encore plus de punch, encore plus de dynamisme qu'à Guéret. Le discours est plus ciblé, plus direct. Les communistes en prennent pour leur grade : « Ils nous demandent de pallier sur le plan social les conséquences de la crise économique. Seules les économies administrativement dirigées en tout peuvent réaliser ces prouesses... Mon optique n'est pas de diviser la gauche, mais de rassembler contre la droite. » En prime, le P.c. aura droit à une critique des pays de l'Est. Mais Jospin revient bien vite à l'adversaire principal : la droite. Il fustige « ceux qui déjeunent ensemble avant de se régler les comptes » et qui « se taisent sur les problèmes importants ». Il répond à Lecanuet : « Non, le président de la République ne démissionnera pas avant les législatives de 1986. » Il dénonce l'« hypocrisie » d'une droite, qui accepte les accords électoraux avec le Front national sur le plan local et les refuse au niveau national. Enfin il trouve une formule qui fait mouche : « Chez M. Le Pen on aime bien la populace mais on n'aime pas le peuple. » Décentralisation, politique gouvernementale, etc. Jospin parle depuis près d'une heure. La péroraison durera encore dix minutes. Il est comme ça, Jospin : il veut être complet, et ne supporte pas la moindre équivoque. Son discours est parfois redondant, mais son message est clair. 23 h 5. Dernière interview à R.m.c. Jospin quitte la salle, entouré de militants. Photo avec les candidats. Départ pour l'aéroport. 23 h 30. Décollage pour Le Bourget. C'est l'heure du repas. Jospin décompresse : « On a eu deux bonnes salles ce soir. » Discussion décontractée et plaisanteries avec ses collaborateurs et les journalistes. Et puis on pense à la journée du lendemain. Mardi, le Premier secrétaire était en tournée dans le Nord, accueilli par Pierre Mauroy. Encore une journée au pas de charge.

Toute la semaine, au rythme de deux meetings par soir, la campagne a poursuivi sa course effrénée et chronométrée. Seule pause dans le programme du Premier secrétaire : samedi. Il se réserve cette journée pour préparer le Club de la Presse de dimanche. Campagne fatigante certes, mais aussi encourageante, comme l'est celle que mènent aussi jour après jour la plupart des dirigeants du parti : la remobilisation de la gauche n'est pas une vue de l'esprit. ●

Merci au « Figaro »

Le dénommé Charles Rebois, l'un des porte-plume attitrés de Robert Hersant s'est spécialisé, au « Figaro », dans les commentaires des sondages électoraux, commentaires qui se veulent toujours favorables à l'opposition et désagréables à l'égard du Parti socialiste, même lorsqu'il apparaît, comme c'est le cas dans le sondage Sofres publié mardi, que celui-ci est la seule des quatre grandes formations à progresser par rapport à l'enquête précédente. Mais à vouloir trop prouver, Rebois s'emmêle parfois les stylos. Ainsi il s'élève contre l'idée d'une modification de la loi électorale et se félicite, en commentant la simulation des sièges à laquelle a procédé la Sofres, que le R.p.r. et l'U.d.f. puissent disposer, grâce au scrutin majoritaire, de près de 400 sièges sur 491. Mais c'est bien là que le bât blesse : cette simulation montre, en effet, qu'avec 24 % des suffrages le P.s. aurait entre 47 et 60 sièges tandis que l'U.d.f. avec 22 % en aurait 170 à 180 et le R.p.r., avec 25 %, 205 à 215. On ne pouvait mieux démontrer la nécessité de trouver un mode de scrutin qui traduise d'un peu plus près le vrai rapport des forces !

L'éditorial

La droite la plus malhonnête...



Après la « bavure » de Thio.



Charles Pasqua vu par Bellenger.

PAR CLAUDE ESTIER

A défaut d'être la plus bête du monde – encore que la question puisse se poser lorsqu'on entend les dernières déclarations de Jean Lecanuet –, la droite française est certainement fort bien placée dans la course à la malhonnêteté intellectuelle. Sa hargne à l'égard des socialistes est telle que tous les terrains lui sont bons pour l'exprimer au risque de s'enfoncer dans les plus aberrantes contradictions.

Premier exemple : les leaders du R.p.r. et de l'U.d.f. ont inventé depuis quelques mois ce débat sur la « cohabitation » qui étonne les Français tant il tient de place dans leurs discours. Leurs arguments divergents à ce sujet prétendaient se fonder sur des interprétations diverses de la Constitution à laquelle les uns et les autres se déclarent fermement attachés. Mais voici que soudain ils jettent cette Constitution aux orties puisque, faisant fi de l'une de ses dispositions essentielles qui veut que le président de la République soit élu au suffrage universel pour sept ans, ils en viennent aujourd'hui à lui demander de se retirer de son propre chef avant même les prochaines élections législatives. Certes, ces grands démocrates que sont Jacques Chirac, Raymond Barre, Valéry Giscard d'Estaing, Jean Lecanuet et quelques autres n'ont jamais supporté la présence de François Mitterrand à l'Elysée. Du moins faisaient-ils semblant jusqu'à présent d'accepter le fait. C'était encore trop. Vis-à-vis de l'opinion qui est probablement plus « légitimiste » qu'eux, l'aveu est maladroit mais il en dit long sur leur état d'esprit !

Deuxième exemple : le R.p.r. et l'U.d.f. mènent campagne depuis quelque temps pour tenter de faire croire que les socialistes seraient responsables de la montée du Front national et de son entrée éventuelle dans les assemblées élues. Là, l'hypocrisie atteint des sommets car pendant qu'ils profèrent de telles accusations les deux partis de l'opposition sont en train, à l'occasion des prochaines élections cantonales, de passer des accords, explicites ou implicites, avec les hommes de Le Pen. Nous en citons dans ce numéro de nombreux exemples. Après quoi Chirac, Toubon et leurs amis peuvent toujours proclamer qu'ils ne concluront pas d'alliance avec le Front national. En laissant leurs responsables locaux agir comme ils l'entendent, ils savent très bien qu'au lieu d'isoler l'extrême droite ils contribuent à la banaliser, comme ils le font d'ailleurs en relayant ses idées sur la sécurité ou sur les immigrés. Le président du groupe U.d.f. Jean-Claude Gaudin vient d'ailleurs de manger le morceau en avouant que le Front national « n'est pas un adversaire mais un concurrent » ! S'il y a demain des amis de Le Pen dans les conseils généraux, où l'on ne vote pas à la proportionnelle, ce sera bien le R.p.r. et l'U.d.f. qui les y auront introduits et rien ne pourra les faire échapper à cette responsabilité-là.

Troisième exemple : le Premier ministre ayant annoncé mardi que les Conseils régionaux seront élus en mars 1986 au suffrage universel et à la proportionnelle, le même jour que les élections législatives, l'opposition part aussitôt en guerre, d'ailleurs en ordre dispersé, soit en criant à la manœuvre et au « coup de bluff », soit en prétendant qu'elle a contraint le gouvernement à reculer. Faut-il rappeler que l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel était l'une des 110 propositions du candidat François Mitterrand et qu'elle constituait le troisième volet des lois de décentralisation votées en 1982, après le transfert des compétences de l'Etat à la région et le transfert des ressources fiscales. Que le gouvernement socialiste tienne ses engagements et applique la loi qu'il a fait voter paraît insupportable à l'opposition. On comprend son embarras, mais il ne lui sera pas facile de s'en expliquer.

Quatrième exemple : la Nouvelle-Calédonie. Ici les choses sont encore plus graves dans la mesure où le R.p.r. ne se contente plus de jeter de l'huile sur le feu mais passe à la provocation pure et simple. Car on ne peut qualifier autrement les agissements de Charles Pasqua qui, détournant le sens d'une mission d'information (sur les radios locales) qu'il s'était fait confier par le Sénat, a lancé là-bas un véritable appel à l'insurrection contre le gouvernement, allant jusqu'à proclamer que la défense de Bastia passait par Nouméa ! Provocation qui a, comme par hasard, accompagné et soutenu celle des extrémistes du Front calédonien allant organiser un pique-nique à l'endroit même où le leader indépendantiste Eloi Machoro a trouvé la mort il y a quelques semaines. L'enquête demandée par Edgard Pisani dira dans quelles conditions, malgré l'état d'urgence, les forces de l'ordre ont laissé se dérouler cette provocation. Il est, en tout cas, certain que les dirigeants du R.p.r. ont décidé de se relayer à Nouméa pour empêcher que s'engage tout dialogue constructif entre le délégué du gouvernement et les représentants des différentes communautés (1).

Sur tous ces terrains l'opposition est en train de prouver qu'elle est capable de n'importe quoi, y compris de se contredire elle-même, pour tenter d'empêcher le gouvernement socialiste de résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui à la France. Mais du même coup, très imprudemment, elle montre aux Français ce qui les attendrait si elle revenait l'an prochain au pouvoir.

---

(1) Pour avoir écrit ici même, il y a un mois, que le sabotage de la mine de Thio était vraisemblablement dû à des extrémistes caldoches, j'ai été vivement pris à parti par la presse d'opposition. On a appris mardi que l'un des auteurs présumé de ce sabotage a été arrêté et inculpé, et qu'un autre, en fuite, a été identifié. Tous deux sont d'origine européenne !

C.E.



LE MENTIR VRAI DE CHIRAC

Jacques Chirac répète à tous les échos que jamais au grand jamais il ne se mariera avec Le Pen. Mais Jacques Toubon vient de vendre la mèche en annonçant que les fédérations locales seraient libres de s'allier avec qui bon leur semble. Chirac n'ayant pas démenti, il apparaît que la girouette R.p.r. pratique le double langage plus que jamais.

PAR MARTINE DUCOUSSET

ON vit une époque formidable, et le R.p.r. est formidable. Chaque jour plus hypocrite, chaque jour plus bouffon. Un accord électoral avec le parti de Jean-Marie Le Pen ? Tout, tout, mais pas ça, s'indignent vertueusement Jacques Chirac et ses lieutenants. Sauf que... après tout, comme vient de le rappeler Jacques Toubon, secrétaire général du Rassemblement : « Au plan local, les fédérations seront libres d'agir à leur guise. »

C'est merveilleux. Le truc use jusqu'à la corde d'une main droite qui veut ignorer ce que fait la gauche. Moi, je ne m'allie pas, mais si les élus dont je suis le chef ont envie de le faire, c'est leur problème. Ils prennent les Français pour des demeurés, ou quoi ? La tartuferie politique à ce point, il fallait l'inventer. Eh bien, ils n'ont pas hésité. Seul Philippe Seguin, franc-tireur comme à son habitude, s'est démarqué de ses petits camarades. Dans une interview à « l'Express », le député-maire d'Epinal confiait récemment que, « à la limite », il préférait « faire passer un candidat socialiste plutôt que de faire alliance avec le Front national ». Il est sans doute sincère, lui qui suggérait déjà au R.p.r. et à l'U.d.f., le 12 février dernier, de prêter un nouveau « serment du Jeu de paume » et de s'engager, ainsi, à ne jamais gouverner avec Jean-Marie Le Pen.

VENDEE: LES FANTASSINS DU SOCIALISME

Dans cette terre de mission que reste la Vendée, les socialistes ont à faire face à une droite particulièrement réactionnaire qui contrairement aux déclarations frileuses de ses dirigeants nationaux s'entend comme larrons en foire avec une extrême droite dont « les valeurs sont les mêmes que les nôtres ».


Jacques Auxiette.

Pascal Lebrun

PAR ANTOINE VIOLET

(de notre envoyé spécial)

« NOUS sommes ici des fantassins du socialisme. Il n'y a pas de place pour des états d'âme dans un département où la domination de la droite est écrasante et où elle est le fait de féodaux d'un autre âge, qui traitent ceux qui ne partagent pas leurs idées comme ils traitaient naguère leurs métayers. »

Ce département, c'est la Vendée, et celui qui tient ces propos ce samedi après-midi devant plusieurs centaines de personnes qui l'applaudissent, Jacques Auxiette, maire socialiste de La Roche-sur-Yon depuis huit ans, sait de quoi il parle. S'il a conquis de haute lutte le chef-lieu en 1977, et s'il l'a conservé en 1983 en améliorant nettement son score contre la liste conduite par le député barriste Philippe Mestre, il est vrai que la presque totalité du département demeure aux mains d'une droite réactionnaire, d'ailleurs très liée à l'extrême droite. Le président du conseil général, le sénateur U.d.f. Michel Crucis, a reçu récemment un vibrant éloge de la part du député européen Olivier d'Ormesson, élu sur la liste de Le Pen, qui l'a félicité de défendre « les mêmes valeurs que les nôtres ». Quant au vice-président du Conseil général, Jacques de Villiers, ancien de l'O.a.s., il est ouvertement soutenu par le responsable départemental du Front national.

Ce personnage est d'ailleurs le père d'un ancien sous-préfet qui s'est fait mettre en disponibilité après mai 1981, car il refusait de servir le gouvernement de gauche. Depuis, Philippe de Villiers a monté des entreprises de communication avec l'appui du « patron » de la région Pays de la Loire, Olivier Guichard, et de Robert Hersant qui possède à Nantes le journal « Presse-Océan » dont le directeur n'est autre que... Philippe Mestre. La boucle est bouclée, mais dans le réseau qui enserre ainsi étroitement la Vendée, la droite et l'extrême droite font vraiment bon ménage, n'en déplaise aux dirigeants de l'opposition qui, à Paris, font mine de rejeter toute alliance avec le Front national !

Face à ce pouvoir de la droite qui bénéficie en outre des avantages financiers de la décentralisation, il n'est pas facile d'être socialiste en Vendée. Au conseil général, ils ne sont d'ailleurs que trois sur trente et un et tous trois renouvelables le 10 mars. Et encore est-ce un progrès ! Quand Pierre Métais, qui est devenu député en juin 1981, a été élu pour la première fois en 1972, à l'occasion d'une partielle, dans le canton de Chaillé-lès-Marais, il était le seul socialiste dans l'assemblée départementale. Il est vrai que ce canton se situe dans la Vendée « bleue » où s'est perpétuée une tradition républicaine face au bocage chouan. En 1979, Métais a été rejoint par Andrée Chaigneau, qui ne se représente pas et par Jacques Auxiette devenu maire de La Roche-sur-Yon deux ans plus tôt. A eux trois s'ajoutent deux radicaux de gauche dont le maire d'Olonne, renouvelable lui aussi le mois prochain et soutenu bien sûr par le P.s.

La première ambition des socialistes vendéens est de conserver ces quatre sièges, mais s'ils présentent un candidat dans chacun des seize cantons renouvelables, c'est pour tenter d'améliorer le score réalisé par le P.s. dans la série renouvelée en 1982, soit un peu plus de 23 %. Bien que largement minoritaires, ils ont un bilan très positif à présenter aux électeurs aussi bien dans le canton rural de Pierre Métais que dans le canton-nord de La Roche-sur-Yon, qui est celui de Jacques Auxiette et qui comprend aussi deux communes rurales aux mains de la droite : Mouilleron-le-Captif et Venansault.

« A La Roche, la gauche ça marche », dit fièrement Auxiette qui est aussi proviseur du lycée de la ville, baptisé depuis deux ans du nom de Pierre Mendès France. Le fait est que la liste des réalisations depuis 1977 est impressionnante : aménagement du centre-ville autour de la fameuse place Napoléon, rénovation des immeubles H.l.m., développement de la zone industrielle, construction de maisons de quartiers pour les associations, création d'équipements de culture et de loisirs (piscine, patinoire, conservatoire de musique), etc. Face à ce bilan, la droite n'a pas de réplique si ce n'est un comportement sectaire illustré, par exemple, dans le domaine scolaire par le refus d'ouvrir une école publique dans de nombreuses communes et qui consiste, au conseil général, à ignorer superbement les demandes du chef-lieu du département.

Philippe Mestre, donneur de leçons à l'Assemblée nationale, reste silencieux au conseil municipal de La Roche où il passe son temps à faire son courrier. Echaudé par sa défaite de 1983, il laisse à d'autres le soin de livrer bataille contre Auxiette. Et ces autres ne manquent pas puisqu'un avocat R.p.r. Grolleau et un médecin U.d.f. Préel se disputent les voix de droite. Il y en avait même un troisième, le responsable départemental du P.r. qui, évincé de la candidature, a décidé de quitter l'U.d.f. pour faire cavalier seul. Quant au Parti communiste, qui ne représente que 5 à 6 % dans ce département, il s'était jusqu'à présent assez peu manifesté, mais les échos du 25e Congrès ont atteint La Roche-sur-Yon et bien qu'ayant quatre adjoints (sur huit conseillers municipaux) dans la municipalité d'Auxiette la Fédération communiste vendéenne vient d'ouvrir le tir sur celui-ci en le mettant dans le même sac que l'ex-O.a.s. de Villiers ! Ce qui n'est pas sans provoquer quelques remous parmi les élus communistes eux-mêmes dont plusieurs restent fidèles à l'union de la gauche, tel l'ancien secrétaire fédéral Quintard qui n'hésite pas à le faire savoir.

Quoi qu'il en soit, les socialistes vendéens savent qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour rassembler les voix de gauche sur le programme dynamique qu'ils présentent contre l'immobilisme de la droite. Mais ils ont, plus que d'autres, l'habitude des combats difficiles. Et pour bien montrer leur intention de marquer de nouveaux points, ils ont trouvé un slogan original. Jouant à la fois sur un mot d'ordre de François Mitterrand et sur le numéro indicatif du département, ils proclament : « 85, année de la Vendée dans une France qui gagne ! »

Fondation Jean Jaurès

Sincère, mais pas très net. Ne vient-il pas de déclarer au « Quotidien de Paris » primo : « Pope-ren-Le Pen, même combat ! », et secundo qu'il n'avait aucun désaccord avec Jacques Chirac, celui-ci ayant toujours fait preuve, sur la question Front national, d'« une attitude impeccable ». Si c'est pas se voiler la face, ça... Car Chirac, qui n'est pas un ange, tient exactement le même discours que Toubon. Il avait plus ou moins approuvé l'idée du « serment du Jeu de paume », il répète à qui veut l'entendre qu'il n'existe pas d'avenir « en dehors d'une alliance avec l'U.d.f. », et que seule l'union peut garantir une franche victoire de l'opposition, mais il n'en pense, à l'évidence, qu'un mot sur deux. Il est trop coincé, sur son extrême droite, par Le Pen, pour oser prendre le moindre risque électoral. Alors, aux fédérations de se mouiller. Aux fédérations de faire le sale boulot et d'en porter la responsabilité, tandis que M. le maire s'évertue à nous faire croire qu'il est tout beau, tout moral et tout pur. C'est de la ratatouille, ou Raymond Barre ne s'y connaît pas...

Et de la vraie. De la niçoise. C'est en effet dans les Alpes-Maritimes, et surtout chez Jacques Médecin, député R.p.r., maire de Nice et président du conseil général, qu'ont été conclus les premiers accords électoraux entre le Front national et des candidats du R.p.r. Normal, lorsqu'on connaît M. Médecin et qu'on l'écoute analyser la situation : « Pour moi, le Front national n'est pas un épouvantail, c'est un parti français, démocratiquement constitué, explique-t-il. Il n'est pas hors-la-loi, il vaut beaucoup mieux que la description qu'en font les médias dominés par l'idéologie de gauche. Il est, enfin, beaucoup moins dangereux que le Parti communiste. Il avait obtenu, l'an dernier, la moitié de nos voix. Nous étions donc obligés de nous entendre. Cela ne me gêne d'ailleurs pas le moins du monde (1). »

Apparemment, cela ne gêne personne, dans les Alpes-Maritimes. Pas le R.p.r. en tout cas. Et pas l'U.d.f., embarquée dans la même galère que son partenaire d'opposition, et qui rame en cadence sans qu'on ait vraiment besoin de l'encourager beaucoup. Faut dire que le score réalisé par le Front national dans le département aux dernières élections européennes (21,39 % des voix contre 42,77 % à la liste conduite par Simone Veil) en a fait réfléchir plus d'un. Et que chacun est prêt à tout, même au pire, pour défendre son bifteck.

Et voilà pour la « ratatouille » niçoise

Résultat : cinq conseillers généraux sortants ont sollicité et obtenu le soutien du parti de Jean-Marie Le Pen. Jacques Médecin bien sûr (canton de Nice 5), Hervé de Fontmichel, U.d.f.-rad. de Grasse, président départemental de l'U.d.f. (canton de Grasse-Sud), Marc Moschetti, div-opp, maire de Saint-Laurent-du-Var (canton de Cagnes-Est), René Pietruschi, adjoint au maire de Nice (canton de Nice 7) et Bernard Asso, « médeciniste » (2) (canton de nice 10). Par ailleurs, Jean Bunoz, U.d.f., adjoint au maire d'Antibes, a, lui, carrément obtenu l'investiture du Front national.

Dans quatre autres cantons de Nice (8, 11, 12 et 14), les candidats patronnés par Jacques Médecin et soutenus par le R.p.r. ont eux aussi passé des accords de désistement réciproque avec ceux du Front national. Et voilà pour la ratatouille, la « magouille » et la « combine » dénoncées par les élus P.s. du coin. Jean-Hugues Colonna, député de la 3e circonscription des Alpes-Maritimes, fustige la manœuvre de la droite : « Nationalement, elle nous accuse de faire le jeu de Le Pen en voulant instaurer la proportionnelle et, localement, elle s'entend avec lui. »

Ailleurs, là où ça risque, aussi, de chauffer, rien d'officiel pour l'instant. Il faut attendre la fin du dépôt des candidatures. Ailleurs, ce sont les départements où le Front national a fait un tabac aux élections européennes : le Var (19,96 % des voix), les Bouches-du-Rhône (19,49 %), la Corse du Sud (17,82 %), le Vaucluse (15,44 %), les Pyrénées-Orientales (15,86 %), l'Hérault (15,33 %). Sans oublier deux grosses agglomérations touchées par l'effet Le Pen : la banlieue lyonnaise et la banlieue parisienne.

Pour l'instant donc, pas d'accord électoral officiel. Et il n'y en aura sûrement pas dans les jours qui viennent. Là où on risque de s'amuser (?) par contre, c'est entre les deux tours. A ce moment-là, il faudra négocier, s'allier, se désister. Et si Le Pen réussit encore une fois la percée qu'il espère, les candidats R.p.r. devront se soumettre — au chantage — ou accepter — ce qui serait tout à leur honneur — le risque de ne pas passer au second tour.

Un « concurrent » pas un « adversaire »

Un exemple significatif : la Seine-Saint-Denis. En 1984, le Front national y remportait un gros succès : 15,98 % des suffrages exprimés. En 1985, il présente, dans les 20 cantons renouvelables, 20 candidats. Et pas des moindres : Viarengo à Aulnay-Nord, ou encore Claude Briard, responsable départemental du mouvement, à Montfermeil. Nul doute que les candidats de la droite, « classique » doivent déjà fébrilement faire leurs comptes. Et se préparer à des tractations auxquelles ils ne pourront échapper.

C'est sans doute parce qu'ils sont conscients du danger et, surtout, du fait qu'ils ne pourront pas gagner sans Le Pen, que les leaders de l'opposition ont sensiblement modifié leur discours. Le président du Front national n'est plus un paria à pendre avec des pincettes. Même plus un « adversaire ». Mais un « concurrent » tout aussi valable que les autres. C'est Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.d.f. de l'Assemblée nationale, qui l'a dit au Club de la presse d'Europe n° 1 du 17 février. Oh, Gaudin affirme qu'il n'est pas, « personnellement, très favorable aux thèmes simplistes et caricaturaux » de Le Pen. Mais il se fait une raison. Le Front national n'est-il pas « un parti reconnu par la République » et dont les électeurs sont « de bon sens » ?

Jean Lecanuet, lui, avoue franchement que la morale en politique, ça n'existe pas. A l'U.d.f. tout au moins : « Aussi longtemps que la comédie de la division de la France en deux continuera, a-t-il expliqué à l'émission « Midi-presse » sur T.f.1 le 17 février, vous obligerez au deuxième tour les socialistes à se désister pour les communistes et les communistes à se désister pour les socialistes. Et vous obligerez l'opposition à trouver à moindres frais localement les moyens de battre la gauche. »

Jacques Toubon a été encore plus explicite en déclarant, au cours d'une conférence de presse à Perpignan, que le R.p.r. n'avait « pas d'hostilité avec le courant du Front national ». « Il n'est pas question, a-t-il ajouté, que le R.p.r. fasse un pacte pour qu'il n'y ait pas d'alliance avec le Front national. » De l'art de la double négation... En clair, et en bon français, M. Toubon voulait dire : « Le Pen avec nous ! » Bon, maintenant, on est fixé. Mais, pour tout dire, on avait compris depuis longtemps... ●

(1) « Le Monde », 9 février 1985.
(2) 19 candidats se présentent dans le département sous l'étiquette du « Rassemblement républicain », mouvement créé en 1947 par le père de Jacques Médecin.



LE FRANC-PARLER DE CHEVÈNEMENT

Avec une conviction sereine et dénuée de complexes, le ministre de l'Education nationale dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Mieux il va même jusqu'à l'écrire noir sur blanc.

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

PAS banal, un ministre qui, après six mois d'exercice, décide de publier, au Livre de Poche, un recueil de ses discours... Jean-Pierre Chevènement ne recule devant rien. Et surtout pas pour payer de sa personne dans cette grande tâche de rassembleur qu'il semble s'être fixée.

« Apprendre pour entreprendre » reprend donc les grands thèmes de ce que le ministre de l'Education nationale n'hésite pas à appeler « ma pensée ». Son but : « l'affirmation des valeurs fondamentales de l'école de la République ». Ainsi parle-t-il avant tout de cette « conquête du savoir » pour tous sans laquelle la France ne saurait relever les défis de la concurrence internationale.

Ses idées-forces : « L'acquisition des connaissances est un acte libérateur par excellence. Une démocratie vivante a besoin de citoyens éclairés capables de comprendre le monde, d'exercer leur jugement, de raisonner, et de débattre. » Cette éducation à la liberté, le ministre la confie en priorité à l'école publique qui, « malgré d'immenses difficultés souvent accrues par un certain scepticisme nullement innocent, et professé quelquefois jusqu'en son sein même quant à la valeur de sa mission, a su globalement rester la meilleure ».

L'école, conçue comme « matrice de l'unité nationale », se voit ainsi confortée : ni bloquée ni sclérosée, ainsi que les mauvais esprits s'acharnent depuis quelque temps à la décrire. Mais « fer de lance de la modernisation ».

« La matière grise est notre principale matière première. La cultiver est la meilleure façon de préparer l'avenir », répète Jean-Pierre Chevènement. Son souci de réconcilier l'école, ses élèves, leurs enseignants et leurs parents avec la tradition est d'ailleurs constant. Lorsqu'il écrit aux enseignants : « Appuyez-vous sur la tradition mais soyez ouverts à la modernité. » Lorsqu'il cite Jaurès : « Savoir lire, c'est la clef de tout », et explique : « La République est inséparable de la raison et de l'instruction, c'est-à-dire de la lecture et de l'écriture, qui en constituent le sol. Dans le monde moderne, il n'y a de République que dans une cité de lecteurs. » Une phrase qui, peut-être, résume la cohérence de cet attachement à des valeurs positives que certains pourraient croire passées de mode : « l'amour de la connaissance, la sanction du bon travail, le respect de la compétence et de l'autorité du maître ».

Vertus rationnelles, d'une République plus spartiate qu'athénienne, où le bonheur se trouve dans la perspective d'un métier épanouissant, où l'intérêt de l'individu se confond avec celui de la nation, où le sens civique doit s'allier avec les technologies nouvelles pour assurer à tous une « solide formation de base ».

Le monde tel que le décrit Jean-Pierre Chevènement est à la fois riche de passé et riche d'avenir. De Montesquieu à Mendès France, de Descartes à Jules Ferry, il en appelle à renouer avec « la démarche encyclopédique qui consiste à diffuser les lumières pour moderniser le pays ». Le futur est fait de compétition économique, d'exigences scientifiques et techniques. Mais le présent ? Le présent s'efface devant la volonté, cette ardente obligation de l'élitisme républicain.

Un discours qui sans doute oublie — volontairement — les états de crise, les difficultés quotidiennes d'une institution qui ne sait comment maintenir sa mission, tout en répondant à la demande indécise mais violente de ses enfants. Qui oublie aussi que les jeunes d'aujourd'hui restent pour l'instant passablement imperméables à toute exhortation les engageant derrière une bannière tant soit peu collective.

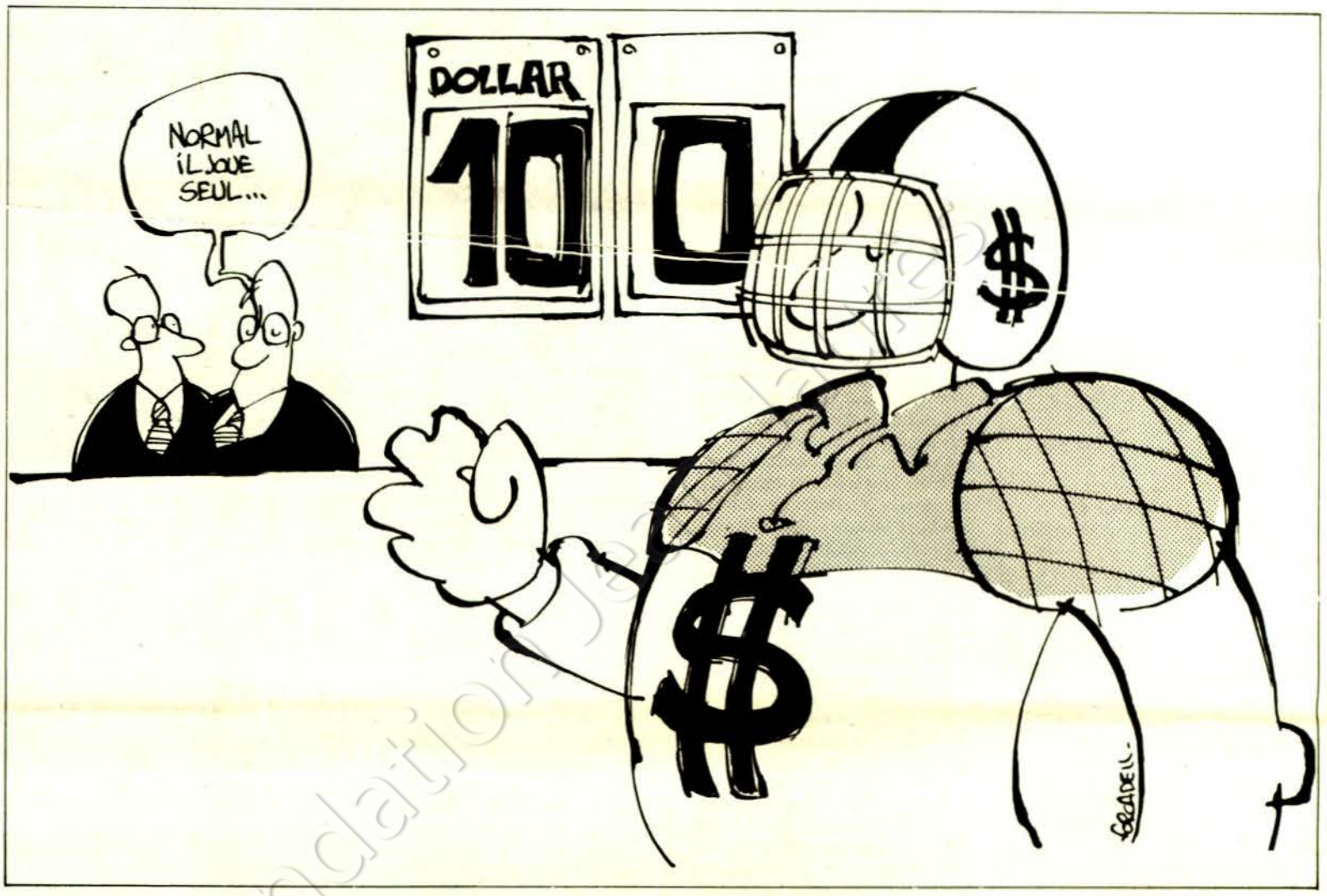
Mais un discours qui doit en satisfaire plus d'un, lorsqu'il réhabilite le sens de l'effort et de la compétition — la nouvelle génération, semble-t-il, ne croit qu'en cela — et lorsqu'il essaie de définir les axes d'un consensus républicain.

Tant pis pour ceux qui, à gauche, bagarrent depuis des années pour que l'école se rénove avec une générosité moins compassée. Mais tant mieux pour les autres, à droite et à gauche, qui, orphelins des bonnes vieilles valeurs françaises, ne savent plus à quelle foi se vouer.

L'EUROPE FACE AU DOLLAR

La France n'est pas aussi durement affectée par le dollar fort qu'on le redoutait. Mais pour Pierre Bérégovoy, un seul remède à la folie verte : plus de croissance européenne et d'Europe monétaire

PAR STEPHEN GERE



« L'EUROPE doit relever le défi de l'économie américaine et de l'économie japonaise. » Pour Pierre Bérégovoy, c'est clair, si le dollar est si fort, c'est aussi parce que la croissance américaine est plus forte que la croissance européenne. Au lieu de se plaindre, que les Européens organisent la riposte, et le dollar ne crèvera plus tous les plafonds.

Un nouveau son de cloche. D'habitude lorsque le dollar franchissait un seuil psychologique, on prenait la mine de circonstance et on se rendait en délégation à Washington. Au dernier franchissement de seuil psychologique, celui des dix francs, l'humeur presque euphorique — alors que l'événement aurait dû imposer le grand deuil — du ministre des Finances en a surpris plus d'un.

Il faut dire que les malheurs du deutsche Mark — plus secoué que le franc par la flambée du billet vert — n'attristent pas les autorités françaises au moment où elle plaident contre Bonn en faveur d'un renforcement du Système monétaire européen.

Revenons d'abord à l'irrésistible ascension du dollar : 6 francs en août 1981, 7 francs un an plus tard, 8 francs à l'été 1983, 9 francs en septembre dernier, enfin 10 francs il y a quelques jours. En son temps, Jacques Delors l'expliquait par une « double demande », la seconde, exceptionnelle, résultant du financement d'un colossal déficit budgétaire américain. Cette explication tient toujours. « Le budget américain est lourdement déficitaire et absorbe une partie de l'épargne mondiale », dit Bérégovoy. Mais il ajoute : « Epargne mondiale qu'il faut rémunérer, à la place des Américains, je serais préoccupé par l'augmentation de leur endettement intérieur. »

Dignes d'une social-démocratie

D'ailleurs les Américains s'en préoccupent. La F.e.d., l'autorité monétaire américaine, beaucoup plus indépendante des pouvoirs publics que la nôtre, est intervenue ces derniers jours sur le marché des changes pour tenter de freiner la hausse du dollar. Pas pour faire plaisir aux Européens, qu'on se rassure ! Mais parce que le déficit budgétaire de l'administration Reagan inquiète Paul Volcker, le président de la F.e.d. En libéral pur et dur, Volcker juge peu orthodoxes des déficits budgétaires dignes d'une social-démocratie.

A cette première explication de l'ascension du dollar, il faut en ajouter une seconde que justifie la persistance de la reprise économique américaine. Pierre Bérégovoy expliquait l'autre jour sur Europe 1 que « les porteurs de capitaux placent volontiers leur argent sur le marché américain, parce que l'économie américaine est jugée prometteuse d'avenir ». Il est vrai que la santé florissante de certains secteurs de l'industrie américaine attire les capitaux à la recherche de grosses rémunérations. En tout, une demande de dollar difficile à satisfaire...

Mais voilà. Comme le dollar est à la fois la monnaie de la première puissance économique, en pleine expansion, et la monnaie d'échange et de réserve du monde entier, tout le monde souffre de ses écarts. Ces monnaies, par exemple, qui doivent soutenir leur cours. C'est d'ailleurs plus le cas du deutsche Mark que du franc. Parce que l'essentiel des transactions de capitaux entre l'Europe et l'Amérique se font entre Francfort et Wall Street, lorsque des capitaux flottants s'investissent en dollars, ils affaiblissent le deutsche Mark. Le deutsche Mark ainsi affaibli, les risques de tensions avec le franc sont réduits. Par contre, si le dollar baissait, le mark remonterait et ferait souffrir le franc. Pierre Bérégovoy, qui remarquait que le D.m. était à 3,05 F contre 3,07 en juillet, ne parie pas sur une baisse du dollar.

Pour le ministre des Finances, il y a bien des solutions. Qu'on « essaie d'une part de reconstruire un système monétaire mondial qui ne repose pas exclusivement sur le dollar » et que « l'Europe organise sa propre croissance économique de telle sorte qu'elle puisse, à son tour, comme elle l'a fait dans les années soixante, attirer les capitaux étrangers ». Ça ne vous rappelle rien ? Williamsburg et 1981 : deux constantes exigences internationales de la France depuis que la gauche est au pouvoir. En 1981, nous avions relancé seul, attendant désespérément que nos « partenaires » européens nous suivent dans cette voie. Au contraire, ils ont, non sans cynisme, profité de cette aspiration de leurs produits et nous ont regardé nous ratatiner. Aujourd'hui, à des degrés divers, la livre et le deutsche Mark souffrent davantage que nous de l'effet dollar. Que dit Pierre Bérégovoy ? Puisque l'essentiel de nos échanges sont intereuropéens, poussons tous ensemble un peu la machine, nos entreprises investiront et des capitaux flottants viendront s'investir chez nous. Comme disait déjà Jacques Delors, il faut que l'Europe parle d'une seule voix. Comme le dit Pierre Bérégovoy, il faut que l'Europe relève les défis américain et japonais.

Et puis souvenez-vous de cette autre revendication, monétaire cette fois, exprimée aux différents sommets des nations industrialisées, à Versailles comme à Williamsburg, par François Mitterrand en solo. Il faut rééquilibrer le Système monétaire international, de manière que nos économies ne souffrent plus des « mouvements erratiques » — c'étaient les mots ! — d'une monnaie, et que les financements soient mieux équilibrés. A l'époque, personne n'a voulu l'entendre. Mais aujourd'hui, on commence à placer de l'E.c.u. Certains pays lancent des emprunts en E.c.u., les Européens eux-mêmes en ont lancé un, de 200 millions, sur le marché japonais, pour le faire connaître. L'Italie envisage même de payer son pétrole en E.c.u. Rien n'est pourtant gagné : au moment où il est question de renforcer le rôle de ce panier des monnaies européennes, Bonn freine des quatre fers.

Une situation monétaire où le Mark n'est pas à la fête et où curieusement le dollar « protège » le franc a certes donné de l'audace à notre ministre des Finances. Mais, à la réflexion, ce contexte ne réussit pas trop mal à la France. « En juillet dernier, nos propres services et le cabinet de Delors nous avaient prévenus, dit-on Rue de Rivoli, qu'une augmentation de 10 % du dollar se traduirait par un demi-point d'inflation et 10 milliards de déficit commercial en plus. Or, nous avons constaté que, par rapport aux prévisions de juillet, l'année s'est achevée avec un demi-point d'inflation et 10 milliards de déficit commercial en moins. » Jacques Delors, on s'en souvient, était toujours très inquiet des effets d'une hausse du dollar sur nos importations. Mais, nous dit-on aujourd'hui, ses experts ont sous-estimé deux choses. D'abord le contre-effet inflationniste d'une hausse du dollar. L'expérience a montré que toute variation des cours du dollar était compensée en partie par une variation en sens inverse des cours des matières premières.

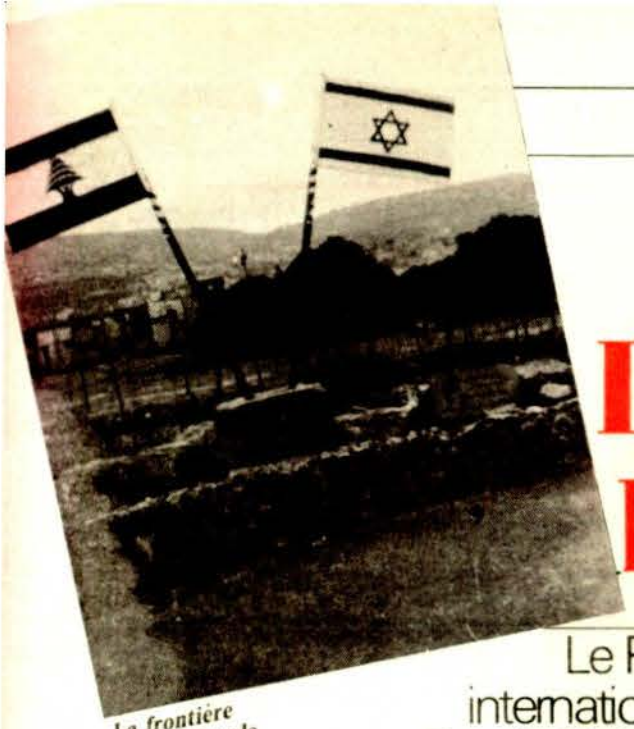
C'est l'Europe qui est faible

En 1973, le premier choc pétrolier faisait suite à une chute du dollar. Ces derniers mois de flambée du dollar ont vu baisser le prix du pétrole et le cours des matières premières. C'est vrai que la facture énergétique, en passant en 1984 de 169 à 187 milliards, a moins augmenté que ne le laissait prévoir la seule hausse du dollar. Donc l'effet inflationniste d'une hausse du dollar n'est pas aussi évident qu'on a pu le croire pendant des années. Ensuite les experts de la direction de la prévision ont sous-estimé la poussée des exportations induite par le dollar. A destination des Etats-Unis, nos exportations de marchandises ont progressé de 28 % en 1983 et de plus de 50 % en 1984 pour atteindre 66 milliards de francs.

Ainsi le taux de couverture de nos importations par nos exportations est passé avec les Etats-Unis de 57 % en 1982 à 71 % en 1983 et à 95 % en 1984. Cela veut dire que notre balance commerciale est pratiquement équilibrée avec ce pays à l'heure actuelle. Si on prend les pays de la zone O.c.d.e., hors C.e.e., qui sont très liés au dollar, notre taux de couverture passe de 73 à 81 % puis à 91 % l'an dernier. Excusez cette énumération fastidieuse, mais ces chiffres illustrent parfaitement la tendance qui se dessine. En revanche, le premier des effets dollar, celui-là imparable autant que coûteux, c'est le renchérissement de notre dette extérieure dans la mesure où une partie s'exprime en dollars. Des préoccupations subsistent, même si les conséquences de l'escalade ininterrompue du billet vert ne sont pas aussi dramatiques qu'on le pensait.

De toute façon, pour Ronald Reagan, les Européens, en particulier, n'ont à s'en prendre qu'à eux : « Le vrai problème, déclarait-il récemment, ce n'est pas la force du dollar, mais la faiblesse des autres monnaies. » Et c'est pourquoi le président des Etats-Unis ne sera peut-être pas excessivement surpris d'entendre Pierre Bérégovoy, quoique socialiste, aller dans le même sens que lui en disant à ses confrères européens : le dollar est trop fort ? Faisons ensemble une croissance américaine et donnons à l'E.c.u. les moyens de devenir une « véritable monnaie européenne ». Vous verrez, tout ira mieux. ●

Fondation Jean Jaurès



La frontière internationale entre Israël et le Liban.

PROCHE-ORIENT : ISRAEL SUR LA VOIE ETROITE DE LA PAIX

Le Proche-Orient est à nouveau à la une de l'actualité internationale. Que peut-il se passer après l'évacuation du Liban ? Claude Estier vient de passer une semaine en Israël où il a rencontré Shimon Pérès et de nombreux dirigeants israéliens et des Arabes de Cisjordanie qui lui ont donné leurs réponses à cette question

PAR CLAUDE ESTIER

APRÈS plusieurs mois d'une situation bloquée, les choses semblent à nouveau en train de bouger au Proche-Orient. Plusieurs signes en attestent qui créent peu à peu un contexte assez différent de celui que l'on connaissait encore à la fin de l'année dernière : d'abord la décision israélienne d'évacuer le Sud-Liban, ensuite l'accord intervenu entre le roi Hussein et Yasser Arafat pour poursuivre une action commune, enfin le réengagement dans la région, encore prudent mais incontestable, des Etats-Unis qui s'étaient eux-mêmes mis sur la touche il y a juste un an après l'évacuation peu glorieuse de leurs « marines » de Beyrouth.

Commençons par l'actualité la plus immédiate, celle qui a largement dominé les entretiens que je viens d'avoir pendant une semaine en Israël. Ce lundi, s'est achevée la première étape de l'évacuation par l'armée israélienne du Sud-Liban. Cette décision de retrait que Shimon Pérès a réussi à obtenir le 14 janvier du gouvernement d'union nationale qu'il préside, malgré l'opposition de la droite du Likoud (1), est conforme aux engagements pris par les travaillistes lors des élections de l'an dernier. Elle est largement approuvée, plusieurs sondages l'ont confirmé, dans la population comme dans l'armée. Un député du Likoud, qui y était opposé, a reconnu devant moi qu'il était pratiquement impossible de ne pas la prendre. Il reste que ce retrait, sans qu'aucune garantie n'ait été obtenue pour la suite, sanctionne ce qui est, pour la première fois, un échec de l'armée israélienne. Certes, un porte-parole de l'armée, interrogé à ce sujet, me dira que l'objectif consistant à chasser les Palestiniens et à faire qu'ils ne dominent plus la réalité libanaise a été atteint.

« Revenir à la maison »

Mais l'ambition de Menahem Begin et d'Ariel Sharon, lorsqu'ils se sont lancés en 1982 dans la guerre du Liban, allait bien au-delà. Pour la première fois, l'armée israélienne, dont les exploits antérieurs étaient toujours fondés sur la rapidité d'action, s'est enlisée dans une guerre longue qui lui a causé de nombreuses pertes — plus de 600 soldats tués et plusieurs milliers blessés — et qui a laissé dans l'opinion un goût d'amertume, en particulier après les massacres dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila.

« Il était temps que nos soldats reviennent à la maison. Nous n'avions plus rien à faire au Liban et surtout pas la police entre les différentes communautés libanaises », m'ont dit d'une même voix plusieurs interlocuteurs israéliens, parmi lesquels le directeur du ministère des Affaires étrangères, David Kimche, qui ajoute : « Nous avons donné cinq semaines au gouvernement libanais pour qu'il prenne les choses en main. Nous espérions qu'il inviterait la F.i.n.u.l. (2) à prendre position dans la zone évacuée par nous. Il ne l'a pas fait, car les Syriens ne veulent pas qu'une force internationale puisse s'interposer. »

Il reste que de grandes inquiétudes demeurent sur ce qui va se passer pendant les différentes phases de l'évacuation. L'armée libanaise est-elle en mesure de contrôler la situation ? Que vont faire les chiites qui sont la communauté la plus nombreuse dans cette partie du Liban ? Toutes sortes d'affrontements sont possibles, y compris entre Palestiniens favorables à Yasser Arafat, qui semblent en majorité dans les deux camps de la région de Saïda, et Palestiniens pro-Syriens, prêts, semble-t-il, à en découdre à nouveau. L'accueil triomphal reçu dimanche par le président Gemayel à Saïda rendu à l'administration libanaise est peut-être un bon signe, mais l'euphorie qui a rassemblé à cette occasion les différentes communautés libanaises est-elle durable ?

En admettant que tout se passe bien, que l'évacuation s'achève, sans doute en septembre, suivant le plan prévu, on sera tout simplement revenu à la case départ. La frontière nord de la Galilée ne sera pas plus en sécurité qu'avant. C'est encore le porte-parole de l'armée qui l'admet : « L'armée israélienne devra remplir sa mission de défendre les positions dans cette zone comme elle l'a fait dans le passé, si elles sont à nouveau attaquées. » Mais l'on imagine facilement que si de nouvelles attaques se produisent contre les villages et les kibboutzim de Galilée, les faucons du Likoud reprocheront à Pérès d'avoir abandonné le terrain et en feront un nouveau thème d'agitation politique.

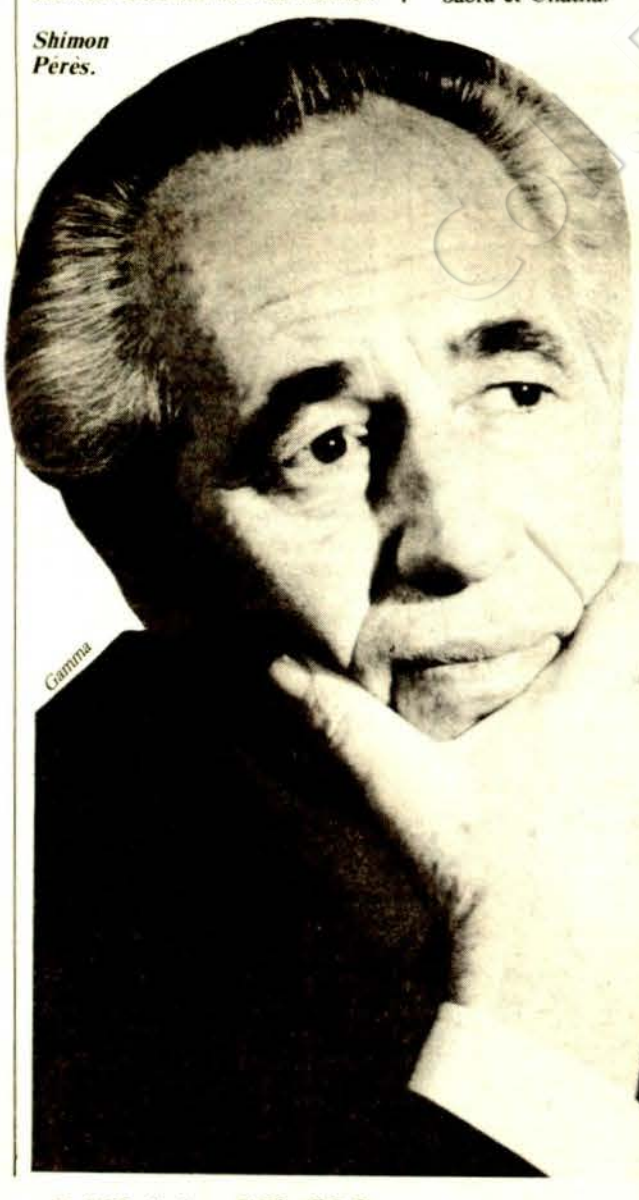
Regard vers le Caire

Ce n'est cependant pas par un mouvement d'humeur que le Premier ministre a pris la responsabilité du retrait du Liban. Cette décision s'inscrit dans une stratégie qu'il explique clairement (*cf. l'interview ci-contre*) et qui vise, dans un second temps, à créer un nouveau type de relations entre Israël d'un part, l'Egypte et la Jordanie d'autre part. L'ancien chef de la diplomatie israélienne, Abba Ebban, qui préside aujourd'hui la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, m'a confirmé mot pour mot cette stratégie. La question est de savoir si elle est susceptible de se concrétiser dans les prochains mois. Du côté du Caire on se montre très circonspect, mais le ministre égyptien des Affaires étrangères, Esmat Abdel Meguid, que j'ai rencontré à Paris aussitôt après mon retour de Jérusalem, m'a semblé pleinement conscient de la différence entre la politique de Pérès et celle du Likoud, et ne m'a pas caché que cette différence serait prise en compte dans les prochaines démarches de son pays. Il n'est pas indifférent de noter qu'il tenait ces propos en revenant de Washington, où il était allé préparer le voyage qu'y effectuera le mois prochain le président Moubarak, lequel, sur le chemin des Etats-Unis, fera escale à Paris pour s'entretenir avec François Mitterrand.

Le problème pour Shimon Pérès est que le fragile équilibre du

(suite en page 9)

Shimon Pérès.



Gamma

Départ des troupes israéliennes de Metula.



A.f.p.

Le président Gemayel à Saïda.



Shimon Pérés: "En vingt mois, on peut faire beaucoup de choses"

Ce jour-là, Shimon Pérès est retenu à la Knesset par un débat sur le problème des implantations en Cisjordanie. Il nous reçoit donc dans le bureau qui lui est réservé au premier étage du bâtiment du Parlement. Avant même la moindre question, il évoque son récent séjour en France, l'accueil chaleureux qu'il a reçu de François Mitterrand et du gouvernement français, l'impact que cette visite a eu en Israël. Venant après le voyage de François Mitterrand à Jérusalem, on a maintenant retrouvé les grands moments des relations entre la France et Israël.

« L'UNITE » : Quels prolongements ?

SHIMON PERES : Sur plusieurs plans. La négociation se poursuit pour la fourniture à Israël de deux centrales nucléaires ; des projets sont en cours pour développer notre coopération technologique et scientifique ; enfin nous comptons beaucoup sur le rôle que la France peut jouer au Liban.

Nous voici donc directement au cœur du problème le plus brûlant. Cette semaine, mettant en œuvre la décision prise le 14 janvier par le gouvernement, l'armée israélienne a évacué la région de Saïda, première étape de son retrait du Sud-Liban. Comment le Premier ministre voit-il la suite des événements ?

SHIMON PERES : La décision d'évacuer le Sud-Liban a été prise par le gouvernement à la majorité de 16 voix contre 6 (6 ministres du Likoud dont le vice-président



Claude Estier et Véronique Neiertz reçus par Shimon Pérès.

Isztak Shamir, ministre des Affaires étrangères, et l'ancien ministre de la Défense, Ariel Sharon). J'espère garder cette majorité jusqu'à la fin du processus qui doit se faire en trois étapes, la première étant achevée le 18 février. Pour les deux autres, nous n'avons pas fixé de dates intermédiaires, mais tout doit être terminé dans quelques mois. Au plus tard à l'automne, les 13 000 ou 14 000 soldats israéliens qui sont actuellement au Liban seront rentrés chez eux.

– Pensez-vous que cette évacuation puisse se dérouler sans accroc ?

– La difficulté, c'est que nous ne sommes pas arrivés, lors des négociations à Nagoura, à obtenir des Libanais un accord sur le transfert des zones évacuées. Les Libanais ne font rien sans l'accord des Syriens, et ceux-ci sont actuellement très nerveux.

– Est-il absurde d'imaginer un accord avec la Syrie ?

– Avec la Syrie, il est toujours extrêmement difficile de discuter. Mais l'accord est possible. Nous en avons déjà fait l'expérience. Avec les Libanais, c'est un plaisir de discuter, mais il n'y a jamais d'accord, car ils se surveillent les uns les autres. En fait, la Syrie qui veut le leader-ship dans la région est inquiète de ce qui pourrait se passer après notre départ du Liban et, notamment, de l'éventualité d'un rapprochement entre nous, l'Egypte et la Jordanie. Pourtant, si Hafez el Assad a une stratégie dure, il utilise souvent une tactique modérée. C'est un militant mais capable de réalisme. Il est plus laïque que religieux, et en ce sens il est très différent de Kadhafi !

– Vous avez parlé de l'Egypte. Espérez-vous une réactivation de vos relations avec Le Caire qui se sont refroidies après l'invasion du Liban ?

– Nous attendons un geste du côté égyptien. Mais, pour l'instant, rien ne vient. L'Egypte est aujourd'hui partagée entre deux tendances : d'un côté, elle cherche à retrouver sa place dans le monde arabe, ce qui suppose de maintenir des relations froides avec Israël. Mais, d'un autre côté, elle veut aussi se rapprocher des Américains, ce qui implique qu'elle conserve de bons rapports avec nous. Si vous permettez une anecdote, je dirai que l'Egypte est un peu comme cette mère juive qui a deux enfants dont l'un est habillé avec des vêtements d'hiver, l'autre avec des vêtements d'été et qui ne sait pas si elle doit prier pour qu'il fasse froid ou pour qu'il fasse chaud.

– Et la Jordanie ? Que pensez-vous des initiatives du roi Hussein ?

– Il a fait une proposition devant le Conseil national palestinien à Amman : que l'on prenne la résolution 242 de l'O.n.u. comme base de négociation pour une conférence internationale. Je n'ai pas d'espoir que l'O.l.p. accepte vraiment cette proposition. Yasser Arafat est avant tout préoccupé de préserver l'unité de son organisation. Il va continuer sans faire aucun choix (1).

– Quelle est la signification de votre visite au maire arabe de Bethléem, Elias Freij, à Noël dernier ?

– C'était une démonstration de bonne volonté de me rendre à cet endroit le jour de la fête des chrétiens. Ce geste a eu beaucoup d'impact parmi les Arabes, car c'est la première fois qu'un Premier ministre leur rendait visite dans une telle circonstance. Je crois qu'Elias Freij cherche vraiment la paix. Mais il n'ose pas prendre d'initiative par crainte de représailles de l'O.l.p. Il est cependant de ceux qui pourraient le cas échéant représenter les Palestiniens dans une délégation avec les Jordaniens.

Cette phrase sera la seule par laquelle Shimon Pérès évoquera, au moins indirectement, l'éventualité d'une future négociation. Sa prudence s'explique : le gouvernement d'union nationale qu'il dirige est-il en mesure d'avancer dans une telle direction alors que la plupart des ministres du Likoud s'y opposent ?

– En cinq mois, ce gouvernement a déjà réalisé des progrès dans quatre domaines :

- le Liban avec la décision d'évacuation ;
- l'élaboration d'une politique plus libérale en Cisjordanie (notamment en ce qui concerne les investissements arabes et la liberté de circulation) ;
- les premières réformes économiques ;
- l'apparition d'un nouveau style politique en Israël avec la substitution d'un vrai débat aux divisions extrêmes dans lesquelles était tombé le pays. Mais tout cela est très difficile à conduire. Chaque dimanche au Conseil des ministres, je compte les ministres au début et à la fin pour voir s'ils sont toujours tous là !

– En fin de compte, êtes-vous optimiste ou pessimiste ?

– Je suis très optimiste. Quand nous aurons achevé l'évacuation du Liban, nous pourrons, je l'espère, faire quelque chose avec les Egyptiens. Après quoi nous nous retournerons vers la Jordanie. Mais l'évacuation du Liban ne dépendait que de notre propre décision. Le reste dépend aussi des autres...

– Vous n'avez pas beaucoup de temps avant de rendre la direction du gouvernement au Likoud...

– C'était pour 25 mois. Il en reste 20. On peut faire beaucoup de choses en 20 mois !

(Propos recueillis par Claude Estier)

(1) Cet entretien avec Shimon Pérès a eu lieu juste avant l'annonce d'un accord entre le roi Hussein et Yasser Arafat sur une formule d'action commune qui ne semble d'ailleurs pas faire explicitement mention de la fameuse résolution 242 jusqu'ici rejetée par les Palestiniens, car elle ne parle d'eux qu'en termes de « réfugiés ». Interrogé sur cet accord, Shimon Pérès a réagi avec prudence, jugeant nécessaire d'attendre quels peuvent en être les développements. Il a cependant ajouté que même s'il représentait un pas en avant, il ne constituait pas à ses yeux une base suffisante pour des négociations de paix. Pour le Premier ministre israélien, Yasser Arafat reste un « obstacle à la paix », car « il n'est pas prêt à reconnaître l'Etat d'Israël, pas plus que la résolution 242 ». Si le Conseil exécutif de l'O.l.p. réuni à Tunis a finalement approuvé l'accord d'Amman il n'a effectivement fait aucune ouverture sur ces deux points.



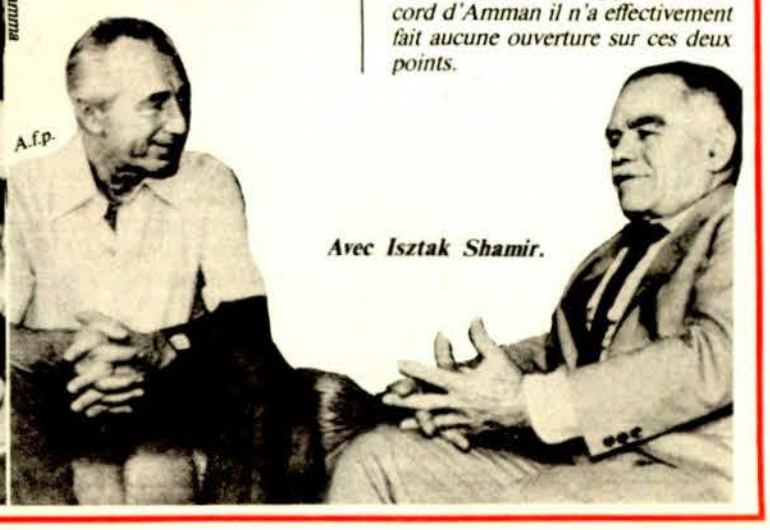
A.f.p.

Yasser Arafat et le roi Hussein de Jordanie.

Le Premier ministre israélien avec le maire arabe de Bethléem, Elias Freij, à Noël dernier.



Gamma



A.f.p.

Avec Isztak Shamir.

L'accord Jordano-palestinien

L'accord jordano-palestinien d'Amman n'a pas été rendu public officiellement. Selon certaines sources, il comporterait les points suivants :

« Le gouvernement du royaume Hachémite de Jordanie et l'O.l.p. sont d'accord pour agir ensemble en vue d'un règlement de paix juste de la question du Proche-Orient et de mettre fin à l'occupation israélienne des territoires arabes occupés, y compris Jérusalem, conformément aux principes suivants :

1) Echange des territoires contre la paix, tel que cela est prévu dans les résolutions des Nations unies, y compris celles du Conseil de sécurité.

2) Droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Les Palestiniens exerceront leur droit à l'autodétermination lorsque les Jordaniens et les Palestiniens pourront réaliser cela dans le cadre d'une confédération arabe qui sera établie entre les Etats jordanien et palestinien.

3) Solution du problème des réfugiés conformément aux résolutions des Nations unies.

4) Solution de tous les aspects de la question palestinienne.

5) En vertu de ces principes les négociations de paix se dérouleront à l'ombre (traduction littérale) d'une conférence internationale à laquelle participeront les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité et les autres parties au conflit, y compris l'O.l.p., seul représentant légitime du peuple palestinien, au sein d'une délégation commune. »

(suite de la page 7)

gouvernement d'union nationale, au sein duquel le Likoud dispose en quelque sorte d'un droit de veto, l'oblige à la plus extrême prudence. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les socialistes de gauche du Mapam ont quitté la coalition qu'ils formaient depuis plusieurs années avec les travaillistes (« l'alignement ») et ont refusé de participer à ce gouvernement. Ils restent sceptiques sur la capacité de celui-ci à s'engager vraiment dans une politique nouvelle. Mais ils reconnaissent que, depuis cinq mois, le Premier ministre a fait preuve d'habileté et que son image dans l'opinion publique s'est nettement améliorée.

Les Arabes d'une même voix

Que se passera-t-il si, sous l'influence du roi Hussein, l'O.l.p. de Yasser Arafat concrétise publiquement les positions plus nuancées que ses porte-parole expriment en privé ? Shimon Pérès continue de rejeter toute idée de négociation avec l'O.l.p., mais ce serait une position plus dure à tenir si Arafat se décidait à prendre à l'égard du problème de la reconnaissance de l'Etat d'Israël les initiatives que lui conseillent les dirigeants arabes modérés. Il est, en tout cas, d'ores et déjà difficile, sinon impossible, de trouver des interlocuteurs palestiniens qui acceptent de se désolidariser de l'O.l.p. Les personnalités de Cisjordanie que j'ai rencontrées ont toutes été formelles sur ce point. Par exemple, Karim Hallaf, ancien maire de Ramallah, destitué en 1982 par le gouvernement Shamir parce qu'il refusait de traiter avec une administration civile israélienne (les Arabes de Cisjordanie considèrent qu'il s'agit de territoires « occupés », alors que les Israéliens parlent de territoires « administrés »).

« Je connais Arafat depuis des années, m'a-t-il dit. C'est un modéré. Il est prêt à négocier avec tous ceux qui le voudront. 90 % des Arabes ici sont avec lui. »

Sur l'objectif des négociations, Karim Hallaf est clair : « Il s'agit de créer un Etat palestinien qui pourrait ensuite se fédérer avec la Jordanie. Un tel Etat ne menacerait pas Israël qui est assez fort pour se défendre en cas de besoin. Nous appuyons la proposition de Hussein d'une conférence internationale sous l'égide de l'O.n.u. Elle devrait réunir les cinq membres permanents du Conseil de sécurité — la France peut jouer un rôle important dans cette négociation — et les pays de la région. Et il faut arriver à l'autodétermination des Palestiniens.

— Mais vous savez bien que rien n'est possible si l'O.l.p. n'accepte pas de reconnaître Israël.

— Nous sommes prêts à reconnaître Israël si Israël nous reconnaît.

Pourquoi ce petit pays de Cisjordanie ne serait-il pas la patrie des Palestiniens ?

Et il ajoute : « Le peuple israélien est pour la paix. Nous vivons avec les juifs. Il y a des extrémistes dans les deux camps, mais nous sommes contre la violence des uns et des autres. On nous demande de modifier la charte de l'O.l.p. Nous y sommes prêts, mais Israël est-il prêt à rendre les territoires ?

C'est également, à peu de chose près, ce que dit le maire de Bethléem Elias Freij, le seul maire arabe à n'avoir pas été destitué et qui, de ce fait, est apparu un temps quelque peu suspect aux yeux des autres. Lui aussi est aujourd'hui proche de l'O.l.p., et Shimon Pérès ne l'ignorait pas en allant lui rendre visite à Noël dernier.

Dialogue de sourds ? Peut-être. Mais j'ai entendu les mêmes propos dans la bouche de tous les Arabes que j'ai rencontrés, y compris de ceux qui, vivant à l'intérieur des frontières d'avant 1967, sont des citoyens israéliens et entendent le rester — ils l'affirment avec force — même si existe demain l'Etat palestinien qu'ils appellent eux aussi de leurs vœux.

Un climat nouveau

Pourtant, en dépit des résistances et même des provocations des ultras, tel le rabbin raciste Meïer Kahane, qui poussent toujours à développer les implantations de colons israéliens en Cisjordanie — il y en a maintenant près de 50 000 installés dans les territoires occupés, et le gouvernement vient de décider six nouvelles implantations pour cette année —, l'idée qu'il faudra bien, d'une manière ou d'une autre, reconnaître les droits nationaux des Palestiniens fait peu à peu son chemin en Israël. Un exemple : le Centre international pour la paix au Proche-Orient qui prône le dialogue entre juifs et Palestiniens et qui a eu longtemps une activité marginale bénéficie aujourd'hui du soutien actif d'une trentaine de membres de la Knesset, parmi lesquels des personnalités aussi en vue qu'Abba Ebban. Et si le petit groupe des députés « pacifistes » conduit par le général Matti Peled a encore provoqué quelques remous ces jours derniers en allant rencontrer Yasser Arafat à Tunis, l'ancien ministre de la Défense de Begin, Ezer Weizman, qui est ministre sans portefeuille, chargé des « questions spéciales » dans le gouvernement Pérès, n'a pas fait scandale quand il a déclaré qu'il était prêt à rencontrer Yasser Arafat, si celui-ci reconnaît au préalable l'existence de l'Etat d'Israël, et qu'il était prêt à parler de coexistence avec lui ou avec tout autre dirigeant palestinien représentatif qui admettrait explicitement les résolutions 242 et 338 des Nations unies. Or, Weizman n'est pas n'importe qui : il jouit dans le pays d'un grand prestige, notamment pour avoir été l'un des principaux artisans des accords de Camp David avec l'Egypte.

Si elle est encore lourde d'incertitudes, la stratégie de Shimon Pérès correspond donc à l'amorce d'une situation nouvelle dont il espère qu'elle va se développer dans le courant de cette année. Mais même s'il n'en parle pas directement, il est tout à fait conscient qu'il ne pourra pas aller beaucoup plus loin avec le gouvernement actuel dont il souligne lui-même la fragilité. Il n'est donc pas sorcier de deviner — c'est en tout cas l'analyse que j'ai entendue dans la bouche du député Elazar Granot qui vient d'être élu secrétaire général du Mapam — qu'il va s'efforcer au cours des prochains mois de créer un climat plus favorable, permettant des élections anticipées qui lui donneraient cette fois une véritable majorité.

Mais ce climat plus favorable ne résultera pas seulement d'un bon déroulement du processus d'évacuation du Liban ni même d'un réchauffement des relations avec l'Egypte. Comptera aussi pour beaucoup l'amélioration de la situation économique qui préoccupe grandement les Israéliens. Un accord avec les syndicats de la Histadrut (3) et le patronat a permis au cours des trois derniers mois de faire tomber l'inflation de 30 % mensuels à seulement 3,7 %. Mais cela n'a été possible que par des moyens artificiels, et il reste à savoir ce que donnera le nouvel accord qui vient d'être conclu pour cinq mois. Le secrétaire général de la grande centrale syndicale, Israël Kessar, qui est également député travailliste à la Knesset, ne m'a pas caché, en brossant un large tableau de la situation, que les salariés n'accepteraient pas longtemps de faire les frais de la politique de rigueur que Shimon Pérès a dû mettre en œuvre pour faire face aux conséquences de la gestion désastreuse du Likoud.

C'est donc bien dans une voie étroite que s'engage Shimon Pérès. Elle comporte beaucoup d'inconnues et aussi beaucoup de paris. L'un de ceux-ci se fonde sur l'idée que les Américains vont à nouveau jeter leur poids dans la balance pour tenter de favoriser un règlement au Proche-Orient. Cela les amènerait, d'une part, à se montrer compréhensifs au plan économique et financier à l'égard de l'actuel gouvernement à direction travailliste, considéré à juste titre comme moins intransigeant que le Likoud, d'autre part, à faire pression sur les pays arabes modérés pour qu'ils entraînent eux-mêmes les Palestiniens dans une approche plus réaliste. Tant d'espoirs ont été déçus ces dernières années qu'il convient bien sûr de se garder de toute illusion. Il m'a pourtant semblé, au cours de ce séjour à Jérusalem et à Tel-Aviv et aussi en Galilée et dans la région du Golan, que nombre d'Israéliens seraient prêts aujourd'hui à quelques sacrifices qu'ils étaient assurés, au bout de la route, d'y trouver la paix. ●

(1) *Le gouvernement d'union nationale dispose à la Knesset d'une majorité théorique de 97 députés sur 120. Mais le Likoud qui est lui-même une coalition n'est pas homogène : il compte des libéraux, mais aussi les « durs » du Herut et les représentants des petits partis religieux, qui restent catégoriquement hostiles à toute restitution des territoires occupés en 1967.*

(2) *Force intérimaire des Nations unies au Liban. Le contingent français représente 30 % de cette force.*

(3) *La centrale syndicale unique Histadrut est à la fois proche et indépendante du Parti travailliste et du Mapam. Mais elle constitue une puissance considérable gérant directement le quart de l'économie israélienne.*



Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (195 F)***

★ ***abonnement d'un an (290 F)***

★ ***abonnement « spécial cantonales » (dix numéros : 60 F)***

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.



Profitez des vacances pour gagner au TAC O TAC !

C'est le jeu de l'année ! Partout en France des milliers de joueurs, gagnent à chaque instant; car, avec le **TAC O TAC,** vous avez deux chances de gagner.
Une chance au grattage : si une somme apparaît vous l'avez déjà gagnée et vous serez payé sur place.

Une deuxième chance au tirage qui a lieu un mercredi sur deux et vous permet de gagner le gros lot.
Vous pouvez gagner sur les deux parties du billet : jusqu'à 10.000 F au grattage, jusqu'à 4.000.000 F au tirage télévisé.

Le **TAC O TAC** de la Loterie Nationale, c'est le jeu à deux chances,

une chance au grattage
une chance au tirage.

TAC O TAC



POLOGNE

Une répression à la soviétique

Serait-ce à nouveau l'état de guerre sans le dire à Varsovie ? Après l'amnistie et le procès, unique dans les pays socialistes, des assassins du Père Popieluszko, lourd retour du bâton avec – audace inconnue depuis 1981 – Lech Walesa menacé de poursuites judiciaires et trois parmi les plus prestigieux leaders de Solidarité, Wl. Frasyniuk, B. Lis, et A. Michnik, incarcérés et sous inculpation.

Difficile en vérité, mais non impossible, de saisir la logique déroutante de ce pouvoir écartelé : d'un côté, le délabrement économique auquel il veut parer par l'appel – satisfait – au F.m.i. (d'où le procès « démocratique » de Torun), de l'autre, une absence véritable de marge de manœuvre vis-à-vis de Moscou, pressant sans cesse ce « bâtard » à la « normalisation ».

Après une récente augmentation brutale des produits de base, la proximité d'une nouvelle hausse légitimait largement Solidarité dans son appel, assez symbolique, à un arrêt de travail d'un quart d'heure le 28 février, prétexte à la répression. La facture économique est pourtant si lourde en effet que la population, soumise aux cartes d'alimentation, avait, auparavant, du fait de la pénurie, plus d'argent que de coupons utilisables : c'est aujourd'hui le contraire et l'argent qui manque !

Mais c'est surtout l'impuissance de Jaruzelski à faire avancer la normalisation, promise pour 1986, qui l'exaspère. D'autant qu'après le fiasco des élections municipales de 84 (40 % d'abstentions), la campagne déjà engagée par T.k.k. (direction clandestine de Solidarité) contre la participation aux législatives de juin 85, présage un nouveau boycott. Enfin le procès de Torun « a énervé l'appareil politico-policier » (Kuron) et quelque peu terni l'autorité du pouvoir vis-à-vis de ses troupes. De là sa furieuse démangeaison de faire contrepoids par une répression, cette fois sans faiblesse, contre l'opposition.

On ira au besoin jusqu'à la provoquer en s'en prenant sélectivement à ses leaders afin de lui casser l'échine. Et de plus, on le constate, en soviétisant ses méthodes au quotidien, rendues plus perverses et nocives par des mesures d'interdit du travail ou de logement. Osera-t-on s'attaquer effectivement à Walesa ? De sa part, en tout cas, c'est le défi ! Non content de braver le procureur lui signifiant de cesser ses activités (le prix Nobel de la Paix a au contraire flétri une lâche répression et annoncé froidement que l'action du 28 n'était que « le début d'une contre-offensive »).

« Les arrestations, ont déclaré Walesa et Kuron, ont démontré que l'amnistie n'était qu'un épisode destiné qu'à tromper l'opinion. » Mais si, le jour même du verdict de Torun, l'agence Tass accusait les prêtres polonais de transformer les offices en « manifestations antisocialistes et antisoviétique », on peut craindre désormais que le procès Popieluszko ne soit également pour l'Eglise qu'un épisode fallacieux. Car, face aux déchaînements des services spéciaux varsoviens utilisant les classiques et pires méthodes de provocation soviétiques contre des prêtres de base, le primat de l'épiscopat, Glemp, pourtant modéré, a dû, pour éviter tout détachement de sa base, sommer le pouvoir d'en finir.

Les surenchères internationales de l'U.r.s.s. à l'heure de Genève expliqueraient-elles les pressions redoublées de Moscou sur un Jaruzelski dont les velléités nationalistes sont le cadet des soucis ? « Aidez-nous à libérer nos dirigeants et tous les prisonniers politiques – dont 80 sont restés en prison malgré l'amnistie », appelle le comité Solidarnosc à Paris. Avec notre aide, un combat exemplaire continue dont rien n'annonce l'essoufflement.

Jean LIBERMAN

EUROPE

Le rôle de la gauche

Créée au lendemain de la guerre, l'organisation française de la gauche européenne rassemble des gens de gauche, militants ou non d'un parti, syndicalistes, membres d'association qui ont décidé de s'engager activement dans la construction d'une Europe réellement communautaire. Connaissant une activité en dents de scie, elle avait perdu quelque peu de sa vitalité ces dernières années. C'est donc pour trouver un nouveau souffle qu'elle vient de tenir à Strasbourg un congrès de « relance », présidé par Gérard Jaquet.

Les débats ont surtout permis d'approfondir la réflexion sur une Europe en crise. Parmi les nombreux problèmes rencontrés par la C.e.e., Henry Saby, président du groupe socialiste français au Parlement européen, remarque notamment que « l'Europe a accumulé un retard technologique et industriel », qu'« il n'y a pas de politique d'investissement financier dans les grands secteurs d'avenir ». Jean-Paul Bachy, également député socialiste européen, souligne « le retard de l'Europe au niveau des connaissances, notamment dans l'enseignement supérieur ».

Les solutions pour surmonter la crise et renforcer les positions de l'Europe ? « Il faut harmoniser les politiques sociales », recommande Bachy. Même si l'élargissement pose des problèmes, il faut saisir cette occasion pour « faire émerger une identité européenne », explique Saby, pour qui, de toute manière, « un sursaut est absolument nécessaire ». En matière de politique étrangère, Jacques Huntzinger, secrétaire national du P.s. aux affaires internationales, préconise « plus de dynamisme dans la politique de l'Europe en direction du bassin méditerranéen et de l'Afrique ». Il en conclut que la politique étrangère de la C.e.e. doit passer par des institutions plus efficaces. Sur ce point, le congrès est unanime. Le problème majeur de la C.e.e. réside dans les carences de ses institutions, souligne Patrick Martin, membre du bureau de la gauche européenne, pour y remédier celle-ci compte sur deux hommes : François Mitterrand et Jacques Delors. Le premier parce que, lors de son discours devant le Parlement européen, le 24 mai 1984, il s'est déclaré favorable à l'inspiration du projet de traité d'union européenne (projet Spinelli), faisant des propositions dans ce sens. Le second parce qu'il se trouve à la tête de la Commission.

Mais sans doute faut-il également une prise de conscience de l'identité européenne parmi les peuples de la C.e.e., ce qui est loin d'être le cas. Pour la favoriser, l'organisation française de la gauche européenne considère qu'elle a un rôle primordial à jouer dans le pays. C'est pourquoi, à Strasbourg, elle a décidé de renforcer ses structures locales et régionales et de les doter d'une meilleure cohérence.

J.-P. B.

ELARGISSEMENT

Ça coince...

Jusqu'à ces derniers jours, on faisait officiellement semblant de croire dans les capitales occidentales que l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.e.e. aurait bien lieu à la date prévue du 1er janvier 1986. Il est maintenant vraisemblable, sinon certain, que cette échéance ne pourra pas être respectée. Le bon déroulement des négociations bilatérales franco-espagnoles à la fin de l'an dernier avait laissé penser que les principaux obstacles étaient levés et que ceux qui restaient pourraient l'être au Conseil européen de mars. Mais il est apparu soudain que d'autres pays, qui s'abritaient jusque-là derrière les objections françaises, ne montraient guère d'enthousiasme à voir l'Espagne rejoindre le Marché commun. Au cours de sa visite à Madrid, les 15 et 16 février, le Premier ministre italien Bettino Craxi, président en exercice de la Communauté pour le présent semestre, n'a pas dissimulé son scepticisme quant à un déroulement heureux des négociations. Et Felipe Gonzalez a affirmé de son côté que si l'Espagne demeurait fermement candidate à l'adhésion, elle n'était pas prête à payer n'importe quel prix économique.

C'est dans ce climat à nouveau assombri que les ministres des Affaires étrangères des Dix se sont retrouvés lundi à Bruxelles avec leurs collègues espagnol et portugais et ont repris les dossiers en souffrance, qui concernent notamment la pêche, l'agriculture (notamment à propos du vin, du sucre, de l'huile d'olive et des fruits et légumes) et les prestations sociales. Il est peu probable que l'ensemble de ces questions puissent être tranchées au Conseil européen des 30 et 31 mars et, dans ce cas, la date du 1er janvier ne pourrait plus être tenue en raison du délai nécessaire pour la ratification de l'élargissement par l'ensemble des Parlements des douze pays concernés.

A.V.

● ***Le cercle Bernard Lazare et la revue « Esprit » organisent une table ronde sur le thème « Aspects du terrorisme contemporain », le 28 février à 20 h 30 au nouveau siège du cercle, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 271.68.19.***



« ESPOIR-ETHIOPIE »

Dans le cadre de l'aide à l'Ethiopie, des O.n.g. (Organisations non gouvernementales), parmi lesquelles Solidarités Internationales, se sont regroupées pour une opération « Espoir-Ethiopie ». Ces organisations entendent associer urgence et développement. C'est la raison pour laquelle outre les céréales, des vêtements, des couvertures et des tentes seront envoyés simultanément des camions-citernes pour le transport de l'eau ainsi que des semences et du petit matériel agricole. Compte tenu de l'extrême précarité dans laquelle se trouvent la plupart des camps de réfugiés, la volonté des intervenants est de tout faire pour que les enfants, les femmes et les hommes qui s'y trouvent puissent le plus rapidement possible se reprendre en charge. Une partie de ces semences et du matériel agricole traditionnel seront distribués à certains de ces réfugiés qui pourront, avec l'aide des autorités gouvernementales, s'installer dans des régions moins touchées par la sécheresse et retrouver une activité agricole.

La contribution que nous vous proposons d'apporter sera donc utilisée à ce type d'aide. La première région concernée par cette opération est le Tigre.

Des précisions complémentaires sur les camps et les villages bénéficiaires seront apportées ultérieurement, étant entendu qu'une telle situation de détresse rend impossible toute programmation à moyen terme : c'est au jour le jour que les différentes organisations représentées sur place essaient de répondre aux divers besoins dramatiques.

Pour tout renseignement, contacter SOLIDARITES INTERNATIONALES 98, rue de l'Université. 75007 PARIS (Tél. 550.22.99) – C.C.P. N° 1 908 9 09 G PARIS.

● *Mme, Mlle, M.* .....

● *Adresse* .....

.....

Faire parvenir :

☐ *Un don d'un montant de ..... F. en soutien à « ESPOIR-ETHIOPIE »*

☐ *Des vêtements chauds (pulls) pour enfants âgés de 0 à 8 ans.*

☐ *Des couvertures.*



LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

***A** en croire certains, attaquer les racistes serait faire leur jeu. Exemple : comment le « Torturés par Le Pen » de « Libération » devient « Le Pen torturé par la presse » à écouter les protestations du triste sire. Admirable retournement d'une attaque mal portée, puisqu'elle lui donne même l'occasion de justifier toutes les tortures, de nier sans nier, comme il a l'habitude de le faire.*

Cet effet boomerang du discours antiraciste, on le voit souvent à l'œuvre. Quand la droite ne parle plus de race – puisque, on le sait, la notion n'a plus de justification scientifique – mais de génétique, et, le fin du fin, de « cultures ». Un mot fourre-tout, censé décrire autant la couleur de la peau que la religion, les habitudes culinaires, les comportements sociaux. Au fond, la notion est beaucoup plus sophistiquée que celle de race. Et elle a l'avantage insigne de récupérer le langage antiraciste pour mieux affirmer : « Raciste moi ? Allons donc ! »

Voici un des premiers dangers à tenir un discours antiraciste sans s'interroger sur ses conséquences. Un autre risque ? En cherchant à comprendre le racisme et ses racines psychologiques, cette « peur de l'autre » que ressentent les nourrissons lorsque s'approche un autre visage que celui de leur mère, cette nécessité de s'affirmer contre *pour se forger une identité, etc., on le transforme tout bonnement en sentiment naturel, du type « ordre des choses », « ainsi est faite la nature humaine »... Ne reste plus alors qu'à taxer les raisonnements antiracistes d'irréalisme.*

Démonter les mécanismes pour mieux les combattre... Combien de fois avons-nous usé de l'expression ? Mais voilà poindre un danger plus subreptice encore : peu de thèmes ont été autant traités que celui-là, depuis le génocide hitlérien. Et l'après-68 a vu se développer des analyses multiples et pertinentes sur toutes sortes de « nouveaux » racismes : antijeunes, vieux, femmes, gros, homosexuels, communistes... La notion même a évolué pour se pencher sur des entités aussi floues que l'Etranger, l'Autre, le Différent...

Cette extension-dispersion de l'objet d'études nous a-t-elle permis d'y voir plus clair ? Pas sûr. Pas sûr du tout. D'autant qu'elle s'est accompagnée d'un effet de répétition, dans les discours politiques et les commentaires des médias, contribuant à banaliser les propos racistes, à leur faire de la pub, à renforcer cette fascination morbide qu'ils exercent sur les militants à l'âme la mieux trempée.

Les mouvements de mentons, les bons sentiments, les doigts accusateurs ne sont-ils pas aussi dangereux, lorsqu'ils culpabilisent le Français moyen, lorsqu'ils clouent au pilori ces réactions d'hostilité que la cohabitation rend inévitables, comme sont inévitables les dizaines de mouvements d'humeur que nous réprimons chaque jour, contre celui qui nous écrase l'orteil, celle qui oublie de faire la queue chez le commerçant, le voisin qui écoute les « Grosses Têtes » la fenêtre ouverte, le bébé qui hurle en pleine nuit...

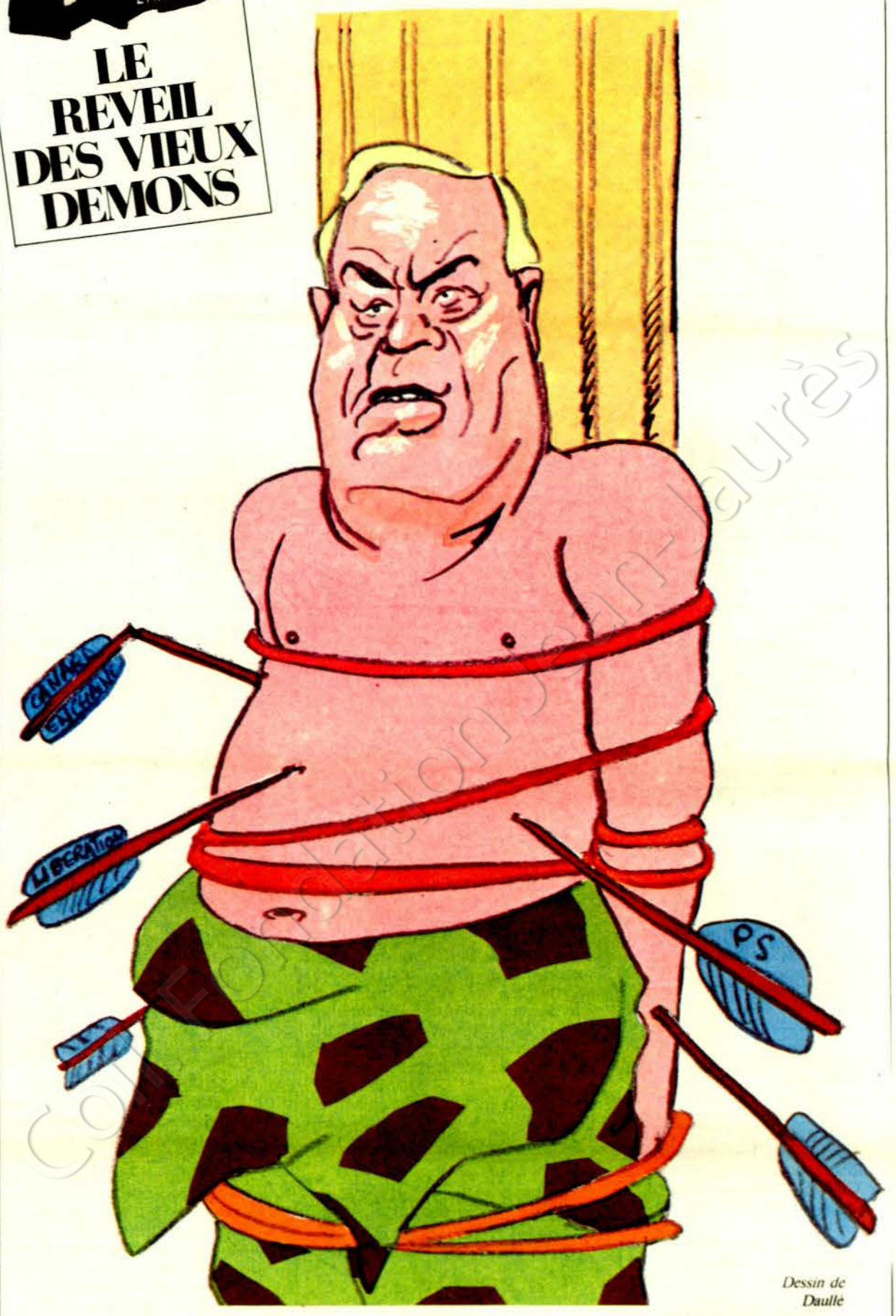
Ces réaction de colère sont-elles du racisme ? Bien sûr que non. Elles n'ont pas l'à-priori du racisme, son pré-jugé. Même si elles en colportent parfois les formules toutes faites. Et les confondre est une grave erreur. Parce qu'en culpabilisant on ravive l'agressivité, on conduit l'attaqué à se chercher des justifications. Au lieu de l'aider à surmonter des exaspérations dont il a souvent honte, à raffermir ses convictions d'humain civilisé, on l'accule à perdre sa lucidité, on le jette dans les bras de discours d'autant plus rassurants qu'ils ont été « normalisés » : peut-on considérer comme un crime un sentiment aussi bien partagé ?

Faut-il pour autant se résoudre au silence ? Certains le pensent, comme de la drogue : « Moins on en parle, mieux ça vaut. » Dans notre société du spectacle, de la mode et du discours, c'est vrai que parler d'une chose tend à en légitimer l'existence. Mais comment laisser dire ?

Le véritable danger du racisme, ce n'est pas seulement dans l'activité, même violente, de quelques déséquilibrés qu'il réside. Mais dans la banalisation de propos et de comportements qui tendent à devenir un mode de fonctionnement de la société. Un ordre admis selon lequel les êtres humains, différents en essence, donc inégaux, doivent le rester pour l'éternité. C'est ainsi que ladite nouvelle droite en vient à se travestir sous le masque du respect des cultures. Qui devient vite : « Ils sont différents, ils n'ont donc pas les mêmes droits que nous. » Une idée qui peut aller très loin, comme le montre l'apartheid sud-africaine. Et sans aller si loin, que signifie la violence des gendarmes acharnés contre les Canaques de Thio, dimanche dernier, population qu'ils auraient dû protéger contre les pique-niqueurs aux bras tatoués de croix gammées.

Se taire, non. Mais ne pas parler n'importe comment. Ne pas oublier ce que les mots veulent dire. Comme certains qui parlent de racisme anti-Le Pen à l'écoute du mépris et de la rage qu'il soulève. Se battre contre une idée n'a rien à voir avec ce mode de pensée totalitaire qu'est le véritable racisme, cette idéologie qui s'apprend et n'a que peu à voir avec des sentiments spontanés. Le racisme ne peut se résumer en une simple méfiance envers l'autre, ce n'est pas un sentiment personnel. Mais au contraire une « collectivisation » de la peur qui se contente de définir un individu comme un membre d'un groupe et de le rejeter pour cette seule raison.

Et cela, quoi qu'en disent les bons apôtres de la fausse gauche, doit être combattu. Au nom de ce qu'il y a d'humain en l'homme : sa capacité de respecter ce qui n'est pas lui.



Dessin de Daullé

PARLER DU RACISME...

Comment tenir un discours antiraciste sans courir aussitôt le risque d'être taxé de racisme à son tour ?La récente pirouette de Le Pen qui de tortionnaire se donne désormais le beau rôle de victime doit nous faire réfléchir.

Fondation Jean-Jaurès

Jean-Denis Bredin: "Pour la première fois dans l'Histoire, le progrès n'est plus synonyme de sécurité supplémentaire"

L'idéologie raciste. Le terme est apparu vers 1850 dans le clan fanatique des compagnons de Drumont. Une France en décomposition, touchée par le chômage et la transformation du paysage économique, culturel et social ; une nation profondément bouleversée dans ses habitudes : il n'en fallut pas plus pour permettre la naissance de l'horreur, le procès de Dreyfus, le délire antisémite. Cent ans plus tard, mêmes mutations technologiques, mêmes préoccupations. Racisme, insécurité, besoin sécuritaire : le réveil d'une gangrène à la fin du XXe siècle menace-t-elle la démocratie ?

Jean-Denis Bredin, avocat, auteur de « l'Affaire » (Julliard), l'étude la plus complète et la plus remarquable sur Dreyfus, répond à cette interrogation. Ni alarmiste ni désintéressé. Vigilant.

« L'Unité » : 1885-1985. Cent ans d'histoire de France, deux fins de siècle. Avec, à chaque fois, curieusement, des zones d'ombres singulièrement ressemblantes. On appelle aujourd'hui au réveil nationaliste ; on criait hier que tout ce qui était étranger était haïssable...

Jean-Denis BREDIN : Il ne faut pas exagérer les phénomènes de répétition même si, parfois, l'histoire semble bégayer. La France de la fin du siècle dernier a connu une forte fièvre raciste et nationaliste avec l'affaire Dreyfus. Etait-ce fortuit ou bien était-ce le résultat paroxystique d'un enchaînement d'événements divers qui ont secoué le paysage profond de la France ? En d'autres termes : existe-t-il une sorte de scénario du pire qui, s'il se reproduisait, déclencherait les mêmes effets ? Dans la France des années 1880 existait un antisémitisme latent qui puisait dans des sources diverses et notamment dans l'enseignement religieux, très antijudaïque, autour des vieux thèmes du « peuple déicide ». Aux alentours de 1880, l'antijudaïsme latent se transforme, on assiste à une réelle flambée d'antisémitisme, notamment traduite par la multiplication des publications antisémites.

Que s'était-il passé ? Drumont explique dans « la France juive » que le pays a connu, à cette époque, une véritable « invasion juive ». Il prétend recenser 500 000 juifs en France. En fait, les juifs étaient très peu nombreux, ils n'étaient pas 60 000 en France. Cette population s'est un peu accrue dans le dernier quart du XIXe siècle, principalement avec la venue de juifs d'Afrique du Nord et aussi de réfugiés de l'est de l'Europe qui fuyaient les pogroms. 30 000 personnes de plus, peut-être : il n'est pas sérieux de parler d'invasion. Il faut donc regarder ailleurs. On doit observer que la société française est alors en train de vivre une énorme crise économique, sociale et culturelle. Le développement du machinisme, l'essor de l'industrie, le règne du capitalisme, et notamment du capitalisme bancaire, cependant venu moins brutalement en France que, par exemple, en Angleterre, provoquent de profondes secousses. Des petits métiers sont en ruine. Un certain artisanat sombre dans la misère ; le petit commerce souffre de la croissance irrésistible du grand commerce ; un exode rural non négligeable bouleverse les mentalités et les habitudes ; un fort chômage qui a peut-être atteint jusqu'à 15 % des travailleurs s'est installé dans l'Hexagone. La France traditionnelle est fortement ébranlée. Il s'agit de s'adapter à un nouveau monde, celui du chemin de fer, des banques, bientôt de la voiture, du téléphone, des grandes cités, qui oblige à de nouvelles règles du jeu. Oui, la France de 1890 est une France désarçonnée.

– Qui cherche une explication à ses « malheurs » ?



Pascal Lebrun

– Qui cherche sinon une explication au moins des responsables... Les mécontentements sont multiples et divers. L'Eglise et l'armée vivent intensément la crise, crise de valeurs, crise culturelle : elles sont les hauts lieux de conservation et de défense des valeurs de l'ancienne France, des vertus chrétiennes et militaires : n'oublions pas que la société qui s'avance porte avec elle les revendications de liberté, d'égalité et surtout de laïcité.

Les petits commerçants, les artisans, les paysans ressentent le poids économique des mutations nouvelles : ils forment une société souffrante, disponible. Ces anxiétés, ces refus épars parfois contradictoires se trouvent en quelque sorte cimentés par la même peur des lendemains, la même inquiétude du présent. Ce phénomène était déjà très net dans le boulangisme : on a vu s'y associer les paysans et les aristocrates, les prêtres et les militaires, les boutiquiers et les artisans, tous ceux que troublent ou que menacent les transformations du monde où ils vivent. La banque, notamment, les banques cristallisent symboliquement l'aversion de la France traditionnelle : haine de l'argent, de l'usure, de la banque, des banquiers. Or, la banque est souvent juive – on sait pourquoi et comment les juifs, historiquement, ont été conduits au commerce de l'argent. L'assimilation est facile, en forme de syllogisme : le mal vient de la banque, la banque c'est le juif, donc le mal vient du juif.

– On a trouvé le bouc émissaire.

– Le juif devient ainsi la cause de tous les malheurs, ce qui rend les malheurs plus acceptables. Maurras l'a bien expliqué, écrivant – je cite de mémoire : « L'antisémitisme est l'explication suprême. Grâce à lui tout s'arrange, tout se simplifie, tout s'éclaire. » Drumont l'avait déjà dit, racontant que les juifs étaient l'explication de tous les maux des Français, le juif apatride, le juif révolutionnaire, ou le juif banquier, Marx et Rothschild détruisant l'un et l'autre la vieille société française. A ce sujet, il est utile de consulter ce que l'on a appelé au moment de l'affaire Dreyfus « le monument Henry » ensemble des souscriptions réunies en 1898 par le journal de Drumont, « La Libre Parole », pour aider la veuve du faussaire Henry.

On y trouve non seulement la liste et la profession de tous ceux qui ont souscrit, mais surtout les explications qui accompagnent leur offrande. Parfois c'est un militaire qui est désespéré parce que l'armée n'a plus, à cause des juifs, la place qu'elle avait ; parfois c'est un ecclésiastique qui constate le déclin de la foi, et rêve de s'offrir « une carpette en peau de youpin ». Parfois c'est un chômeur, obligé par les juifs de quitter son travail et sa région. Parfois c'est un commerçant ruiné par une banque juive. Parfois c'est un homme bafoué par une femme juive car, bien sûr les femmes juives sont porteuses de tous les vices. Ainsi tous les malheurs, toutes les déceptions trouvent une explication commune. Reste à chercher des remèdes : expulser les juifs, leur prendre leurs biens, louer des wagons d'exportation, les « rôtir » : car ces propositions sont fréquemment formulées.

– Mais le bouc émissaire n'est encore que la cible des consciences hargneuses. On ne s'en sert pas plus explicitement...

– Parce que nous en sommes au stade premier. Le stade second, c'est l'exploitation, la mise en doctrine. Le racisme se théorise, à la fin du XIXe siècle, et c'est un précédent dans l'histoire de ce pays, nation de paysans et de guerriers accrochés à la propriété privée, qui n'avait jamais jusque-là érigé en système ses poussées xénophobes. Le racisme cesse alors d'être une réaction quasi instinctive de méfiance ou d'égoïsme pour devenir une idéologie. C'est encore flou sous Boulanger, déjà mis en formule par Drumont, et à partir de 1890, le nationalisme et le racisme se fixent dans un véritable corps de doctrine, auquel Barrès donnera la plus forte expres-

(suite en page 14)





LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

(suite de la page 13)

sion. La théorie est simple : qu'est-ce qu'un pays sinon un jardin ? Qu'est-ce qu'une nation sinon un cimetière, une terre, des morts ? Dreyfus et Zola sont des étrangers, déracinés dans le vieux jardin français.

Je ne comprends rien à Platon, assure Barrès, faute de sang grec. La doctrine n'exclut pas que les juifs, les députés dits « nationalites » qui sont élus au Parlement en 1894 et 1898, affirment déjà que l'ouvrier français doit être préféré à l'ouvrier étranger, le produit français au produit étranger, mais le juif est l'étranger par excellence, l'éternel étranger, l'apatride, l'errant. Il est perçu et rejeté tout à la fois comme juif et comme étranger.

Ce courant raciste qui prend sa place au sein du corps et du discours politique sera présent jusqu'à la cassure de l'holocauste. Sans baisse de tension jusqu'à 14-18, il connaît avec la guerre un espace de silence. Pendant l'« union sacrée », on a besoin de tout le monde, et tout le monde a figure de soldat. Dès 1920, ce racisme théorisé, politisé, reprend sa vigueur et culmine dans les années trente avec les écrivains préfascistes. Le pétainisme ou vichysme – je ne parle pas de la collaboration – continuera l'idéologie de Barrès et Déroulède, revue par Maurras, et en reprendra jusqu'aux formules.

– Certains discours prétendument « nouveaux » ne sont donc, à l'heure actuelle, qu'un habile rhabillage des thèmes antiques.

– A peine habile. Mais analysons. Nous vivons à notre tour une crise économique et sans doute culturelle, qui engendre chez beaucoup un vrai sentiment de fracture. Nouvelles technologies, bouleversement des modes de vie et de travail, nouvelles industries, ébranlement des démocraties, déclin des idéologies, mort de Dieu, ce ne sont que quelques reprises parmi d'autres d'une grande secousse qui engendre les mêmes réactions : le repliement, le sentiment d'insécurité, la peur, la méfiance. D'où le rassemblement des mécontentements sur les mêmes thèmes qu'il y a un siècle, la recherche des « coupables », des boucs émissaires ; d'où la sublimation nationaliste, qui conforte le Français dépossédé à ses propres yeux. Il ne faut pas non plus oublier que la guerre d'Algérie n'est pas si loin de nous et que avec l'épuration, elle fut le second traumatisme subi par une partie de la droite.

Alors, oui, il y a ressemblance. Parce qu'il y a la même cassure, les mêmes errances et qu'il faut toujours trouver des responsables pour se disculper, et pour se rassurer. Mais ce n'est pas tout. Les années 1980 ont vu monter un phénomène peu connu jusqu'alors : l'insécurité. Non pas l'insécurité engendrée par le crime qui a plutôt régressé : l'insécurité des petites agressions, sur les personnes et sur les biens. Celle de la rue, du métro, du quotidien, celle qui rend la vie désagréable et entretient vaguement la peur... Pour la première fois dans l'histoire, le progrès n'est plus seulement synonyme de sécurité supplémentaire.

C'est un problème qu'il ne faut ni évacuer ni traiter à la légère en répétant, par exemple, que l'insécurité était pire sous Louis XIV. Justement, nous ne sommes plus sous Louis XIV, et toutes les doctrines n'ont cessé d'expliquer que le progrès était une promesse de sécurité : une protection sans cesse plus forte, contre tous les risques, toutes les menaces, de la naissance à la mort. On ne peut se débarrasser du sentiment d'insécurité par des statistiques : il est là. C'est une lèpre douloureuse et dangereuse, un point nouveau d'ancrage pour le racisme. Parce que, évidemment, ce sont moins les bourgeois et les fonctionnaires qui agressent les vieilles dames que les exclus, les marginaux, les sans travail ou sans ressource ...

– Vous faites un constat pessimiste ?

– Ce serait vite dit. j'ai tendance à ne pas être alarmiste, à penser que l'électorat du mécontentement, de la rogne et de la grogne n'est pas un électorat durable. L'histoire l'enseigne. Mais il est patent que le discours de la nouvelle droite tend à réhabiliter les pires idées de la vieille extrême droite, qui avaient été, au moins deux fois, frappées de discrédit par l'histoire. Le Front national, c'est vrai, est en train de rendre à une droite nationaliste et raciste sa légitimité. Alors on peut ouvrir le débat : est-il préférable que les pires idées, qui n'ont jamais cessé de survivre, dans les têtes, dans les cœurs, s'expriment au grand jour, ou bien vaut-il mieux qu'elles demeurent dans l'ombre ? Pour ma part, je préférerai toujours un raciste qui se tait, qui se sent mauvaise conscience, qui s'autocensure, à un raciste qui proclame son racisme. Parce que le mal en plein air accroit le mal sournois... Il se fortifie à l'air libre.

Propos recueillis par FABIAN GASTELLIER

SECURITE : TOUJOURS PLUS !

Les hommes ont-ils jamais vécu dans une société plus policée, plus organisée, plus protectrice bref plus sécurisante que la société européenne de cette fin de siècle ?Et pourtant jamais la demande de sécurité n'a été aussi forte et le discours sécuritaire aussi omniprésent. Le sentiment d'insécurité et son corollaire le sentiment d'injustice faisant le lit du racisme.

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

« ICI, c'est l'insécurité », dit une gardienne d'immeubles de grand ensemble. Et ainsi elle résume tout : les boites à lettre fracturées, les graffiti dans l'ascenseur, les jeunes qui se piquent dans les caves, les autoradios volés, les cambriolages, la peur de sortir la nuit, le bruit...

Pourtant, les hommes ont-ils jamais vécu dans une société plus policée, plus organisée, plus protectrice que la société européenne de cette fin de siècle ? Plus de famine, pas de guerre, peu de crimes de sang, le droit d'être malade, pris en charge par la Sécurité sociale.

L'insécurité, rengaine de l'époque. Lorsque les vieilles dames tremblent pour leurs économies, lorsque les trafics de drogue pullulent aux portes des écoles. Insécurité : d'abord peur physique, pour soi et ses enfants. Mais aussi base d'une idéologie envahissante. Et inquiétante. Car elle conduit des adeptes de « légitime défense » à tirer dans le noir sur leurs propres enfants pour protéger leur voiture. Et aussi parce que la demande de sécurité – toujours plus de protection – renforce l'insécurité. La formule peut sembler expéditive,



Jean-Marie Le Pen dans l'une de ses récentes prestations.

Gamma



Enquête réalisée par Lucien Curzi, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Jean Liberman, Pierre-Yves Poindron.

mais... Le discours sécuritaire repris par la droite comme une arme contre la gauche ne peut avoir que des effets déstabilisateurs. Et, paradoxalement, la revendication de sécurité engage un processus où l'Etat doit prendre en charge les individus, en affaiblissant leurs capacités de défense. Tout en dépossédant de ce rôle des collectivités plus proches des personnes, comme les groupes d'habitants ou les associations.

Autre exemple de cette déviation : lorsqu'au moindre carrefour on plante des barrières destinées à canaliser les piétons, on défigure les villes, on les rend plus hostiles, impersonnelles, donc moins urbaines, conviviales, protectrices... Au nom de la sécurité.

Cela dit, la demande de sécurité doit-elle être systématiquement méprisée, comme ont tendance à le faire certains intellectuels qui vivent bien à l'abri de la cohabitation banlieusarde dans les quartiers chics des grandes villes ? Ce serait compter pour rien les angoisses que doivent surmonter les moins favorisés d'entre nous.

La société moderne a consommé sa rupture avec les modes de vie traditionnels. Il n'y a pas si longtemps, dans une France encore à dominante rurale, les valeurs étaient stables, l'individu existait à peine en tant que tel et ne se posait que très peu de questions. Aujourd'hui, la démocratie intime aux individus et aux petits groupes de devenir maîtres de leur destin. « Perspective enthousiasmante, mais aussi terrifiante pour les moins protégés », commente Jean-Claude Kaufman, sociologue et auteur à Rennes d'une étude sur le « Repli domestique ». Tous les sondages le montrent : voir le dernier en date, celui de « Femme pratique » sur les jeunes de 18-21 ans, qui ressortent des placards les vieilles valeurs rassurantes – famille, fidélité, héritage – tout en refusant les engagements et en prônant l'individualisme.

« Moi d'abord »

On parle beaucoup d'individualisation de la société. Kaufman constate cependant que les individus restent très liés les uns aux autres, en particulier dans leurs refuges, la famille, la bande de motards, le clan de cibistes... Des milieux qui permettent de se protéger contre les agressions du monde extérieur et, surtout, de renforcer son identité, grâce à certaines valeurs communes et aux familiers qui vous y reconnaissent.

La sécurité, alors, n'est pas un besoin morbide, mais une réaction nécessaire. Surtout pour ceux qui n'ont pas « les moyens de se payer la modernité ». « Pour accepter le mouvement, on ne peut bouger de façon permanente, avoir une position critique à propos de tout », explique Kaufman.

Il est vrai qu'en l'espace d'une génération la France a beaucoup évolué. Elle a connu une mobilité géographique et sociale extraordinaire, elle en est venue à remettre froidement en question l'essentiel de son système de valeurs. L'urbanisation accélérée, l'avènement des technologies nouvelles, dont bien peu parviennent à analyser les conséquences, la révolution des médias qui nous bombardent d'informations, l'explosion de la publicité, la crise économique...

Face à la crise, nous n'affichons plus qu'un seul dieu, le « sauve qui peut, moi d'abord ». Concurrence pour l'emploi, crispation sur les avantages acquis puisqu'on ne sait de quoi demain sera fait, peur de ses propres insuffisances... Le jeu de la concurrence à l'américaine ne permet plus aux individus d'imputer leurs échecs à des causes extérieures, à des analyses de classes, par exemple.

De quoi justifier cette multiplication de barricades derrière lesquelles nous nous retranchons, portes blindées, systèmes d'alarme, fusils de chasse. Mais aussi barricades du langage, discours qui commencent par « moi je », où toute interruption sera vécue comme une agression. L'insécurité est un cercle vicieux : plus on se sent attaqué, plus on se replie sur soi, donc moins on peut compter sur les autres, plus on est seul. Et vulnérable.

Les discours politiques, depuis l'après-Mai-68, ont cherché à rassurer en prétendant que sécurité et liberté n'étaient pas incompatibles, au contraire. L'évolution vers une liberté croissante des individus semblait en effet inévitable. Maître mot des slogans publicitaires, la liberté se mijote à toutes les sauces : celle de consommer plus, de n'avoir de comptes à rendre à personne. Et de ne plus s'y retrouver, de devenir étranger à soi-même. Ce qui conduit la psychanalyste Julia Kristeva à dire : « L'étranger est, en fait, l'état normal de citoyen en cette fin de XXe siècle (1). »

« Nos » balcons, « nos » baignoires

Sommes-nous tous des étrangers, des sans-patrie, des solitaires, des personnes déplacées ? En tout cas, nous ressentons confusément ce risque comme bien réel. Et il est tentant d'en rejeter la faute sur les « vrais » étrangers. « C'est quand même terrible d'être chez soi et de devoir dire à sa fille de ne pas sortir seule le soir... » Ou encore : « On ne peut rien faire, si on veut s'amuser, il y a toujours des bagarres. On organise des boums avec les copains, il y a toujours une bande d'Algériens qui vient nous embêter, ça se termine mal. »

Le racisme n'est pas, comme on le croit souvent, le simple rejet de ce qui est différent. Ce que le raciste craint dans le juif, c'est que sa différence passe inaperçue – pourquoi, sinon, les étoiles jaunes ? Ce qu'on reproche aux immigrés, c'est d'oser se comporter comme s'ils étaient « chez eux », comme s'ils étaient « nous ». Qu'ils égorgent un mouton n'est pas le plus critiqué, mais qu'ils le fassent sur « nos » balcons, dans « nos » baignoires.

Celui qui partage quelque chose avec moi, s'il me ressemble, s'il vit dans le même immeuble, s'il fait le même travail que moi, celui-là dont j'attends qu'il ait les mêmes réactions que moi, les mêmes solidarités, celui-là devient dangereux lorsqu'il s'écarte de mon image. Dangereux parce qu'il met en question par sa seule existence ma vision idéale du groupe auquel j'appartiens, sa cohérence ; tout comme il risque de me renvoyer en miroir mon propre manque de cohésion.

Ainsi que l'expliquent les psychanalystes, l'étranger trouble lorsqu'il est à la fois semblable et différent, qu'il met le doigt sur cette altérité en chacun de nous qui menace notre identité. Parce que ce qui nous fait peur en l'autre, c'est cette part de nous-mêmes que nous ne connaissons pas.

De là aussi naît l'idée de contagion. Dans la société traditionnelle, la ségrégation était pratiquement inutile, car il n'y avait aucune confusion possible entre le maître et son valet : la hiérarchie sociale était très explicite et chacun se référait au même ordre de valeurs. L'habitant d'une Z.u.p. où vivent de nombreux immigrés a peur que la mauvaise réputation de ses voisins déteigne sur lui. Il a peur d'être exclu, lui aussi. Surtout si son habitat est très dégradé et s'il exerce un métier sans qualification.

Souvent, sa Z.u.p. a été désertée par mieux lotis que lui ; il a perdu tout espoir d'ascension sociale. Ces immigrés, à côté, le lui rappellent sans cesse. Eux qui ne peuvent tomber plus bas.

Une classe dangereuse

Le « brassage », qui a certes évité des conflits majeurs aux portes des ghettos, mais qui a saupoudré le conflit aux portes palières, a renforcé la fragilité des grandes cités de banlieue. Largement commentée par les médias, cette fragilité inquiète ceux qui habitent des milieux plus protégés. Et se développent des peurs fantasmatiques, colportées par les rumeurs, amplifiées par les Le Pen, sur ce qui se passe à la périphérie de la société et pourrait la contaminer tout entière. Ainsi la classe ouvrière du XIXe siècle a-t-elle été décrite comme une « classe dangereuse ».

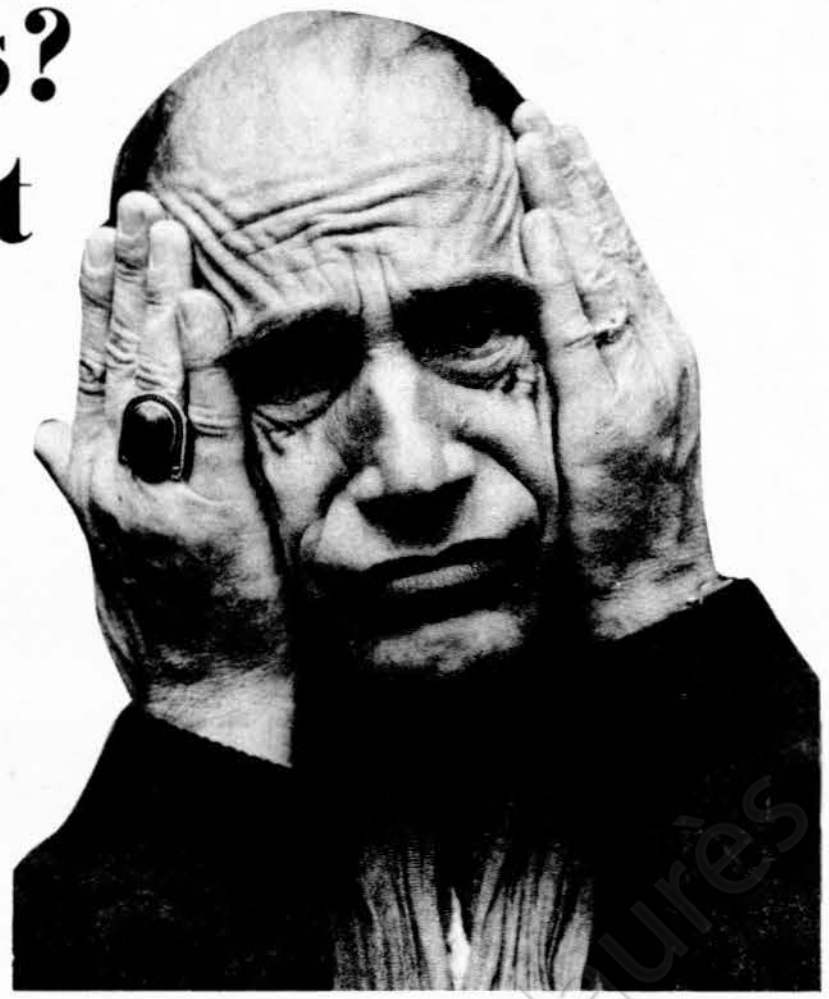
Le sentiment d'insécurité et son corollaire, le sentiment d'injustice, font le lit du racisme. Par le jeu de ce que Serge Moscovici (1) nomme le ressentiment, « ce noyau dur du racisme ». « Il suffit de constater, dit-il, combien l'« autochtone » voit dans le travailleur immigré, son voisin d'étage ou son camarade d'atelier, quelqu'un qui est mieux loti, qui jouit de ce dont il ne peut jouir. » Celui qui pense avoir plus de droits qu'un étranger et qui voit l'autre obtenir un logement ou une aide, alors que lui les attend toujours, s'estime lésé, humilié par ce qu'il juge comme des privilèges.

Au fond, à analyser l'intensité des bouleversements qui nous assaillent, on s'étonne presque de ne pas voir surgir plus de graves problèmes de cohabitation, plus de délires racistes collectifs. Si la catastrophe n'est pas à nos portes, c'est d'abord grâce à la protection que les individus trouvent dans leurs cocons. Et c'est aussi parce que notre capacité à accepter la différence n'est pas aussi nulle qu'on peut le craindre.

Des raisons d'espérer. A condition de ne pas trop en demander. Par exemple en favorisant les regroupements volontaires dans les ensembles H.l.m., en autorisant les échanges d'appartements jusqu'à présent interdits par la réglementation. Une mesure simple que le gouvernement prépare. Une mesure en tout cas qui ne devrait faire de mal à personne, contrairement aux discours fracassants sur l'insécurité qui, eux, n'ont d'autre fonction que d'aviver les craintes. ●

(1) Dans le remarquable numéro de la revue « le Genre humain » : « La Société face au racisme ».

"Jésus ? Ça fait trop juif"



PAR BERNARD HALLER

« Quoi ? Vous voulez m'interviewer sur le racisme et la xénophobie, les inquiétudes qui, à l'heure actuelle, nous assaillent ? Ecoutez, je n'ai jamais participé, de près ou de loin, à la chose politique. Des déclarations ou des pétitions ? Pas pour moi. Je vis en France, j'y paie mes impôts et ma Sécurité sociale, c'est vrai. Mais, dans ma poche, j'ai une carte de séjour. Eh oui, je suis, moi aussi, un immigré puisque né en Suisse – au reste par hasard, ma mère était ardéchoise – et de nationalité helvétique. D'ailleurs, personne à ce jour ne m'a jamais proposé la nationalité française. Suis-je seul dans ce cas ?

« Prenez Bedos, il est d'origine « pied-noir », Devos est né en Belgique, Zouc est suissesse, Sol est québécois, Coluche c'est Colucci, de souche transalpine, Popek est, me semble-t-il, juif roumain... Bref, ceux qui veulent jeter les immigrés à la mer devraient nous bouter dehors aussi, et même en priorité. Ils ne savent pas ce qu'ils disent, et parfois ce qu'ils font, les malheureux... S'il avait fallu renvoyer Picasso, Gris, Ernst, Kandinsky, Michaux, etc., Paris aurait-il été Paris, et la France, ce qu'elle est dans nos cœurs ?

« La langue française est ornée d'un mot, entre tous le plus beau, le mot différence. Le connaissent-ils ? C'est inquiétant le repli sur soi, qu'illustre la peur des autres, de leur peau, de leurs traits, de leur façon d'être et de se comporter. Heureusement, la France jouit d'une liberté inouïe. Et mon métier, celui du bouffon, peut s'y exprimer sans entraves. Pas d'osbtacles aux différences, pas d'entraves aux libertés, n'est-ce pas extraordinaire ? Bouffon, disais-je, en effet, et le public est mon roi, un très grand roi, qui se donne l'avantage d'écouter en riant ce que je raconte en cognant dur.

« Oh, je ne traite jamais de l'actualité politique comme Bedos, mais j'interpelle, sans jamais m'autocensurer. Je traite de problèmes sociaux ; je sais que je dérange, car j'interroge, si possible avec humour. Ça décongestionne. Les gens devinent et comprennent. Ils m'écrivent, m'encouragent. Ai-je un souci de communication quelconque ? Je me trouve être un privilégié. Pensez que sur six mille comédiens, dans ce pays qui est le nôtre, cinq cents arrivent à manger. Ce métier, je le pratique depuis vingt-cinq ans, mais j'ai émergé depuis quinze ans à peine, à l'âge de trente-huit ans, lorsque j'ai pu entrer chez Fresnay au théâtre de La Michodière. L'angoisse, je sais ce que c'est. Moi aussi, j'ai attendu, travaillé et espéré. Patiemment. Croire que les choses, surtout les changements, peuvent survenir à volonté sur un coup de baguette magique, quelle erreur !

« J'espère que les gens comprennent que les tensions sociales sont un risque permanent dans une démocratie. Dans une situation inverse à la nôtre, dans les pays de l'Est européen ou dans certains pays d'Amérique latine. Là-bas et ailleurs, elle reste un vœu pieu, une espérance. Cette démocratie, qui est le sel de notre vie, est pareille au lait qui bout dans une casserole. Parfois, ça verse, ça fait une vilaine peau et ça sent le brûlé, attention ! Là où le lait ne « monte » pas, la liberté est un mot à raconter et à crier.

« Dans un de mes textes, je dis que « si j'étais Jésus, j'aurais été catholique et je me serais appelé Marcel car Jésus, ça fait trop juif » ! Jésus, il a dérangé, que je sache. Un enquiquineur, un danger public, c'est-à-dire, à tout prendre, une « ordure ». Et ce personnage, en l'occurrence moi dans ce texte, méritait-il de mourir dans son lit ?

« Eh bien, croyez-le ou non, des cathos ont pris la mouche. M. Louis Leprince-Ringuet, qui occupe d'habitude les colonnes du « Figaro », a écrit un article dans « la Croix » pour me faire la leçon.

« C'est bizarre, on dirait que plus il y a consommation d'informations, moins se fait la communication entre les gens. Et parmi eux, combien sont seuls, combien souffrent de la solitude combien parlent seuls ? Tenez, comme moi sur scène. Mais moi, j'ai des auditeurs en nombre. Si les amuseurs publics n'étaient pas là, qui débusquerait les malaises et, par les jeux de l'absurde, contribuerait à ce que les gens stressés se décompressent ? »

propos recueillis par Lucien Curzi



LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

L'ORDRE RACISTE SELON LE PEN ET SES AMIS

VOUS ne connaissez pas bien l'extrême droite, mais sa montée vous inquiète ? Alors lisez « les Hommes de l'extrême droite », (Editions Calmann-Levy) d'Alain Rollat, journaliste au « Monde ». A travers quelques portraits, notamment celui de Jean-Marie Le Pen, vous découvrirez un petit monde qui s'agite depuis une vingtaine d'années dans des mouvements et des groupes plus ou moins concurrents. Avec précision, clarté, simplicité, l'auteur dresse un panorama complet de l'extrême droite : la trajectoire politique de ses leaders, ses thèmes, son implantation, son influence sur les partis politiques de la droite traditionnelle, la signification de sa renaissance dans la France des années 1980.

Alain Rollat va au-delà des thèmes classiques de l'insécurité et de l'immigration pour mettre en lumière des aspects moins connus mais tout aussi dangereux pour la démocratie du programme du Front national. Enfin, à la lecture de ce livre, on ne manquera pas de s'interroger sur l'attitude du R.p.r. qui, se réclamant du gaullisme, n'hésite pas à s'allier avec une extrême droite qui a vigoureusement combattu de Gaulle. Nous avons choisi de publier en « bonnes feuilles » (le livre sort le 25 février en librairie) un passage particulièrement parlant de l'ordre prôné par Le Pen et les siens.

J.-P. B.

N'en déplaise au président du Front national, il est clair, aussi, que cet ordre français risquerait de devenir très vite un ordre raciste. Jean-Marie Le Pen s'insurge, généralement, quand on soutient une telle affirmation. Sa réplique consiste à faire valoir qu'on ne saurait le taxer personnellement de racisme. Il en veut pour preuves que, lorsqu'il a été élu pour la première fois député, en 1956, son deuxième sur sa liste était un Antillais, Roger Sauvage, un ancien de l'escadrille Normandie-Niemen, que c'est en défendant la candidature d'Ahmed Djebbour, en 1957, qu'il a perdu son œil gauche, que son combat politique pour la défense des anciens harkis a été constant. Ces arguments ne souffrent aucune contestation. De même, il est vrai que le président du Front national prend toujours garde, dans ses propos publics, à ne pas aller au-delà des allusions suggestives et tient à souligner que sa dénonciation de l'immigration ne vise pas les immigrés en tant qu'individus, mais le phénomène en général. Le programme de son parti ajoute : « Si notre position sur l'immigration n'est pas raciste, elle n'est pas non plus un encouragement au racisme. Personne n'a jamais trouvé aucune responsabilité au coutelier qui vend un rasoir à un homme qui s'en sert pour trancher le cou de sa belle-mère. »

Jean-Marie Le Pen se prévaut aussi du jugement porté sur lui par « Tribune juive » qui indiquait à son sujet, en février 1984 : « L'émergence du phénomène Le Pen concerne-t-elle les juifs de façon spécifique ? S'il s'agit d'antisémitisme, disons tout de go que nous n'avons pas connaissance de propos antisémites qu'on puisse attribuer au chef du Front national. Lui-même affirme qu'il n'est pas antisémite, et comme notre vocation n'est pas de sonder les reins et les cœurs, nous ne formulerons aucune accusation en ce sens. A l'égard d'Israël, M. Le Pen tient un langage plutôt flatteur, si bien que nous ne saurions non plus le taxer de la variante antisioniste. » A l'exception de son allusion aux « répulsions patriotiques et presque physiques » exprimées à l'adresse de Pierre Mendès France le 11 février 1958 à la tribune de l'Assemblée nationale, on ne saurait, en effet, interpeller Jean-Marie Le Pen sur ce point (1).

Slogan analogue à celui des nationaux-socialistes autrichiens

L'argument qui consiste à invoquer les impératifs médiatiques pour justifier certaines formules choc est moins recevable. Ainsi en est-il du slogan « Deux millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés en trop ! » « Je maintiens, affirme Jean-Marie Le Pen, qu'il n'y a pas dans ce slogan d'incitation à la haine raciale. Simplement, il est évident que toute formule publicitaire, tout slogan, en particulier d'affiche, est forcément réductionniste, c'est-à-dire schématisé, synthétisé. C'est comme les effets de tribune... » Mais comment nier la charge raciste d'un tel slogan quand on se souvient du slogan analogue utilisé par les militants nationaux-socialistes dans l'Autriche des années trente : « 700 000 juifs, 700 000 chômeurs, la solution est simple ! »

En réalité, la rhétorique nationale-populiste derrière laquelle s'abrite le président du Front national s'apparente à l'art de la dissimulation. Pierre-André Taguieff, membre du Collège international de philosophie, a bien démonté ce mécanisme : « Ce discours éminemment oral ne renvoie pas expressément à une théorie raciste, la machine verbale à exclure l'étranger fonctionne sans autorisation doctrinale. La racisation de l'autre n'a nul besoin de légitimation pseudo-scientifique ou paraphilosophique pour s'exercer dans sa radicalité, soit l'exclusion de l'étranger en tant qu'étranger : le Maghrébin, les immigrés d'origine européenne faisant partie de la famille. Racisme, si l'on veut, mais sans le vocabulaire de la race : sang et sol demeurent présupposés et ne font pas l'objet d'une élaboration théorique explicite. On reste dans la tradition du pamphlet nationaliste. Les effets oratoires du leader Le Pen ne font guère que réactiver les thèmes classiques des courants populistes de la droite nationale, soit conservatrice, soit révolutionnaire, moyennant certains aménagements. »

Le Pen fait du racisme sans le savoir

Un antiparlementarisme qui ne va pas jusqu'au rejet du modèle républicain, un idéal de remise en ordre par un régime autoritaire, sous la direction d'un chef charismatique, une xénophobie qui se double d'une récusation tactique de toute allégeance au « nazisme », au « racisme » et à l'« antisémitisme », dont certains indices se rencontrent néanmoins au détour de tel « coup de gueule » mal maîtrisé, une double récusation de la gauche marxiste et du libéralisme cosmopolite. Discours sans invention lexicale, dénué de fondation scientifico-philosophique explicitée, recourant aux images plutôt qu'aux concepts, à l'affirmation plutôt qu'à l'analyse, masquant tactiquement la partie de sa tradition politique la plus rejetée par l'opinion : nationalisme révolutionnaire, fascisme, xénophobie de type colonialiste (mépris des peuples « inférieurs »). L'euphémisation des composantes racistes et antisémites y semble compensée par la violence et la vivacité des comparaisons, des analogies et des métaphores que résument des slogans (2). »

La riposte personnelle de Jean-Marie Le Pen aux accusations de racisme n'est d'ailleurs pas sans faille. Le président du Front national affirme volontiers qu'il se borne à « prendre acte de l'existence de races différentes, d'ethnies différentes, de cultures différentes » : « Je ne peux pas dire que la Suisse est aussi grande que les Etats-Unis. Je ne peux pas dire que les Bantous ont les mêmes aptitudes ethnologiques que les Californiens parce que cela est tout simplement contraire à la réalité. » En vérité, Jean-Marie Le Pen ne se limite pas à ce constat. Il en conclut à l'existence d'une hiérarchie des groupes humains : « Les citoyens sont égaux en droit, pas les hommes, dit-il. Et d'un autre côté, s'il est exact que les hommes ont droit au même respect, il est évident qu'il existe des hiérarchies. » Or le postulat de l'existence d'une hiérarchie entre les êtres humains ne correspond-il pas à la définition la plus élémentaire du racisme ? S'il n'est pas raciste, Jean-Marie Le Pen fait du racisme sans le savoir.

Son propre discours, en tout cas, tend à déculpabiliser l'expression ordinaire du racisme. Jean-Marie Le Pen assure qu'il n'est pas raciste, mais ceux qui l'écoutent et le suivent s'assurent tels. Coïncidence révélatrice : le 13 février 1984, la prestation du président du Front national à la télévision, au cours de l'émission « l'Heure de vérité » d'Antenne 2, consacre la banalisation politique de l'extrême droite. Le lendemain, sur T.f.1, une émission est consacrée au racisme et, invités à se prononcer sur le racisme, plusieurs dizaines de téléspectateurs se déclarent, à l'écran, ouvertement racistes : « Je suis raciste et j'en suis fier... » « Je suis raciste ! Je ne veux aucun mal aux races inférieures, simplement je ne tiens pas à me mélanger avec elles : c'est bien mon droit, non ? » « Si éprouver des crampes à l'estomac à la vue des beaux gros plans que nous offre la télé lors des manifestations de Talbot, Citroën, Renault s'apparente à du racisme, alors je suis raciste. » « Si vouloir que tous les étrangers nuisibles, tels que truands, proxénètes, loubards, terroristes, etc. soient immédiatement renvoyés chez eux, c'est être raciste, oui, je suis raciste (3). » Les discours du président du Front national ont libéré la parole raciste.

Jean-Marie Le Pen poursuit en justice ceux qui le traitent de raciste et obtient gain de cause devant les tribunaux qui assimilent ce qualificatif à une injure diffamatoire. Mais ceux qu'il influence revendiquent cette « injure » pour eux-mêmes, car elle représente pour eux l'aboutissement logique de cette réflexion de prétendu « bon sens » selon laquelle l'immigration serait la source principale des maux de notre société. Et de la même façon que le président du Front national prétend ne pas entendre ce que disent plus abruptement que lui ses partisans, il prétend ne pas lire ce qu'écrivent certains de ses amis dans la presse qui le soutient et parfois dans l'organe de son parti. Dans le numéro 117 de « R.l.p.-Hebdo », publication hebdomadaire du Front national, l'écrivain André Figueras écrivait, par exemple, pour justifier la lutte contre l'immigration : « Disparité n'implique pas nécessairement infériorité. Disparité, tout bonnement, est disparité. Or la chimie et la gastronomie nous enseignent toutes deux que l'on ne peut pas mélanger impunément n'importe quoi. On y risque, par exemple, explosion ou empoisonnement. De même en va-t-il pour les peuples, c'est-à-dire pour les nations. Je prends la France, puisque c'est elle qui m'importe, c'est elle qui m'a fait, c'est à elle que je léguerai mes fils.

« La France n'est pas, et ne peut pas être, un territoire quelconque habité par n'importe qui. La France n'a de sens, et même d'existence, que par, avec, et pour les Français.

« Or, un Français ne peut pas être, non plus, n'importe qui. Il faut qu'il soit issu de France, de « francerie », comme disait Paul Raynal, de civilisation, de culture, de langue françaises. Ainsi, ce n'est pas en délivrant d'office la citoyenneté française aux enfants nés en France, de n'importe quels parents, que l'on peut, par un coup de baguette magique, en faire des Français. On n'en fera tout au plus que des électeurs, ce qui risque de se révéler dommageable pour beaucoup, qui ne s'en doutent pas, dans quelques années.

« Or, si l'on intègre ainsi, machinalement, mécaniquement, administrativement, une forte dose de substance étrangère à la substance foncièrement, naturellement, historiquement française, on va dénaturer cette substance. » Propos révélateurs du refus du Front national de concevoir une société française qui puisse être multiraciale ou pluriethnique.

Jean-Marie Le Pen soutient d'ailleurs ouvertement qu'il s'agit aussi, en luttant contre l'immigration, de préserver la race française : « Au meeting des immigrés, place de la Bastille, j'ai entendu scander des formules du style :





"LA FRANCE AUX FRANÇAIS; CERTES. MAIS QUELLE FRANCE ET QUELS FRANÇAIS" ?

Nos ancêtres les Gaulois, les Francs, les Romains, les Arabes, les Saxons, les Avars, les Lombards, les Huns... J'en passe et des plus féconds...

PAR FABIAN GASTELLIER

C'est l'histoire d'un dessin d'« Astérix ». Devant une classe de bambins gaulois étonnés et muets, Assurancetourix le barde martèle d'un bâton son tableau noir sur lequel est tracée la perturbante interrogation : « Nos ancêtres les... ? » Eh oui. Même Petibonum le village résistant ne s'est pas fait tout seul, comme ça, en un jour. La génération spontanée, on peut toujours courir pour la trouver. On vient bien de quelque part. Mais rarement d'une enclave virginale où auraient été clonés à l'infini et pour les générations futures les éternels mêmes habitants.

Bérets basques et baguettes de pain de tout l'Hexagone, je vais vous faire souffrir. « La France aux Français ! » clamez-vous sur tous les tons entre la belote du soir et le Picon-bière du matin... « La France aux Français », la belle et noble idée ! Robinson tout seul dans son île avec l'océan et les poissons autour. A mort tous les Vendredi qui oseraient vous déranger dans le confort popote de la nation nationaliste, ce concept qu'un Barrès forgea pour vous un beau matin de juillet 1892. « La France aux Français », certes. Mais quelle France et quels Français ?

L'énigme en a fait flipper plus d'un au cours des siècles. Savoir qui nous sommes, quelle est notre identité première a toujours passionné, bien avant l'invention du divan. Du Moyen Age à nos jours, on s'est arraché le droit à l'oracle qui nous dévoilerait enfin la vérité et, dans le vieux débat quasi permanent sur les origines de notre brave peuple, on a vu tout à la fois s'engouffrer les plus grands savants et les plus parfaits délirants ; les Augustin Thierry et les Gobineau.

Tout a commencé par des déménagements. Au néolithique, moins 5500 av. J.-C., début de la sédentarisation, on peut déjà suivre deux grandes vagues de migrations. Une première, Sud-Nord, passant par la vallée du Rhône et une seconde, Est-Ouest, reliant Strasbourg à la Normandie. Simples migrations culturelles ? Au musée de l'Homme, la question est en suspens. On est presque certain, en fait, que des populations se sont également déplacées, se mêlant ainsi aux autochtones, les fameux Cromagnons.

Et si ça s'arrêtait là ! Mais je vois poindre le cauchemar... C'est que l'homme est un guerrier ! Qu'il va, qu'il vient ; qu'il conquiert, qu'il se soumet... Bref : qu'il ne tient pas en place, impossible de le fixer dans la pseudo-pureté de ses débuts. Alors, dans l'embouteillage, voici les Gaulois (et, avant eux, une peuplade dont on ne sait plus rien), les Francs, les Romains, les Arabes, les Saxons, les Avars, les Lombards, les Huns et les autres et j'en passe. Les invasions, c'est bien joli de les contrecarrer, merci Charles Martel lointain cousin de ce cher Jean-Marie, mais ça laisse des traces. Et, plus exactement, des petits. Sacrées bonnes femmes ! Toutes des salopes, l'avaient bien dit ! Des mentalités de collabos... Toujours est-il que dans ce grand mixer, allez vous y retrouver !

Ils ont essayé. Au Moyen Age, tous ceux que ça turlupinait avaient une solution. Les Français descendraient des Troyens. Mon voisin de donjon ? Le profil d'Enée, je vous dis que ça... Las ! Un beau rêve qui ne fit qu'un temps. Vint un jour où l'on trouva la supputation légère, pour le moins farfelue. Et la pauvre France de se couper en deux. D'une part, les partisans d'une France gauloise qui menait à des racines celtes et d'autre part, les tenants de la France des Francs, qui menaient à des racines germaniques. Lesquels seconds se taillaient une bonne longueur d'avance en démontrant que leur appellation recouvrait tout aussi bien les habitants de la France que les compagnons de Charlemagne. Le regard en chien de faïence entre les clans perdura jusqu'à ce qu'un autre clivage encore plus subtil vienne s'ancrer au sein du premier. Les aristocrates, un jour, décidèrent qu'ils détenaient seuls l'héritage des Francs et que le tiers état — ou états généraux — n'avait qu'à garder les Gaulois. Il y en avait pour tout le monde.

Avec la crispation des événements historiques, vers le XVIIIe siècle, la ligne de partage connut un regain de durcissement. Le parti des Francs — Henri de Boulainvilliers en tête — arguait de son bon droit en prônant la supériorité des peuples conquérants et les autres (dont l'abbé Sieyès, auteur de la brochure « Qu'est-ce que le tiers état ? — 1789 ») ne démordaient pas de leur primauté en rétorquant que, le tiers état étant tout (célèbre formule « Qu'est-ce que le tiers état ? Tout. Quels sont ses droits ? Aucun »), les Francs n'avaient qu'à retourner d'où ils venaient en laissant les Gaulois là où ils étaient...

Ce crêpage de perruques connut son paroxysme sous le Premier Empire. Lorsqu'un idéologue de Napoléon, Montlosier, un grand fêlé, lui prépara une théorie splendide sur ses aïeux. Qui le laissa perplexe. Par ce que descendre des Francs, pour un Corse, c'était pas très convaincant. L'idéologie en question, méprisée, laissée pour compte, devait pourtant trouver une oreille attentive. Joseph Arthur, conte de Gobineau, allait raviver les querelles. Fils de garde du roi, possédant la fibre aristo et la conscience dévouée à la cause des Francs, donc des Germains donc des Vikings, il se croyait l'héritier direct d'Ottar Jarl, pirate norvégien lui-même originaire des purs Aryans, qui se seraient échoués au IXe siècle aux environs du confluent de l'Oise et de la Seine, alors que l'Europe baignait déjà dans la décadence du mélange des sangs (1). Rien moins ! Comme son destin devait malencontreusement croiser la découverte des langues indo-européennes, il n'allait pas tarder à se livrer à tous les amalgames possibles. Avant lui, on avait mêlé tout et n'importe quoi. Gobineau, lui, allait faire mieux. Il allait classer. Races supérieures, races inférieures. Au bout de la chaîne infernale, après Houston Stewart Chamberlain et Alfred Rosenberg, six millions de morts.

« La France aux Français », disiez-vous. Brachycéphales ? Dolicocéphales ? Francs ? Celtes ? Vikings ? Cochez la case correspondante, on vous écrira (2).

(1) Sur Gobineau, lire l'essai capital de Jean Gaulmier « Spectre de Gobineau », éditions Pauvert.
(2) Et merci à Jean-Pierre Faye sans l'aide précieuse de qui cette ébouriffante Histoire de France n'eût pas été possible.

« La France, c'est comme les mobylettes, pour que ça marche, il faut du mélange. » Mais n'oublions pas que ce même mélange sert à faire fonctionner les tondeuses et qu'en l'occurrence on a plutôt l'impression bien souvent d'être tondus. Je voudrais rappeler, en outre, qu'on ne peut mettre un mélange de plus de 6 % sans risquer de casser le moteur (4). »

Deux cibles privilégiées : Badinter et Veil

Quant à ce sentiment raciste traditionnel à l'extrême droite qu'est l'antisémitisme, il s'exhale fréquemment dans les colonnes de « Présent », support du courant catholique traditionnaliste, rallié au Front national, dont la direction politique est assurée par François Bigneau et la direction administrative par Pierre Durand, les deux vieux complices de Jean-Marie Le Pen. Ce quotidien « cible » régulièrement — comme le fait le président du Front national — deux personnalités, Robert Badinter, ministre de la Justice, et Simone Veil, ancien ministre de la Santé, en des termes que n'aurait pas reniés la presse raciste de l'entre-deux-guerres. Ainsi y lisait-on, le 23 juin 1983 : « M. Robert Badinter, fourreur errant (...) la bouche tordue par la levée du sang noir, règle ses comptes (...) Par héritage, il est pour le moment contre le sédentaire. Pour le cosmopolite contre l'indigène. Pour le manouche voleur de poules contre la fermière (...) Pour le marginal contre la société qui rejeta si longtemps les Badinter (...) Pour l'assassin contre l'assassiné (...) « Un homme d'Etat », a dit de lui M. Mitterrand. On en frémit. D'autant plus qu'il n'est pas seul. Krasucki, Fiterman, Lang, qui n'ont de français que l'habitat occidental et que voilà aussi aux postes de commande. Quand on y réfléchit, c'est à notre tour d'avoir peur. »

Et le 3 avril 1984, toujours à l'adresse du ministre de la Justice : « Les ministres se classent aujourd'hui en trois catégories. Il y a ceux dont on rigole ; il y a ceux que l'on déteste ; il y a ceux pour lesquels on éprouve une aversion qui peut devenir de la haine. Me Badinter, l'avocat d'affaires devenu ministre du Syndicat de la magistrature, le protecteur appointé des Von Opel, l'âme de M. Mitterrand, le gendre de Bleustein, le codirecteur du C.r.i.f. (Conseil représentatif des institutions juives de France) et de l'Ahavat Israël, l'homme qui a supprimé la peine de mort à la grande satisfaction des assassins, appartient à la dernière catégorie (...) Fils ou petit-fils d'immigrés, il est le symbole même de la France ouverte à l'étranger. Son père était fourreur (...) » Etc.

A propos de Simone Veil, qui venait de condamner l'alliance conclue à Dreux par la droite parlementaire avec l'extrême-droite, l'éditorialiste de « Présent », Jean Maridan, écrivait, le 29 septembre 1983 : « Ce visage soudain cruel, ce geste de la main dominateur et méprisant pour humilier le misérable électorat indigène de Dreux, ce tranchant glacial comme un coup de yatagan, la télévision nous les a montrés et nous avons vu l'apparence de Simone Veil, d'ordinaire mollement pateline, révéler enfin sa dure réalité, le secret féroce de celle par qui des centaines de milliers de petits Français sont chaque année privés de la vie. Ce massacre, elle en a pris un jour la responsabilité, elle en porte à jamais la malédiction (...) La seule morale qui ait traditionnellement droit de cité dans la politique française, c'est la morale chrétienne à laquelle vous êtes, madame, si parfaitement étrangère. Vous êtes même, devant la morale catholique de la France française, un malfaiteur de l'espèce la plus grave, celle du crime abominable. »



On ne pouvait mieux suggérer que « l'avorteuse », puisque c'est ainsi que l'extrême droite la nomme, est aussi le symbole du peuple déicide.

Ce quotidien, qui a mené campagne pour le président du Front national, fut d'abord un mensuel fondé en 1976 par Bernard Antony, alias Romain Marie, président-fondateur des comités chrétienté-solidarité dont l'idéologie a été mise en évidence, grâce à la presse, au cours de cette fameuse journée dite « d'amitié française », organisée par lesdits comités, le 16 octobre 1983 au palais de la Mutualité à Paris. Une réunion où l'on a pu entendre des paroles édifiantes prononcées devant plus de deux mille personnes que Jean-Marie Le Pen était venu saluer. Un dirigeant de l'Action familiale et scolaire, Arnaud de Lassus, évoquant Maurras, y déclara : « Quatre superpuissances colonisent la France : le marxiste, la maçonnique, le juif, le protestant que symbolisent les ministres Fiterman, Hernu, Badinter et Rocard (...). Souvenez-vous que les juifs sont aux deux pôles de la société contemporaine : fondateurs du capital financier et détracteurs les plus véhéments. Il y aura donc Robert Badinter, gendre du roi de la publicité, Bleustein-Blanchet, et Charles Fiterman, ancien directeur de l'école des cadres du P.c. A Badinter correspond Fiterman (comme hier) Rothschild correspondait à Marx (5). »

Voilà comment s'expriment les partisans et les alliés du Front national. Jean-Marie Le Pen n'a jamais désavoué leurs propos. Bien au contraire, le président des comités chrétienté-solidarité, instigateur de ces journées « d'amitié française », représente maintenant la France, en sa compagnie, à l'Assemblée des communautés européennes.

Le président du Front national ne saurait donc contester que le courant nationaliste qu'il incarne est porteur de racisme et d'antisémitisme (...) ●

(1) A la même époque, d'ailleurs, M. Jean-Marie Le Pen, qui ne pourfendait pas encore l'immigration étrangère, s'exprimait avec beaucoup de sollicitude sur la situation des Algériens : « Ce qu'il faut dire aux Algériens, si nous voulons en faire des Français, ce n'est pas qu'ils ont besoin de la France mais que la France a besoin d'eux, c'est qu'ils ne sont pas un fardeau ou que, s'ils le sont pour l'instant, ils seront, au contraire, la partie dynamique et le sang jeune d'une nation française dans laquelle nous les aurons intégrés », déclarait-il le 29 janvier 1958 à la tribune du Palais-Bourbon. « J'affirme que, dans la religion musulmane, rien ne s'oppose, au point de vue moral à faire du croyant ou du pratiquant musulman un citoyen français complet. Bien au contraire. Sur l'essentiel, ses préceptes sont les mêmes que ceux de la religion chrétienne, fondement de la civilisation occidentale. D'autre part, je ne crois pas qu'il existe plus de race algérienne qu'il n'existe de race française. Il y a une collectivité que les us et coutumes ancestraux séparent à la fois du monde moderne et de la collectivité d'origine métropolitaine (...) Offrons aux musulmans d'Algérie l'entrée et l'intégration dans une France dynamique, dans une France conquérante. Au lieu de leur dire, comme nous le faisons maintenant : « Vous nous coûtez très cher, vous êtes un fardeau », disons-leur : « Nous avons besoin de vous. Vous êtes la jeunesse de la nation » ! » (...)
(2) « Tribune juive », n° 814, 23-29 mars 1984.
(3) « Le Monde » du 14 février 1984.
(4) Jean-Marie Le Pen, « les Français d'abord ».
(5) « Le Monde », du 19 octobre 1983.
● Les intertitres sont de la rédaction.

RUGBY : LES SPONSORS SE FONT LA... NIKE

Essai transformé pour le sponsor américain Nike avec lequel 43 clubs ont accepté de travailler. Mais Adidas, l'autre prétendant, n'est pas pour autant sur la touche car d'autres clubs lui sont restés fidèles. La mêlée est plus que jamais ouverte entre les gros « parrains » d'autant que le rugby est jusqu'à nouvel ordre un sport amateur !

PAR PHILIPPE MAQUAT

AH ! La jolie victoire qu'ont remportée Philippe Dintrans et ses camarades samedi dernier aux dépens des Ecossais. Ce fut, une mi-temps durant, le retour de l'inspiration, du « French flair », bref du rugby-spectacle, comme seuls les Français (et les Australiens désormais) savent le confectionner. Serge Blanco et Didier Codorniou en tête. Après le médiocre Angleterre-France du 2 février dernier, l'ambiance était à coup sûr tendue dans le camp français. Jacques Fouroux notamment, l'homme qui a l'art d'accommoder les matchs à sa vision personnelle, n'avait pas digéré les critiques de la presse vis-à-vis des avants, ses enfants chéris. Normal : Fouroux est vendeur tant dans sa vie professionnelle que dans le rugby. Il lui incombe donc de convaincre à tout coup.

Aujourd'hui, ça va donc mieux de ce côté-là, les tensions sont retombées, bien que le déplacement de la semaine prochaine à Dublin ne s'annonce pas de tout repos. Vous savez bien, ce sera le rendez-vous avec le fameux « fighting spirit » irlandais.

Pour autant, les problèmes de fond du rugby français (et international) demeurent. Et ce ne sont certes pas les succès des Tricolores qui contribueront à les résoudre. Au contraire. Ils ne feront que renforcer l'offensive tous azimuts lancés par les sponsors dans un sport au statut indéfini. Mais commençons par l'affaire du nouveau fournisseur de la Fédération française du rugby (F.f.r.), en l'occurrence l'Américain Nike. Exit Adidas.

Pas pour leurs beaux yeux

La F.f.r. a donc signé pour trois ans avec cette firme qui, selon les termes du contrat, doit équiper de la tête au pied les internationaux français. Et les joueurs des 80 clubs qui composent le championnat de France de première division. Premier accroc : car si 43 clubs ont accepté de travailler avec Nike, les autres ont manifesté l'intention de rester fidèles à Adidas. Or, c'est parfaitement leur droit car selon le règlement concocté par l'International Board – l'organisme anglais qui régit le rugby international –, seules les fédérations nationales peuvent signer ce genre de contrat ; les clubs conservant donc l'entière liberté d'être équipés par un autre fournisseur. Le problème est donc en suspens, sa résolution a été repoussée à la fin du Tournoi des cinq nations en cours, mais Nike commence à tiquer. Une simple question d'affinage, dit-on du côté de la Fédération. On veut bien.

Légèreté des deux côtés ? Sans doute. La Fédération pour avoir promis ce qu'elle n'était pas sûre de tenir ; Nike pour n'avoir pas pris garde aux règlements internationaux. Au niveau des joueurs, ce n'est pas clair non plus. En effet, le Coq sportif, filiale d'Adidas, a embauché deux représentants répondant aux noms de Didier Codorniou et de Jean-Luc Joinel. Pas tellement pour leurs beaux yeux, mais bien en raison de leur réputation et donc pour servir de support à la firme. Pour être des supervendeurs. Codorniou et Joinel ne sont du reste pas des cas isolés. Toutefois, avec l'arrivée de Nike comme fournisseur officiel de la Fédération, les deux hommes se trouvent inévitablement en porte à faux, obligés qu'ils sont de respecter le contrat fédéral. Ou alors de refuser la sélection. Avec juste raison, c'est du reste le marché que Fouroux entend proposer aux internationaux : Nike ou l'éviction du Quinze de France.

« Le vers est actuellement dans le fruit », a dit l'entraîneur. Il urge donc d'éviter le pourrissement. Une position logique dans la mesure où Codorniou et Joinel ne sont pas des sportifs professionnels sous contrat avec Adidas, mais seulement des salariés de la firme. N'empêche que samedi dernier au Parc des Princes, contre l'Ecosse, le Narbonnais et le Briviste ont joué avec des chaussures Nike « banalisées ». A savoir, ne portant pas la marque du fabricant. « Il faut cesser de perturber les joueurs avec ces salades qui ne représentent rien », a dit dans son langage imagé et familier Albert Ferrasse, le président de la Fédération. Des salades qui ne représentent rien, c'est cependant vite dit, car le contrat Nike-F.f.r. porte sur un milliard de centimes.

Sur le fond de cette guerre des firmes, rien n'est donc tranché actuellement. Pour l'heure, la F.f.r. s'efforce de pratiquer la politique du compromis envers les deux fournisseurs, l'actuel et l'ancien. Nike va-t-il aller jusqu'au procès pour non-respect du contrat ? C'est quand même douteux, l'entreprise ne pouvant se permettre d'altérer son image par une action en justice. Reste qu'outre-Atlantique au siège de la firme on ne l'entend peut-être pas de cette oreille. Pour les deux joueurs écartelés, la solution la plus adaptée serait bien sûr d'aller travailler... dans le camp d'en face. Au moins pour 3 ans.

Dans cette histoire de gros sous, le rugby est à la fois bénéficiaire de son succès – au moment du Tournoi surtout – et victime de la situation bâtarde dans laquelle se débattent des rugbymen qui ne sont plus vraiment amateurs sans être tout à fait professionnels. Une ambiguïté et un véritable phénomène de société doublé d'un profond malaise pour des joueurs qui voient l'argent arriver de partout, mais de l'argent auquel, eux, acteurs du spectacle, n'ont pas droit. Car on sait que le sponsoring a fait une entrée remarquée dans le rugby français la saison dernière. Or, cette année, l'affaire a été confiée par la Fédération à un véritable « pro » de la question : Jean-Claude Darmon, l'homme des panneaux publicitaires du football, ces panneaux que vous ne pouvez éviter, que vous soyez spectateur ou téléspectateur.

Des bonnes places à prendre

Ainsi « France-Football promotion » s'est étendu et a donné naissance à, vous l'auriez devinè, « France-rugby-promotion ». Et apparemment ça devrait marcher, car Darmon croit au rugby en tant que support. Il estime qu'il y a encore beaucoup de bonnes places à prendre. Les jeans Lee Cooper l'ont par exemple compris qui, après le football, ont signé avec le rugby. La firme a même fait poser les internationaux pour une photo géante. La contrepartie ? De l'argent pour les footballeurs ; des pantalons pour les rugbymen. Et une poignée de main. Or c'est bien là que le bât commence à blesser.

Le 14 février dernier, à l'occasion de l'inauguration du « Village des cinq nations », qui abrite les sponsors du Quinze de France et leurs invités, Albert Ferrasse a lancé : « Cet argent, ce n'est pas pour les internationaux qui sont derrière moi, mais pour les jeunes. » Soit. Mais jusqu'à quand les internationaux en question vont-ils se contenter de faire le spectacle pour une indemnité de 70 F par jour lors des matchs du Tournoi, à laquelle il faut ajouter... six invitations au Parc des Princes pour la famille et les amis, alors que la Coupe du monde 82 a rapporté environ 60 millions de centimes à chacun des footballeurs français, rien qu'en retombées publicitaires. Sans oublier que les médailles olympiques de Los Angeles ont été ouvertement rétribuées par leur Fédération et le Comité olympique. Bref, les rugbymen commencent à traîner les pieds.

Bien sûr, d'un côté, il y a une Coupe du monde et des jeux Olympiques ; de l'autre, un simple tournoi réunissant cinq équipes. Du moins pour le moment. Car on s'agite beaucoup du côté des sponsors australiens, américains et japonais, en particulier pour faire aboutir un projet de Coupe du monde de rugby qui, s'il voyait le jour, pourrait faire franchir le pas du professionnalisme au rugby. Est-ce souhaitable ? Les Anglais qui ont tout perdu sauf le rugby sont contre ; quant aux joueurs, s'ils sont dans l'ensemble très favorables à la perspective d'une Coupe du monde organisée tous les quatre ans, ils le sont beaucoup moins, semble-t-il, pour tenter l'aventure du professionnalisme.

Et ils n'ont pas tort, car le rugby subirait alors de profonds bouleversements, y compris au niveau de ses règles. La solution la plus raisonnable consisterait donc à intéresser décemment les joueurs aux bénéfices réalisés. Quant à la création d'une Coupe du monde, on en saura plus le mois prochain. L'International Board doit en effet se réunir à Paris et à cette occasion donner le feu vert au projet, ou y mettre son veto. ●





France-Ecosse au Parc des Princes, samedi dernier.



LES PAPAS DU DIMANCHE

« D'un côté, un droit de visite misérable pour le parent payeur, de l'autre, que des avantages ! » se plaignent les pères divorcés. Les textes de lois n'ont cependant pas changé, mais dans la pratique ils se voient évincés

PAR FRANÇOISE LORIOL

DES papas qui rouspètent, des papas qui se révoltent, des papas qui pleurent. Ils sont des centaines aujourd'hui à se grouper en association : être uniquement considérés comme éternels payeurs, ça suffit comme ça !

Certes, des ex-maris-papas machos, il y en a ! Ceux qui, avec a priorisme, ne font aucune confiance à leur ex-femme sur aucun plan, ceux qui sont malades du croissant qu'elles avalent à leurs frais, autrement dit : qui voudraient tout contrôler de l'argent versé, ceux qui, jaloux de leur autorité (ou autoritarisme), entendent l'exercer dans les moments les moins opportuns, rester par exemple propriétaire du cadeau ou des habits qu'ils viennent de faire à leur gosse : « Tu le retrouveras la prochaine fois. Un point ! » Bref, ceux qui continuent la petite gueguerre à travers des enfants – qu'ils aiment avec la même rancœur qu'ils reprochent à leur ex ! Mais il y a d'autres papas plus attendrissants et qui souffrent vraiment. Davantage de frustration d'enfant que d'orgueil blessé. Leurs ex-femmes, il faut bien le dire, ne sont pas toujours des anges.

Certaines profitent d'une situation qui les avantage, notamment dans les milieux aisés, ou intellectuellement plus favorisés.

– La pension ? Peu de problèmes. Ils la donnent. Volontiers serait trop dire, car ils estiment qu'elle est trop forte, majorée automatiquement, sans que leur salaire suive le mouvement, qu'à cette pension il faut ajouter les frais, très lourds parfois, le déplacement aller-retour, plus les semaines de vacances et la pension payée tout de même. Bref, au total, un bon petit paquet qui enlève à l'ex-épouse toute envie de travailler... Mais, disent-ils, leur mouvement de revendication n'est pas lié à cette somme à verser. Ce contre quoi ils s'insurgent, ce pourquoi ils sont tristes, tristes à pleurer, c'est que transformés en coupables, proprement éliminés de la vie de leurs enfants à la suite d'un jugement catégorique (90 % des enfants sont confiés à la mère), ils voient leurs droits se réduire comme une peau de chagrin. Leur droit de visite notamment, toujours remis en question par une mauvaise volonté évidente : « L'otite, la fièvre, la colique... il y a toujours quelque chose ! » Parfois 600 kilomètres ou plus pour rien, et une porte qui vous claque au nez !

Frais, fatigue et cœur en marmelade... Autres griefs ; les lettres ou les cadeaux qui ne parviennent pas... ou des petites voix étonnées qui disent plus tard : « C'était toi ? Maman a dit : : C'est le père Noël, c'est le facteur ! » A quatre ans on gobe tout... Maman peut aussi refuser carrément le cadeau : retour à l'envoyeur ! Enfin des cas pénibles, sans parler de ceux, dramatiques, qui témoignent d'un psychisme exacerbé. Ces pères soupirent aussi : « Aucun regard sur leur éducation, sur leurs études, leurs intérêts dans la vie... plus de contacts fréquents et prolongés... je ne les connais plus. »

Trouver des solutions. Surtout ne pas entretenir des conflits, mais comment ? Ce qu'ils préconisent ? Que le juge laisse aux parents la possibilité de se calmer, de prendre du recul avant d'adopter des solutions définitives ; que le choix de garde soit fait sans préjugé, c'est-à-dire qu'il ne favorise pas automatiquement la mère, mais plutôt celui – ou celle – qui « assurerait le plus volontiers les rapports avec l'autre ».

Et le droit de l'enfant ?

Quoi encore ? Eviter l'éloignement volontaire que l'ex-épouse choisit parfois pour couper tout lien. Ils prêchent pour le report automatique du droit de visite non exercé pour cause de maladie (réelle ou simulée ?) Ils luttent en faveur de l'égalité parentale et l'instauration du principe de la garde conjointe (hébergement alterné), bref, du partage des responsabilités matérielles et morales... En somme, ils militent pour préserver le droit de l'enfant à ses deux parents. Sans systématisme, mais par le biais d'un hébergement fréquent. « Vivre ensemble non seulement les vacances – donc des jours exceptionnels –, mais vivre le quotidien entretiendraient des relations plus authentiques ». Question d'organisation ? Sans doute, mais surtout d'une bonne volonté réciproque de coopération. « Toutes les situations intermédiaires sont meilleures que les situations catégoriques », ajoutent ces papas malheureux.

Utopique cela ? Peut-être pas. La lente modification du rôle des parents fait peu à peu évoluer les choses. Les jeunes ménages commencent à s'interroger, et quand, après divorce, ils apprennent que la garde conjointe est une éventualité envisageable, ils disent « C'est possible ? Eh bien, tant mieux ! » Tant mieux pour les parents enfin déculpabilisés... soit, mais les enfants au fait ? ●

Deux associations parmi d'autres :

● *M.a.c.i.d.d. 4, rue Vigée-Lebrun - Paris 15e.*

● *Mouvement d'Egalité parentale (M.e.p.) 14, rue de Berne - Paris 8e.*
50, rue de Sèvres - Boulogne. 92.

PENSIONS ALIMENTAIRES : POUR FAIRE OBSTACLE A LA DEROBADE

50 % étant irrégulièrement ou jamais payées, c'était un dossier prioritaire, trop d'enfants en pâtissaient. Le projet de loi adopté en décembre 84 va améliorer pas mal de situations... mais que de gens sous-informés !

PAR FRANÇOISE LORIOL

UN couple sur trois divorce, et de ce fait on compterait actuellement en France 850 000 enfants du divorce. Plus de 500 000 vivent avec un de ses deux parents, dans un foyer dit monoparental, et 350 000 avec un parent remarié ou vivant en union libre... Tout cela pourrait faire un beau chassé-croisé mensuel de chèques pour pensions alimentaires, mais voilà, 25 % de celles-ci ne sont jamais payées !

Et 25 à 30 % partiellement, et très irrégulièrement.

C'est d'autant plus dramatique que les femmes, mères isolées (85 % des foyers monoparentaux sont dirigés par des femmes), ont dans la plupart des cas – presque la moitié – un salaire qui s'élève à moins de 4 000 francs par mois. Pourquoi cette dérobade ?... La rancœur, l'insolvabilité réelle, ou simulée... Le divorce dans la sérénité : pas très courant ! Persistent pendant longtemps animosité, esprit de vengeance... Si l'ex-épouse a la mauvaise idée de faire obstacle au droit de visite, le père se persuade qu'il peut trouver motif à non-exécution du jugement, et s'autojustifie pour sa défaillance : « Si je ne suis plus le père, je ne donne plus rien ! »

Alerté depuis longtemps sur ces problèmes, le ministère des Droits de la femme vient de mettre en place un dispositif cohérent qui doit se substituer aux bénéficiaires. Un sondage Ifop en décembre 1983, sur la création d'un « Fonds de garantie des pensions alimentaires », et qui recueillait 83 % d'accords auprès des femmes, le conforta dans sa volonté d'aboutir à un projet de loi.

Trois bureaux pilotes – Paris/Créteil/Lille –, précurseurs en cette occasion, ont eu pour mission de voir, sur le terrain, ce qu'il en était exactement, et de dresser un bilan des obstacles.

Mission accomplie.

Des obstacles, il y en a !

Premièrement, ils ont constaté que dans la majorité des cas les femmes ne savent rien de la loi. (Les hommes non plus. On se marie. On divorce et on doit des choses ? Première nouvelle !)

Perdues dans le maquis de la procédure de recouvrement, rebutées par des textes dont elles ne comprennent pas toujours la teneur, elles s'abstiennent. Une réserve d'ordre psychologique les freine aussi dans cette entreprise : porter plainte pour abandon de famille, attaquer en justice le père de leurs enfants les répugne... une action qui peut rendre plus conflictuels encore les rapports qui subsistent, jusqu'à la rupture définitive.

Après avoir écouté et beaucoup informé, les bureaux pilotes ont instruit quelques dossiers, et l'huissier requis a pu obtenir du père négligent : paiement direct, prélèvement sur salaire, paiement sur Assedic en cas de chômage, saisie-arrêt sur son compte... selon. Quand on a affaire à l'insolvabilité réelle (ou simulée) du débiteur, autres complications ! Les bureaux pilotes en ont fait l'expérience. Le débiteur a quitté ses fonctions, est parti en Italie, en Guadeloupe, au diable vauvert. Numéro de Sécurité sociale introuvable... ! Débordées, les administrations concernées éludent ou objectent : « Motif secret professionnel » ...

Autrement dit : niet ! Niet jusqu'à présent. La commission Informatique et Liberté, qui refusait également de donner toute information (le partage des responsabilités entre père/mère ce n'est pas son problème) pourra-t-elle lever le secret en faveur des C.a.f. – Caisses d'allocations familiales – quand la loi sera votée ? On le dit.

Car c'est au sein de ces caisses d'allocations que va être implanté ce service spécialisé d'aide pour parents isolés. Pratique ! Les C.a.f., il en existe sur tout le territoire. D'une façon plus anonyme, il pourra donc se substituer aux lieu et place de l'intéressé(e), trop mal armé(e) pour affronter seul(e) les difficultés de recouvrement. Une importante mission de médiation, et une force de dissuasion assez efficace pour ramener à la raison les bons bougres qui ont tendance à rechigner, mais qui n'aiment pas les histoires ! Et puis après tout, leurs gosses, ils les aiment ! Quant aux débiteurs de mauvaise foi, disparus dans la nature... une autre paire de manches ! Toutes les pensions volontairement impayées ne seront sans doute pas recouvrées, mais dans des proportions convenables épurant ainsi pas mal de situations.

Ce qui est important dans cette loi, c'est que, en attendant de dénicher le débiteur, une allocation de soutien familial (340 F par enfant) – semblable à l'allocation orphelin – sera allouée au parent seul qui n'aura rien touché depuis 2 mois, à condition qu'il donne mandat à la C.a.f. de poursuivre celui qui se soustrait à ses obligations. Somme qui sera versée jusqu'à ce que le débiteur ait recommencé à payer. Dans ce cas, l'organisme récupère l'avance.

Ce système ne paraît pas très compliqué. De toute façon, jouer sur l'insolvabilité devenait un peu facile, une dérobade qui, atteignant les foyers monoparentaux les plus démunis, devenait un véritable fléau social.

Le projet de loi ayant été adopté en deuxième lecture le 12 décembre 1984, tout se met en place. Le décret d'application, c'est pour bientôt. Le ministère des Droits de la femme envisage de faire le bilan de la situation après un an d'expérimentation.

La chronique littéraire de Claude Glayman



**** Flannery O'Connor : « L'Habitude d'être » — Gallimard. Lettres réunies et présentées par Sally Fitzgerald, traduit de l'anglais par Gabrielle Rollin.***

**** Francis Scott Fitzgerald : « Lettres à Zelda et autres correspondances » — Gallimard. Traduites de l'anglais et présentées par Tanguy Kenec'hdu.***

**** Ernest Hemingway : « 88 poèmes » — Gallimard. Traduits de l'anglais par Roger Asselineau.***

**** Jean-Marie Rouart : « Ils ont choisi la nuit » — Grasset.***

TOUT le monde meurt trop jeune. Bien qu'on ait chaque jour l'occasion de faire cette remarque, l'observation s'applique plus aux écrivains, aux artistes en général qu'aux autres individus. Regardez, Flannery O'Connor emportée par un lupus incurable à 39 ans ; Francis Scott Fitzgerald disparu à 44 ans, miné par l'alcool, le désespoir, la déchéance, et Ernest Hemingway qui s'est donné la mort à 62 ans. Quand on suit le destin inéluctable et injuste des deux premiers auteurs, on enrage que le dernier l'ait devancé. Dans un livre émouvant et personnel qu'il vient de consacrer à quelques suicidés des lettres, Jean-Marie Rouart montre, très bien, que le chemin est court entre la destruction pure et simple et celle que recouvre l'acte même d'écrire. Hemingway comme son aîné Jack London avaient une image solaire, ils aimaient l'action trépidante et pourtant ils n'ont pas supporté le poids de l'existence jusqu'à son terme naturel. « Comme si, soudain, la violence de leurs instincts s'était retournée contre eux-mêmes », note judicieusement Rouart.

Le penchant poétique d'Hemingway a-t-il un rapport avec sa décision ultime ? En vérité Hemingway est surtout un romancier. Influencé par Rudyard Kipling et Ring Lardner, conseillé par Gertrude Stein et Ezra Pound, il commet quelques poèmes, d'abord au cours de sa jeunesse. Son premier livre édité en 1923 ne s'intitule-t-il pas « Trois contes et dix poèmes ». Perspicace comme toujours, Edmund Wilson le remarque. De 1935 à 1944, l'auteur du « Soleil se lève aussi » s'interrompt et ne se remet à la poésie qu'à la fin de la guerre, sans briller davantage. On trouve plusieurs traductions de poèmes dans le volume 1 de la Pléiade, mais l'ouvrage qui nous occupe à présent est la première traduction autorisée de la totalité des vers conservés. On pense parfois à Blaise Cendrars, le ton est amusant, irrespectueux mais mineur. Il s'agit d'une rareté qui éclaire très partiellement la silhouette d'un homme et d'un artiste foudroyé par la même énergie.

D'une tout autre importance apparaît la correspondance de Scott Fitzgerald à sa femme Zelda et à quelques destinataires, illustres ou pas. Le même éditeur, qui nous a déjà proposé un premier volume de correspondance, rappelle, non sans raison, que l'auteur de « Tendre est la nuit » est sans doute l'écrivain américain du siècle le plus et le mieux connu (trois volumes de correspondance ont paru en anglais). On n'échappe pas à la fascination de l'univers de Fitzgerald : Zelda, la maladie mentale, l'alcool, Hollywood, le couple détruit, la dégradation romantique de deux êtres perdus dans une époque plus dure qu'il n'y paraît. Il y a vingt ans au sortir de la tourmente algérienne, j'ai adoré les livres de Fitzgerald. En 1973, Nancy Milford éclairait Zelda dans une biographie méticuleuse, à l'américaine, parue chez Stock.

Aujourd'hui, tout en entretenant ma propre nostalgie, j'avoue que l'extraordinaire vitalité de Flannery O'Connor me touche plus, question d'époque, question d'âge ! L'intelligence de la seconde l'emporte sur les plaintes du premier.

Reste un témoignage qu'on ne saurait négliger et une tendresse folle qui l'emporte comme toute l'œuvre de cet écrivain vulnérable et amer. Témoignage littéraire, en priorité, avec les lettres de Mgr Fay, un personnage qui a compté aux débuts de la carrière de Scott Fitzgerald, lorsque ce dernier achève ses études et rédige son premier livre, « l'Envers du paradis ». Viennent ensuite « les Heureux et les Damnés », la publication des nouvelles dans les magazines, les projets d'adaptation au cinéma. Les lettres postées d'Europe montrent l'ivresse et la plénitude de la vie en France, l'engourdissement de l'Italie sous Mussolini, les jugements de Gertrude Stein, de T.S. Eliot, la compétition avec Hemingway, les hommages à Joyce, Sinclair Lewis, le thé chez Edith Wharton, etc. Plus tard, dans les années 33-35, John Dos Passos, John O'Hara, Louis Bromfield aiment « Tendre est la nuit » et le font savoir.

Simultanément à l'œuvre qui se construit, on assiste au processus de dégradation du couple. Il s'aggrave en 1936, 1937 ; culmine en 1939, 1940 ; Fitzgerald n'achève pas « le Dernier Nabab », peinture de la cruauté hollywoodienne ; il écrit à Zelda : « ...Ce serait vouloir se suicider que de continuer à écrire avec cette tension nerveuse souvent sans aucune aide que ce que peut offrir une bouteille de gin... tu es mariée à un homme assez délabré et prématurément vieilli qui ne possède pas un sou sauf ce qu'il peut extraire d'un esprit lassé et d'un corps malade. » Que s'est-il produit pour qu'un couple fou d'amour et de beauté en arrive à une telle déchéance ? Déjà à la belle époque, Zelda prévoyait : « Nous mourrons ensemble, je le sais... l'envers est aussi joli que l'endroit. » L'aspect voyeur de toute correspondance nous révèle en effet l'envers du décor, c'est-à-dire l'acide et sa destruction.

LISEZ AUSSI

**** Toni Morrison : « la Chanson de Salomon » — Acropole, roman.***

Pas encore assez connu en France, cet écrivain noir est consacré aux U.s.a. et abondamment traduit. Son roman est un retour aux sources, violent, passionné et savoureux. « Acropole » annonce d'autres traductions, notre ignorance devient inexcusable.

**** Michel Fabre : « la Rive noire : de Harlem à la Seine » — Lieu Commun.***

La France fut également le lieu de séjour des écrivains noirs américains et ce depuis le XIXe siècle. A l'époque des années folles et de la « génération perdue », après 1945, grosso modo jusqu'aux temps de la décolonisation et de la renaissance africaine. Etude très originale et très documentée par un spécialiste, entre autres de Richard Wright.

**** Sophie Body — Gendrot, Laura Maslow—Armand, Danielle Stewart : « les Noirs américains aujourd'hui » — Armand Colin.***

L'intégration noire a-t-elle abouti aux U.s.a. ? Un quart de siècle de combats en tout genre conduit à cette interrogation. Dossier établi par trois universitaires spécialistes de la chose américaine.

**** Norman Mailer : « Morceaux de bravoure » — Robert Laffont, essais.***

Que pense le remuant — et parfois naïf — Mailer de la technologie, de l'écriture, du sexe, de ses confrères, etc. Aucun académisme chez l'auteur d'« Un rêve américain » repris ces jours-ci dans l'excellente collection (semi—poche) des « Cahiers Rouges » (Grasset).

**** John Updike : « Bech est de retour » — Gallimard, roman.***

La suite des aventures intellectuelles, sentimentales et touristiques du célèbre romancier juif, Bech, qui n'est autre qu'Updike lui-même. Du même, « le Putsch » (Folio) parodie sur une tyrannie africaine parue en 1978.

**** Frédéric Prokosch : « les Asiatiques » — Gallimard, coll. « L'imaginaire ».***

Extraordinaire roman écrit en 1935 par un écrivain américain qui vit actuellement en France. Aventures édifiantes dans une Asie d'époque qu'on relit avec un plaisir infini.

**** William Burroughs : « le Festin nu » — Gallimard, coll. « L'imaginaire ».***

Le livre clé sur la drogue par le maître du style cut et de la « beat generation », celle de Kerouac et Cie.



Flannery O'Connor.



Ernest Hemingway.

MORT OU EST TA VICTOIRE

Zelda se découvrant une passion trop tardive pour la danse, prétendant rivaliser littérairement avec l'homme qu'elle aime, craquant psychologiquement, internée dans un hôpital puis dans un autre ou dans une maison de repos, tandis que Scott boit, flirte, tente de monnayer son talent et son imagination. Une longue lettre de Zelda résume en 1930 la vie du couple, ses trahisons, ses tentations, ses désadaptations répétées. En dix ans, le charme de la jeunesse s'est évanoui. « Il fut un temps, dit-elle, où tu étais plus jeune que n'importe qui. » Ailleurs, elle assure : « La vie sans toi n'est que l'essence de zéro. »

Comme s'ils avaient trop idéalisé leur amour, Zelda et Francis succombent devant les difficultés de la vie, au désespoir ils n'ont plus à opposer que la nostalgie : « La tristesse du passé ne me quitte jamais. Les choses faites ensemble et les déchirures qui dans le passé ont fait de nous les survivants brisés d'une guerre demeurent comme une espèce d'atmosphère alentour de chaque maison où j'habite. » Le temps des années folles s'achève dans la folie et la mort !

Autrement salubre apparaît la correspondance de Flannery O'Connor. Nous sommes dans un cadre totalement différent, et à une autre époque : le Sud, les Noirs et les fermiers, la foi catholique et la maladie ; sans oublier la littérature. Le film se déroule entre 1948 et 1964. Les lettres, c'est ce qui rattache aux autres, rompt la solitude des béquilles et des examens médicaux et c'est là que s'affirment les conceptions artistiques, celles qui priment sur tout. Avec une vigueur et une intelligence comme on n'en connaît guère d'exemples. Aucune amertume malgré le sort. Au contraire, une implacabilité de la formule, un sens infaillible du lapidaire marqué au coin de l'humour : « L'irrespect lui fouettait les sangs. »

Le Sud n'a pas accepté la perfectibilité de l'homme telle que l'a prônée la philosophie des Lumières, il vit dans l'idée du péché et de la malédiction : le diable y côtoie les idiots. Flannery O'Connor assure à John Hawkes qu'elle aurait aimé vivre à la Nouvelle-Orléans : « Où on reconnaît aisément la présence du diable », elle ajoute « ...Il me semble que vous enlevez une partie au bien pour l'attribuer au diable. » Quant aux idiots, quelle aubaine pour les romanciers, voyez Caldwell ou Faulkner, mais attention ce n'est pas « la philosophie anormale » qui intéresse l'auteur. Tout simplement la rédemption passe par la souffrance des Noirs et le destin des idiots.

La romancière, qui sait que son temps est compté, est animée d'une profonde foi catholique. Ni mystique ni foi conservatrice, une foi d'une alacrité remarquable que l'auteur présente de manière aussi claire que vigoureuse. Elle s'explique à chacun de ses correspondants, analysant au passage les lectures qui l'inspirent et qui vont de Saint-Thomas, Pascal, Simone Weil, Teilhard de Chardin aux romanciers catholiques, François Mauriac, Georges Bernanos, Graham Greene, Evelyn Waught, Léon Bloy... Avec la même force Flannery O'Connor expose son art, détaille ses curiosités, Henry James, Proust, etc. L'auteur de « Et ce sont les violents qui l'emportent » est tout simplement admirable. Il y a longtemps que le lecteur français n'a pas reçu une telle leçon de courage et d'intelligence, d'énergie et de finesse. A côté les palinodies de notre microcosme littéraire paraissent incongrues. On a même un peu honte devant pareille humilité : un être qui a vécu l'essentiel et l'a dit dans une œuvre brève et parfaite. Sans aucun doute le premier grand livre de 1985...

NUIT ET BROUILLARD EN ARIEGE

C'est le grand vent de l'Histoire qui fait gonfler la voile de cette nef des fous décrite, avec quelle puissance, par René-Victor Pilhes dans « la Pompéi » où visionnaire épique, l'auteur de « l'Imprécateur » prophétise — lui aussi — le réveil des vieux démons.

PAR NICOLE CHAILLOT

QU'ON se le dise, René-Victor Pilhes ne fait pas dans la dentelle et les travaux lechés de nos petits maîtres n'ont pas grand-chose de commun avec ses fresques grandioses. Dans son dernier roman « la Pompéi » (Albin-Michel), il nous plonge dans une sarabande effrénée. Un livre haletant et violent qui agrippe son lecteur d'une poigne de fer pour ne le lâcher que pantelant et quasi lessivé par la trépidante danse de mort que lui impose un auteur sans indulgence.

Ah ! vous voulez parler du réveil des vieux démons. Ah ! vous prétendez enquêter sur l'ordre noir et ses nouveaux habits, semble rugir l'auteur, eh bien moi, j'exhume des cendres de je ne sais quel cataclysme (d'où peut-être ce titre énigmatique de « la Pompéi ») des créatures figées dans cette forte et sanglante épopée qui trouve son origine dans l'affrontement rouge et noir qui déchira l'Europe des années quarante.

Pourtant tout commence bien sagement par la narration d'un épisode censé se passer en 1971, à Tonombres, village ariégeois, adossé aux Pyrénées où l'on s'apprête à célébrer dans le recueillement les obsèques de la vieille châtelaine.

Le récitant — vox populi, vox Dei — est un bon jeune homme, Henri Rouquet, méritant, gai et sportif, s'étant toujours prudemment tenu à l'écart des excès politiques, sachant faire la part des choses, bref un digne représentant de ce juste milieu... toujours prêt à tomber à droite pour peu que l'intérêt ou l'obéissance l'y poussent un peu. De plus Rouquet, fils de l'aubergiste renommé du pays, se trouve, par sa position neutre, au confluent d'une guerre souterraine se poursuivant sans désemparer depuis la fin du dernier conflit mondial. Tonombres, par sa situation géographique, passage obligé vers l'Espagne et la liberté pour des centaines de juifs ou de résistants, fut aussi le haut lieu du combat clandestin des anti-franquistes espagnols engagés dans la Résistance et le bastion avancé de la Collaboration. La comtesse Irène de Tonombres, Walkyrie pro-nazie n'hésitant pas à offrir des dépendances de son château aux travaux pratiques des gestapistes. Bref, Tonombres petit village somnolent et paisible, éveillé seulement par le retour saisonnier des chasseurs d'izards et les gastronomes du dimanche friands des fricassées du papa Rouquet, fut entre 1939 et 1944 un microcosme particulièrement turbulent de la folie qui embrasa par ailleurs l'Europe.

Loin de s'offusquer de ce qu'il considère comme des vieilles lunes le narrateur pour qui stalinisme égale fascisme conserve toute sa déférence un peu servile aux comtes de Tonombres tout en avouant pourtant un faible certain pour l'autre versant de cette bouillonnante famille : la comtesse Marthe, héroïne de la Résistance et bouleversante amazone ne paraissant pas ses 67 printemps et sa non moins émouvante petite-fille, la



blonde Gisèle égérie des « Tonombristes » version ariégeoise des Brigades rouges.

L'argument romanesque comme on peut le voir n'est pas d'une simplicité franciscaine, mais le propos de l'auteur en revanche est particulièrement clair. Les vieux démons — le fascisme et son compère le racisme — qu'on croyait définitivement disqualifiés depuis la découverte des camps et de l'holocauste sont en train de redresser leurs têtes vipérines. Le goulag et les crimes de Staline étant passés par là pour donner des armes à ceux pour qui le combat anti-bolchévique était la priorité des priorités. Comme le dit un des personnages de « la Pompéi » fieffé collaborateur ayant réussi à échapper à toute épuration et aujourd'hui bras droit d'un grand patron de presse : « Le vrai, le seul et terrible effet de l'inconséquence des Alliés roulés par Staline : la dictature sans précédent du Kremlin sur des millions de gens. Hitler ! Hitler ! On n'a que ce nom à la bouche ! On veut ignorer que les victimes du communisme international se comptent par dizaine de millions ! A côté de ces chiffres monstrueux, le nombre de juifs ou de romanichels réellement morts fait pâle figure ! »

Bref, le seul crime des collaborateurs et autres séides de l'ordre nazi fut d'avoir eu raison trop tôt et d'avoir discerné avant tout le monde la priorité du danger communiste.

La trame de la saga de René-Victor Pilhes est donc clairement politique et se veut même, par l'emphase et le caractère parfois déclamatoire du texte, visionnaire, mais ce serait gravement réduire cette œuvre puissante que d'y voir seulement une fable, aussi symbolique soit-elle. Le grouillement des personnages, l'extrême complexité de leurs rapports, l'obsession du non-dit font de ce livre une fresque aussi peuplée et bouleversante qu'un tableau de Jérôme Bosch.

Il y a du pamphlétaire dans Pilhes, du plus puissant et du plus noir. Sa description de l'empire médiatique de Sannaris « papivore » redoutable et propriétaire de dizaines de quotidiens, hebdomadaires, stations de radios et télévisions privées est bruissante d'images et... bourrée de réminiscences actuelles. D'autant que le Sannaris en question, patron du narrateur — qui dans un moment d'inspiration le laissant lui-même pantois a baptisé du beau mot de « la Médiatrice » le paquebot regroupant l'état-major du groupe de presse — a vécu une jeunesse tumultueuse quelque peu influencée par l'idéologie pétainiste et la collaboration. Une coïncidence, comme le note expressément la formule consacrée !

Les Tonombrais vivront sans coup férir la mort de la « vieille facho », l'assassinat inouï de la comtesse Marthe (empoisonnée par une hostie au cyanure) et un mini-attentat perpétré par les jeunes gauchistes locaux exaspérés par le rassemblement de crapules fascistes accourus aux obsèques de l'ancêtre nazie. Quant au narrateur, il découvrira dans les dernières pages du livre les raisons génétiques (?) de ses pulsions libidinales hors de propos et de ses colères homériques comme rendu « amok » par on ne sait quel vent d'Autan : il n'est pas le petit-fils de la placide Marie de la Soumère, mais celui de la volcanique comtesse et future nazie Irène, séduite par les pectoraux du grand-père braconnier. N'en jetez plus les Atrides dans les Pyrénées ariégeoises, c'est trop... d'autant que pour faire bonne mesure on apprend dans les dernières pages du livre que la comtesse Marthe n'a pas été assassinée par le clan d'en face mais par son jeune protégé l'abbé d'Oviac qui non seulement était son amant mais son fils illégitime... J'avoue que l'accélération de l'histoire dans les cinquante dernières pages atteint une telle vitesse de croisière que le malheureux lecteur prend le tournis et dans cette sarabande endiablée perd un peu de vue le propos de Rene-Victor Pilhes. A savoir « la féroce ingratitude de l'Histoire et le prix exhorbitant payé par les martyrs et les sacrifiés d'une cause ». Et que décidément la violence de ces cinquante dernières années ne se résume pas à une simpliste équation bonnet blanc, blanc bonnet. Ceux qui ont porté la Révolution d'Octobre et qui constituent la grande masse des floués de l'Histoire n'avaient ni les mêmes motivations ni les mêmes espoirs dans l'homme que les buveurs de bière de la brasserie munichoise qui vit les réunions des premiers hommes en chemises, brunes ou noires.

Reste que ce livre trépidant donne à penser, on y songe longtemps après en avoir fermé la dernière page et ses personnages vous habitent avec une rare présence. Sans doute parce que ce roman âpre pose, une fois de plus par la bouche de son narrateur, Henri Rouquet, le pseudo-bon jeune homme du début, des questions qui nous taraudent aujourd'hui : « Le conflit Est-Ouest, la propagande sioniste pourraient causer d'étranges effets au sein des démocraties postindustrielles ébranlées par les mutations technologiques, la crise économique et morale qu'elles engendrent, et par exemple à la stupeur de la plupart des « têtes pensantes » de l'Occident présider aux relevailles de bêtes et démons divers. » Que faisons-nous d'autre dans ce journal que de tenter de débusquer justement ces bêtes avant que leur ascension ne soit irrésistible ? ●

Donnons des oreilles à la terre.



Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.

CNT

20, av. Rapp 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 705.94.39.

L'argent qui rapproche les hommes.

Télévision. Magnétoscope. Il y a des services là-dessous!





Le prix : Pour votre téléviseur comme pour votre magnétoscope, Darty vous garantit ses prix par le remboursement de la différence dans les conditions de l'article 1 du Contrat de Confiance.

Le choix : Pour votre téléviseur comme pour votre magnétoscope, Darty vous garantit un choix des plus grandes marques dans les conditions de l'article 8 du Contrat de Confiance.

Le service : Pour votre téléviseur comme pour votre magnétoscope, Darty vous garantit : la livraison et la mise en service gratuites dans les conditions de l'article 4 du Contrat de Confiance et ses interventions 7 jours sur 7 et en télévision le jour même sur simple appel avant 10 h dans les conditions de l'article 5 du Contrat de Confiance.

PARIS

8e : DARTY sous-la-Madeleine
11e : 1, avenue de la République
11e : 25 à 35, boulevard de Belleville
13e : Centre "Galaxie" - Niveau 3 - 30, avenue d'Italie
14e : Centre Commercial "Gaîté-Montparnasse" 68-80, avenue du Maine
15e : Front de Seine - Centre Commercial "Beaugrenelle" 71, quai de Grenelle
17e : 8, avenue des Ternes
18e : 128, avenue de Saint-Ouen

RÉGION PARISIENNE

78 : **Orgeval** : Centre Commercial "Art de Vivre" - Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest
78 : **Parly 2** : Centre Commercial "Parly 2" - Le Chesnay
78 : **Vélizy** : Centre Commercial Velizy II
91 : **Les Ulis** : Centre Commercial "Les Ulis 2"
91 : **Morsang-sur-Orge** : 51, rue de Montlhéry (Autoroute du Sud - Sortie Savigny - Direction Sainte-Geneviève-des-Bois)
92 : **Asnières** : "Carrefour des 4 Routes" - 384, avenue d'Argenteuil - R.N. 309
93 : **Noisy-le-Grand** : Centre Commercial "Les Arcades" Marne-la-Vallée
92 : **Châtillon** : 151, avenue Marcel-Cachin - R.N. 306
92 : **Boulogne** : Pont de Sèvres - 122 bis, avenue du Général-Leclerc
92 : **Puteaux** : Centre Commercial "Les 4 Temps" - Niveau 1 "Grand-Place"
93 : **Bagnolet** : Porte de Bagnolet - Au pied du Novotel 40, avenue Gallieni
93 : **Bondy** : 123-155, avenue Gallieni - R.N. 3
93 : **Aubervilliers** : Centre "Pariferic" - Porte de la Villette 6 bis, rue Emile-Raynaud
93 : **Pierrefitte** : 102-114, avenue Lenine - R.N. 1
93 : **Rosny-sous-Bois** : Centre Commercial Rosny II
94 : **Champigny** : 10-12, avenue Roger-Salengro La Fourchette - R.N. 4
94 : **Créteil** : Centre Commercial Régional "Créteil Soleil"
94 : **Fresnes** : Zone Sofilic - Rue de l'Abreuvoir - R.N. 186
94 : **Ivry** : Centre Commercial "Ivry bords de Seine" 16, rue Westermeyer
94 : **Thiais-Rungis** : C. Cial Régional "Belle Epine" - R.N. 7
95 : **Cergy-Pontoise** : Centre Régional "3 Fontaines"

ET 44 AUTRES MAGASINS EN PROVINCE.

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 22 FÉVRIER

T.f.1 « Le Jeu de la vérité », émission de Patrick Sabatier — 20 h 35.

22, v'là Bedos ! Après les vérités crispées de Delon et Sardou, la vérité décontractée...

Théâtre : « le Roi clos », d'André de Richaud. Mise en scène et réalisation de Jean-Christophe Averty — 22 h.

Un presque souverain dans une maison close... Averty mène la danse.

A.2 Ciné-Club. Cycle Marco Ferreri : « Pipicacadodo » — 23 h.

Ferreri, stade anal. Il a fait mieux.

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « l'Impossible combat des mineurs anglais », reportage d'Elisabeth Burdot ; réalisation de Jean-Jacques Pêche. Coproduction T.t.b. — S.s.r. — 20 h 35.

Hommes, femmes, adolescents, ils ont dit qu'ils se battraient jusqu'au bout. Maggie, Maggie, la nouvelle façon de râler...

SAMEDI 23 FÉVRIER

T.f.1 « Série noire » : « Pitié pour les rats », téléfilm de Jacques Ertaud — 20 h 40.

De petits casseurs peinards sont tirés du pétrin par un terroriste en cavale. Mélange détonnant. Avec Geneviève Fontanel et la révélation du film de Yannick Bellon « la Triche » : Xavier Deluc.

Canal Plus : « le Corps parchemin », document de Geoff Steven — 18 h 15.

De la Nouvelle-Zélande au Japon, les mystères du tatouage.

DIMANCHE 24 FÉVRIER

T.f.1 « J'ai épousé une ombre », de Robin Davis — 20 h 35.

Une jeune paumée prend l'identité d'une riche héritière. Mais le vilain Bohringer veille... Rien que pour lui...

A.2 « Pour le meilleur ou pour le pire » : « Habanera » enquête et réalisation de Valeria Sarmiento — 21 h 45.

Une exilée chilienne revient en Amérique du Nord après dix années d'exil. Entre le communisme et la résolution, Fidel et ses fidels, à quoi rêvent les Cubaines ? A faire l'amour, pas la guerre.

F.r.3 Cinéma de minuit, cycle Marcel l'Herbier : « Entente cordiale » — 22 h 30.

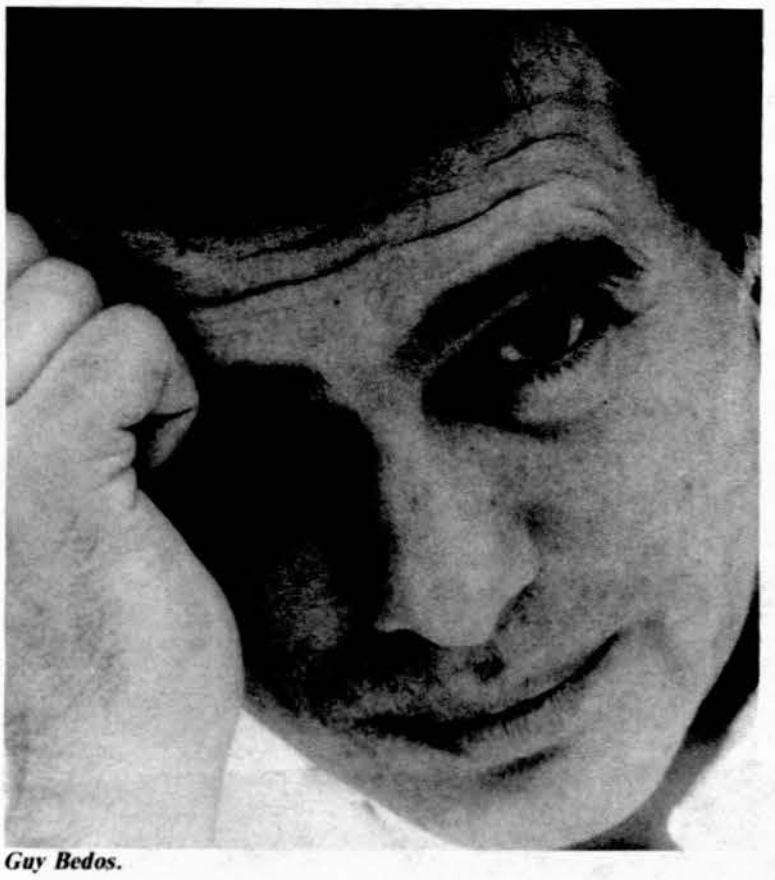
Gaby Morlay en reine Victoria, Victor Francen en Edouard VII : signez les premiers, messieurs les Anglais.

Canal Plus : « Un amour de Swann », de Volker Schlöndorff — 20 h 30. Prochaines diffusions les 28/2 — 22 h 20 ; 1/3 — 1 h 35 ; 2/3 ; 7/3 et 9/3 horaires non communiqués.

Du côté de chez Proust version germanique. C'est pas ça, Guermantes. Mais Jeremy Irons doublé par Pierre Arditi vaut le détour.

LUNDI 25 FÉVRIER

T.f.1 « L'Avenir du futur », émission proposée par Jean-Pierre Hutin : « Saturne 3 », de Stanley Donen. Débat : les nouveaux robots — 20 h 35.



Guy Bedos.

Un vilain robot se retourne contre son vilain inventeur. Bien fait. Avec Kirk Douglas, Harvey Keitel et Farah Fawcett.

A.2 Théâtre : « Mariage », de George-Bernard Shaw, réalisation de Lazare Iglesis — 20 h 35.

« Toutes les épouses sont toutes les femmes en une seule ; tous les maris sont tous les hommes en un seul. » Signé George-Bernard Shaw. Ah ! les aphorismes de l'humour irlandais... Avec Martine Sarcey, Judith Magre, Gabriel Cattand et Jacques François.

F.r.3 « Il faut vivre dangereusement », de Claude Makovski — 20 h 35.

Les déboires d'un privé bien de chez nous. Avec Claude Brasseur, Annie Girardot et Sydne Rome.

Canal Plus : « Albert » — one man show de Michel Boujenah — 14 h.

Tout sur les mères juives en dix sketches. Fou rire, tendresse et émotion par un nouveau venu du comique en solitaire.

MARDI 26 FÉVRIER

T.f.1 « L'Ile sans rivages », documentaire de Jean Archimbaud avec la participation de Marie Susini — 21 h 35.

Visages de la Corse entre deux attentats.

A.2 « S.O.S. Titanic », de Billy Hale — 20 h 40.

Un film-cata maritime sur le plus célèbre des ex-palaces flottants. La vie, les croisières et l'amour en attendant la mort. Moralité : il faut toujours naviguer avec sa bouée.

F.r.3 « La Ruée vers l'ouest », d'Anthony Mann — 20 h 35.

Vie et mort d'un Américan citizen entre 1889 et la Première Guerre mondiale. Avec Glenn Ford et Maria Schell.

Canal Plus : « Othello », d'Orson Welles — 0 h 30. Prochaines diffusions les 1/3 — 16 h ; 5/3 et 7/3 horaires non précisés.

La rencontre d'un géant, d'un monstre et d'un colosse. En V.o. !

MERCREDI 27 FÉVRIER

A.2 « Vive la mariée ! », télé-film de Jean Valère — 20 h 35.

Une satire corrosive du mariage. Avec Arielle Dombasle et Patrick Chesnais. Ouais !

« Psy-show », émission proposée par Pascale Breugnot, Denis Chegaray et Bernard Bouthier avec la participation Serge Leclaire — 22 h 10.

Carole, la drogue et ses parents. Trio infernal.

F.r.3 « Les Imitateurs », émission proposée par André Halimi — 20 h 35.

De Pierre Douglas à Patrick Sébastien et de Michel Leeb au général de Gaulle, d'Henri Tisot, les coulisses de leurs exploits vocaux.



Victor Francen et Gaby Morlay dans « Entente cordiale ».

LE RAS-LE-BOL DE LA SEMAINE

Une autre « Affaire » ? Allons donc ! Ce serait accorder trop d'importance à ce gringalet verbeux qui n'a commis qu'un gribouillage ignoble au nom de l'apocalypse, de l'envie du néant et de toutes ces sortes de rabâchages débiles et débilitants. Marc-Edouard Nabe et son pseudo-pamphlet n'ont pas révolutionné « Apostrophes », n'en déplaise à Bernard Pivot, qui semble désormais prêt à tout pour transformer son plateau littéraire en arènes sanglantes. Non. Il a simplement déconné, c'est à la mode aujourd'hui. Mais puisque les médias, au nom de la liberté — toujours là pour être galvaudée — lui offrent un tabouret, alors il convient de réagir et de ne pas laisser passer cette sous-pensée et cette sous-lit térature, comme si de rien n'était.

C'est ce qu'a fait Georges-Marc Benamou, collaborateur au « Quotidien de Paris », qui a bondi de son siège de téléspectateur passif, s'en est allé casser la gueule de l'intéressé et raconte dans son journal (n° 1630 du lundi 18 février) les raisons de son geste. « Une frontière semble s'être effacée, qui disait le Bien et le Mal, explique-t-il (...) On ressent ces temps-ci une étouffante impression d'indifférenciation, un cynisme absolu dans le commerce des idées, une banalisation des thèmes orduriers et des haines. (...) Il est légitime de revendiquer la liberté absolue de la littérature, de défendre la liberté d'expression. Evident. Mais il est facile aussi de se réfugier derrière cette liberté d'expression pour dire tout et n'importe quoi, manière d'apologie kitsch et nazie. »

Tout le texte de Benamou est de cette trempe : fort, noble, beau. Tout ce qu'il y dit, comme on avait envie de l'entendre ! Une question toutefois. La réponse de Georges-Marc Benamou est en page 18. En page 5 de ce même numéro, le « Quotidien de Paris » offre six colonnes à Jean-Marie Le Pen. Comme presque tous les jours. Alors que fait Georges-Marc Benamou dans ce voisinage ? Ça ne le gêne pas de dénoncer sainement ce que d'autres, à ses côtés, s'empressent de conforter ?

L'A.n.p.e., on sait, c'est pas drôle. Est-ce une raison suffisante ?

JEUDI 28 FÉVRIER

T.f.1 « Au nom de tous les miens », de Robert Enrico d'après Martin Gray. Quatrième partie : « le Temps de l'extermination » — 20 h 35.

« L'Enjeu », magazine proposé par François de Closets, Emmanuel de la Taille et Alain Weiller — 21 h 35.

Cinq reportages dont un portrait d'Yves Rocher le champion de la beauté au naturel.

A.2 « Western Sicilien », série en trois épisodes de Pino Passalacqua d'après Leonardo Sciascia. Episode n° 1 — 20 h 35.

Guerres des gangs au pays du soleil. « Contre la Mafia, écrivait Sciascia, il ne peut pas y avoir de vengeurs solitaires. » A suivre...

« Carte de presse », magazine de la rédaction d'Antenne 2 : « Micro effraction », enquête de Michel Honorin, Dominique Nasplez et Pascal Stelletta — 21 h 35.

Comment violer votre logiciel. Elémentaire mon cher Apple !

F.r.3 « Mort Carnaval », télé-film de Daniel van Custem — 20 h 35.

Un drame policier en plein carnaval à Dunkerque. Avec Fred Personne, Jacques Bonnaffé et Anne Caudry.

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

DISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE DE VOS DISQUES CLASSIQUES

EUPHONIE

B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX

Téléphone (6) 068.73.05

transexel

est un groupement de Sociétés de Service à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

LA DEFENSE CEDEX 07
TOUR EUROPE - 92080 PARIS
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

CdF

- Développe la consommation de l'énergie-charbon en France.
- Rentabilise et modernise notre production nationale.
- Accélère la revitalisation des régions minières par l'industrialisation.
- Investit dans les recherches de pointe pour développer les nouvelles technologies du charbon.
- Gère et maîtrise les nouvelles activités nées du charbon.
- Exporte son savoir-faire à l'étranger et participe à la grande aventure mondiale du charbon.

CdF

DIVA

GROUPE CdF

Charbonnages de France

L'animateur de toute la chaîne charbonnière.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325